



## Puissance allemande

L'ALLEMAGNE est riche et puissante, et elle n'en fait pas mystère. Aussi n'attend-elle pas recevoir de leçons. Cela ne la dispense pas, à toujours estimé M. Helmut Kohl, d'apprendre à assumer ses nouvelles responsabilités.

Bien avant la réunification, cette constance de la politique du chancelier lui avait déjà valu quelques bris de lance avec Washington et Moscou. C'était au commencement de l'ère Gorbatchev. La redistribution des cartes à l'échelle mondiale l'a ensuite confirmé dans sa conviction que seule une Allemagne sûre d'elle-même, et donc fiable, éviterait de dangereuses aventures.

Présentant, vendredi 10 janvier à Bonn, son calendrier pour l'année nouvelle, M. Kohl n'a pas manqué de répondre à sa manière, qui n'est pas toujours la plus nuancée, aux critiques dont sa politique a été l'objet ces derniers temps à l'extérieur. Il a justifié son attitude dans la crise yougoslave, notamment sa position à l'égard de la Croatie, jugée par M. Mitterrand contraire à l'esprit des accords de Maastricht. Le chancelier a souligné que l'Allemagne pouvait avoir sa vision des choses sans que cela doive nécessairement conduire à des drames. « Si vous voulez toujours seulement être aimé, a-t-il dit, vous ne pouvez rien faire bouger, et à la fin vous êtes encore plus seul. »

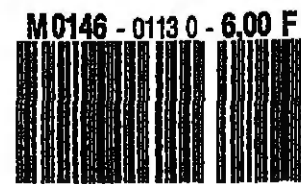
QUE la nouvelle Allemagne, avec ses 80 millions d'habitants, ait une influence accrue est pour le chancelier une évidence à laquelle ses partenaires doivent s'habituer. L'important, pour lui, tient donc à la manière dont elle saura assumer ce surcroît d'influence. Bonn ne revendique pas un changement de statut et n'exigera pas de siège au Conseil de sécurité des Nations unies, mais veut en revanche que sa voix soit respectée dans les instances dont elle est membre.

L'Allemagne de 1992 veut être jugée à la juste de ses engagements, à l'aune des nouvelles réalités, et non pas en fonction d'a-priori que le chancelier juge dépassés. Reclamer - comme il le fait - que la langue allemande soit prise en compte au même titre que l'anglais et le français dans la Communauté européenne revient, selon lui, à reconnaître la place centrale qu'y occupe désormais son pays. L'Allemagne accueille cette année le sommet des pays industrialisés et entend en profiter pour peser notamment sur la politique d'aide en faveur de l'Est. Parallèlement, elle entend aussi exploiter les accords de Maastricht afin d'accélérer l'intégration européenne.

POUR parvenir à ses fins, le chancelier a cependant besoin à domicile d'une stabilité mise en danger par les difficultés et le coût de la réunification allemande. La politique de taux d'intérêt de la Bundesbank, qui a valu à Bonn les foudres de ses partenaires, a mis l'accent sur le risque pour l'Allemagne de vivre au-dessus de ses moyens. Habitues à compter sur leur richesse, nos voisins n'ont pas encore bien pris conscience que celle-ci avait une limite, comme le montrent les importantes hausses de salaires réclamées par les syndicats.

Pour assurer l'avenir, le chancelier Kohl a appelé fermement ses compatriotes à « se servir la ceinture » et à réussir en priorité le redressement de l'ex-RDA. Réalisme qui devrait contribuer à apaiser ses partenaires inquiets du regain de puissance de la nouvelle Allemagne.

MD146 - 0113 0 - 6.00 F



## La construction communautaire et l'avenir de la force de dissuasion

# La France suggère à ses partenaires d'étudier une « doctrine » nucléaire pour l'Europe

Intervenant devant les « Rencontres nationales pour l'Europe » réunies les 10 et 11 janvier à l'initiative du ministère des affaires européennes, M. François Mitterrand a déclaré vendredi que l'élaboration d'une doctrine nucléaire européenne allait devenir « très vite l'une des questions majeures » pour les Douze. C'est la première fois que le chef de l'Etat s'interroge

sur l'avenir de la force de dissuasion française. Le président de la République a également indiqué que « le Parlement sera saisi » des accords de Maastricht sur l'Union politique et l'Union économique et monétaire avant leur ratification soit par le Parlement lui-même, réuni en Congrès, soit par référendum. Il n'a pas tranché entre ces deux possibilités.



## Un tabou écorné

par Jacques Amalric

La force de frappe française pose problème dans l'Europe - celle de la Communauté, mais aussi celle de l'Est, toujours en pleine décomposition - à la recherche d'un nouvel ordre. C'est ce qu'a fini par reconnaître vendredi 10 janvier M. Mitterrand, écornant pour la première fois un tabou qu'il s'était efforcé de maintenir intact depuis 1981. Le temps, il est vrai, presse; il suffit de tourner ses regards vers les « gestations » militaires auxquelles se livrent déjà les anciennes Républiques de l'ex-URSS. Le président de la République l'a déclaré : « Est-il possible de concevoir une doctrine [nuc]léaire européenne? Cette question-là deviendra très vite une des questions majeures de la construction d'une défense européenne commune. »

M. Mitterrand s'est bien gardé de répondre par oui ou par non à sa propre question. Il n'en a pas moins accepté le principe d'un vaste débat, considéré hier encore comme sacrilège. M. Jacques Delors avait, il est vrai, mis les pieds dans le plat quelques instants plus tôt, suivi par M. Jean François-Poncet. Le président de la Commission européenne venait de déclarer : « On ne s'empêchera pas de penser que si, un jour, la Communauté européenne a une union politique très forte, alors pourquoi pas le transfert de l'arme nucléaire à cette autorité politique? » Quant à l'ancien ministre des affaires étrangères de M. Giscard d'Estaing, il avait affirmé : « Il est clair qu'au bout de la route de la solidarité européenne il y aura aussi une solidarité nucléaire. »

Lire la suite page 3 et l'article de PIERRE SERVANT

## « Roberto Zucco » jouée à Paris

Le Théâtre de la Ville n'a pas renoncé à la pièce de Kohan.

Lire page 13 les déclarations de M. Chirac et les réponses du maire de Chambéry et de M. Violette à Roger Planchon

## M. Philippe Marchand au « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur invité dimanche à 18 h 30.

## De Maastricht au référendum

par Patrick Jarreau

C'est sur le terrain de l'Europe que le président de la République attend ses adversaires. L'opposition s'y est avancée d'elle-même en s'empressant d'affirmer, aussitôt après la conclusion des accords de Maastricht, il y a un mois, que leur mise en œuvre nécessitait une révision constitutionnelle.

M. François Mitterrand en convient volontiers, mais il retourne l'argument en refusant une vision restrictive de la question. Il ne s'agit pas simplement, a-t-il expliqué vendredi, de discuter du droit de vote que le traité

prévoit d'accorder aux ressortissants de la CEE pour les élections locales et celle du Parlement européen. Il s'agit de tout autre chose : « S'il n'y a pas approbation [des accords], nous nous trouverons alors devant une crise nationale de très grande ampleur, a-t-il dit. Je considérerais (...) cela comme un drame national. »

Il appartiendra au Conseil constitutionnel, une fois le texte des accords définitivement mis au point le mois prochain, d'indiquer quelles en sont les clauses nécessitant une modification de la loi fondamentale française.

Lire la suite page 6

# Alger : le « Bonheur » à l'abandon

Dans la cité construite par Fernand Pouillon, les jeunes déshérités sont une proie facile pour les islamistes

ALGER

de notre envoyé spécial

Même si le FLN a pris ici une belle rclée au premier tour des élections législatives, largement devancé par le Front islamique du salut (FIS) et le parti Hamas, d'obédience intégriste lui aussi, les habitants de Djar el Machouli - la Cité du bonheur, conçue par l'architecte français Fernand Pouillon - refusent de passer pour des éternels. « Nous, les jeunes et les autres, on est des gens normaux », se récrie un fonctionnaire qui professe pourtant des idées démocrates.

« Il faut jouer jusqu'au bout le jeu démocratique, aller au second tour, insiste-t-il. Si l'on arrête tout, il risque d'y avoir de la casse. » Il admet qu'avec la probable victoire du FIS, lors du second tour, le 16 janvier, la nouvelle Algérie prendra « un mauvais départ ». Mais, à son avis, « on pourra toujours rectifier

le tir par la suite, si nécessaire avec le concours de l'armée ». Il souligne que si le pouvoir civil fait une troisième fois appel aux militaires, qui sont déjà intervenus en octobre 1988 et en juin 1991 pour rétablir l'ordre, ceux-ci s'installeraient aux affaires pour de bon. Abdelkader, lui, ne voit pas si loin. Etudiant en technologie, il s'apprête, « bien sûr », à voter de nouveau pour le candidat du FIS, en ballottage favorable contre un islamiste « dissident » du parti Hamas. La « loi de Dieu » à la bouche, il attend donc pour bientôt des mesures de salubrité publique comme « la fermeture des maisons closes et l'interdiction de l'adultère ».

Quelle riposte, si l'armée en venait à contrarier ses espoirs? Il se plierait, sage et discipliné, aux directives de ses chefs. Si le FIS a ses faveurs, « c'est parce que c'est lui qui travaille le plus ». Il y a en effet fort à faire ici afin d'améliorer un peu la vie quotidienne de

tout un chacun. Pour preuve les multiples activités de cette association de quartier, d'inspiration islamique, qui vient en aide aux veuves en détresse, distribue des fournitures scolaires aux enfants, des secours alimentaires aux plus pauvres.

La Cité du bonheur - modèle d'urbanisme méditerranéen bâti au milieu des années 50, comme l'avait été la Cité radieuse de Le Corbusier à Marseille - n'est plus aujourd'hui que l'ombre d'elle-même. Comme un décor de théâtre qui aurait mal vieilli. De grandiose, reste le site sur lequel elle a été construite, sa vue plongeante au bas d'escaliers monumentaux ou au travers d'arcades et de portiques sur le jardin défait, la baie d'Alger, les cargos au mouillage.

JACQUES DE BARRIN

Lire la suite page 5 et l'article de GEORGES MARION

## L'héritage militaire soviétique

# Moscou accentue sa pression

Le gouvernement russe a laissé entendre, vendredi 10 janvier, qu'il envisageait de prendre sous son contrôle l'ensemble des forces armées de l'ex-URSS tant qu'un accord conforme à sa propre interprétation des accords de Minsk n'aura pas été réalisé au sein de la CEE.

MOSCOU

de notre correspondant

Après les fortes paroles, les menaces : les « milieux gouvernementaux russes » ont fait savoir qu'un projet de décret, faisant de la Russie l'héritière des forces armées de l'ex-URSS, n'attendait plus que la signature de M. Boris Eltsine. La mise en garde intervient en plein milieu de la querelle russo-ukrainienne et au lendemain du véritable « coup de gueule » lancé depuis Oulanovsk par Boris Eltsine : « La flotte de la mer Noire a été, est, et restera russe » (le Monde du 11 janvier).

JAN KRAUZE

Lire la suite page 4

## HEURES LOCALES

## Le Nord-Pas-de-Calais

Depuis bientôt trente ans, l'Etat et les élus s'efforcent de gérer une transition difficile dans une région qui, au fil des ans, a dû admettre que le charbon, l'acier puis le textile faisaient désormais partie des activités du passé. A Lille comme à Arras ou à Valenciennes, où l'on attend l'ouverture du tunnel sous la Manche, le dynamisme des habitants associé à un environnement culturel soigné a permis l'implémentation d'activités nouvelles.

Lire pages 8 et 9 l'enquête de PATRICK JARREAU

## Fin de siècle à Michelin-Ville

Corine Lesnes a visité, à Clermont-Ferrand, les habitants des cités Michelin, ces villes dans la ville construites dans les années 20 par le fabricant de pneumatiques en proie aujourd'hui à de sérieuses difficultés.

Lire page 10

# LE MONDE

Janvier 1992

## diplomatique

- EX-URSS : L'enigme russe, par Amnon Kapeliov. - Lendemain indécis en Asie centrale, par Alain Gresh. - La Lettonie est-elle gouvernable? par Etienne Calabrig.
- PLANÈTE : Nouveau monde, par Ignacio Ramonet.
- PROCHE-ORIENT : Le « dossier Palestine », au-delà de la résolution 242, par Henry Cattani. - Jérusalem, la ville sainte qui devient ville-forteresse, par Rouba Housayri. - En attendant la construction du Temple..., par Abraham B. Yehoshua. - Vers le partage en deux capitales? par Gérard de la Pradelle. - Inquiétudes libanaises, par Georges Corm.
- CUBA : Quelle nouvelle politique économique? par Janette Habel.
- 1492-1992 : Résistance indienne, noire et populaire, par Maurice Lemoine.
- FINANCE : La rançon de l'euphorie, par Denis Clerc.
- AFRIQUE : Continent des comptoirs ou continent du développement? par Achille Mbembe. - Fin de règne mouvementée au Kenya, par Victoria Brittain. - La « génération perdue » des fils de l'apartheid, par Linda C. Chisholm. - « Chant de cygne », une nouvelle de Yoka Lye Mudaba.

En vente chez votre marchand de journaux - 18 F



## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-66-25-25  
Télécopieur : (1) 40-66-25-99  
Téléfax : 206.806 F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94952 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-66-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Téléfax : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.  
Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises  
M. Jacques Lescaur, gérant.

## Le Monde

### PUBLICITÉ

Jacques Lescaur, président  
François Hugot-Devalles, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur commercial  
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-66-72-72  
Télécopieur : 634 128 F  
Téléfax : 464 27-71 - Société civile  
de la SARL Le Monde et de Média et Régie Europe SAC

Imprimerie  
du « Monde »  
112, rue M.-Gambetta  
94852 IVRY CEDEX  
Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 51 437  
ISSN : 0395-2037  
PRINTED IN FRANCE  
Mentions légales sur les microfilms et  
index du Monde au (1) 40-66-25-25

TELEMATIQUE  
Composants 36-15 - Tapez LEMONDE  
ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS  
1, place Hubert-Beuve-Méry,  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMBOURG PAYS-BAS	AUTRES PAYS en monnaie CFC
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	800 F	1 124 F	1 580 F
1 an	1 600 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER :  
par voie aérienne  
tarif sur demande  
pour vous abonner  
renvoyez ce bulletin  
accompagné  
de votre règlement  
à l'adresse ci-dessus  
ou par MINTEL  
36-15 LEMONDE  
code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou  
provisaires : nos abonnés sont invités  
à formuler leur demande deux  
semaines avant leur départ, en indi-  
quant leur numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE  
3 mois 6 mois 1 an

Nom : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_  
Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les  
noms propres en capitales d'imprimerie.

PP Paris 19° 2011MCHND1

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Comité de direction :  
Jacques Lescaur : gérant  
directeur de la publication  
Bruno Frippe  
directeur de la rédaction  
Jacques Giffu  
directeur de la gestion  
Marcel Lucbert  
secrétaire général

Rédacteurs en chef :  
Jean-Marie Colombani  
Robert Solé  
(adjoints au directeur  
de la rédaction)

Jacques Amahric  
Thomas Ferey  
Philippe Hermon  
Jacques-François Simon

Daniel Vernet  
(directeur  
des relations internationales)

Anciens directeurs  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauvet (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)  
André Fontaine (1985-1991)

## DATES

Il y a vingt ans

# La naissance sanglante du Bangladesh

«**D**IEU merci ! Le Pakistan est sauvé ! » Prophétie désastreuse de Zulfikar Ali Bhutto, leader du Parti du peuple pakistanais (PPP), le principal parti politique de la partie ouest du pays, de retour de Dacca au lendemain du coup de force de l'armée pakistanaise contre les séparatistes bengalis. Six mois plus tard, l'armée indienne libérera la capitale du nouvel Etat du Bangladesh. Bhutto lui-même remplace, à la tête d'un Pakistan amputé de sa partie orientale, le général Yahya Khan, président, administrateur de la loi martiale, et responsable d'un génocide qui aurait fait deux à trois millions de morts. Tragique ironie de l'Histoire : les militaires réimposent leur loi dans les deux anciennes « ailes » du Pakistan : Mujibur Rahman sera assassiné en 1975 ; Bhutto pendu à l'issue d'un procès inique quatre ans plus tard.

En 1971, le Pakistan oriental constitue la partie la plus peuplée - 75 millions d'habitants contre 55 millions à l'ouest - de cet Etat né en 1947, dans le sang et les larmes, des affrontements entre musulmans et hindous.

Dès sa naissance, ce produit bâtarde d'une double partition, celle de l'ex-Empire des Indes et de la province du Bengale, sensible vers à la tragédie et au malheur. Surpeuplé, dépourvu de ressources naturelles sauf le jute, coupé de Calcutta, sa métropole naturelle, il se voit, en dépit des promesses initiales de Mohamed Ali Jinnah, le « père » du Pakistan, soumis aux dictats de la clique militaire « punjabi » d'Islamabad, dont le séparatisme d'1 500 kilomètres de territoire indien. De plus, il est périodiquement ravagé par des catastrophes naturelles, inondations et typhons, qui soufflent sur le Golfe du Bengale. En octobre 1970, un typhon particulièrement violent a laissé quelque 300 000 morts et des millions de sans-abri. Les autorités issues de la loi martiale se sont montrées indifférentes, et inopé dans l'organisation des secours.

### Le coup de force de Yahya Khan

Et pourtant, quelques semaines plus tard, en décembre 1970, saisi soudain d'un « zèle démocratique » qui lui sera fatal, Yahya Khan décide de tenir comme prévu, dans tout le pays, des élections législatives, les premières depuis l'indépendance. Celles-ci, malgré les efforts et les tracas du pouvoir central, donnent 167 sièges, soit la majorité absolue à l'Assemblée nationale - qui doit se transformer en Constituante - à la Ligue Awami, dirigée à Dacca par Mujibur Rahman. Leader charismatique, excellent orateur, le cheikh Mujib s'est ouvertement déclaré en faveur de l'autonomie de sa province, simple étape, une ne l'ignore à Dacca pas plus qu'à Islamabad, vers la sécession. A l'ouest, Bhutto, que Yahya Khan redoute presque à l'égal du cheikh Mujib, a, quant à lui, obtenu 85 sièges pour son Pakistan People Party. Cette Assemblée, qui ne se réunira jamais, est, de naissance, ingérable.

Des discussions sans espoir s'engagent pour l'Assemblée à Dacca entre Yahya Khan, militaire borné, alcoolique de surcroît, Bhutto, et le cheikh Mujib, désigné constitutionnellement comme premier ministre. L'Assemblée, chargée d'élaborer une nouvelle Constitution pour l'ensemble du pays, est même convoquée pour le 3 mars, à Dacca, puisque le chef de la Ligue Awami, prudemment, refuse de se rendre à l'ouest. Et exige en préalable l'abrogation de la loi martiale, suivie de la proclamation d'un Pakistan confédéral, vague union d'Etats indépendants. Un processus de désintégration est ainsi engagé, assez comparable à celui auquel on assiste vingt années plus tard en URSS. Dans un Pakistan oriental en pleine anarchie, où les militants nationalistes font la loi, reprennent, fin mars, les négociations de la dernière chance.

Le 20 mars, Mujibur Rahman appelle le peuple à lutter « pour la liberté et l'émancipation du Bangladesh » (le pays des Bengalis). Le nouveau drapeau - cercle rouge et carte du futur Etat sur fond vert de l'islam - est hissé sur les édifices publics. Dans les principales villes, émeutes et règlements de comptes opposent les nationalistes bengalis aux militaires et policiers punjabis, venus de l'Ouest, et aux Biharis, réfugiés musulmans qui avaient fui cette province de l'Inde lors de la partition et qui restent partisans d'un Pakistan unifié. Des milliers d'entre eux sont tués. Dans un



Foule attendant le retour à Dacca de Mujibur Rahman, le 10 janvier 1972

Livre blanc publié ultérieurement, le gouvernement pakistanaise dénonce le régime de terreur, les exactions et le « complot séparatiste » des militants de la Ligue Awami.

Avec l'assentiment de Bhutto, Yahya Khan décide de frapper. Des unités militaires ramenées en hâte en renfort de l'Ouest passent à l'attaque dans la nuit du 25 au 26 mars. Massacres à Dacca, à l'université notamment, foyer d'agitation nationaliste, viols, pillages, exactions dans toutes les grandes villes. On compte les morts par dizaines de milliers. Le cheikh Mujib est arrêté à son domicile de Dacca, qu'il n'a pas voulu quitter en dépit de tous les avertissements, et transféré sous bonne garde par avion militaire vers Islamabad. Des mois durant va courir le bruit de son exécution sommaire.

L'« ordre » pakistanaise règne. Mais pas pour longtemps. Au printemps, des officiers moustachus venus du Pendjab ou du Sind, font visiter aux envoyés spéciaux de la presse étrangère des villages en ruine, où ne sont restés que quelques paysans hébétés et terrorisés. Et leur serinent ces commentaires qui restent légendaires : « Vous voyez : tout est normal ! » Mais les récits d'atrocités, de viols, se multiplient, et le général Tikka Khan, nommé gouverneur à Dacca, est surnommé « le boucher du Bengale ».

### Une guerre éclair de deux semaines

Dès le 1<sup>er</sup> avril, la République démocratique souveraine du Bangladesh a été proclamée, dans une plénitude de la frontière de l'Inde, et s'est donné pour président in absentia le cheikh Mujib. Un gouvernement en exil s'installe dans un faubourg de Calcutta. Les deux régiments bengalis de l'ancienne armée pakistanaise sont passés à la résistance, et des jeunes, étudiants surtout, échappés au massacre du 25 mars, pauvrement armés, constituent des unités de Mukti Bahinis, les « FFI » du Bangladesh, qui harcèlent soldats punjabis et « collaborateurs ». Ce début de guerre a provoqué surtout un immense exode : quelque dix millions de Bengalis hindouistes cherchent refuge au Bengale occidental. Les autorités indiennes, malgré l'aide du Haut-Commissariat aux réfugiés, ont le plus grand mal à faire front à cet afflux de misère.

La crise s'internationalise. L'Inde de M<sup>re</sup> Indira Gandhi appuie à fond l'insurrection, soutient diplomatiquement par l'URSS et le « camp socialiste ». Tandis que le Pakistan de Yahya Khan bénéficie du support conjoint de la Chine et des Etats-Unis. Pékin par hostilité à l'Inde, vaincue dans la guerre de l'Himalaya de 1963, Richard Nixon et Henry Kissinger par souci de ménager le Pakistan, qui leur sert d'intermédiaire dans les négociations secrètes engagées pour un rapprochement avec Mao Zedong. Début novembre, le premier ministre indien est reçu à

Paris par le président Pompidou, et aussi par André Malraux. L'auteur de L'Espoir songe à rééditer ses exploits de la guerre d'Espagne et à prendre la tête d'un corps de volontaires pour combattre aux côtés des Mukti Bahinis.

Cette tâche, c'est l'armée indienne qui va s'en charger, avec une redoutable efficacité, et la volonté de prendre sa revanche sur les Pakistanaïes, après les revers du conflit de 1965. Le 4 décembre, la guerre éclate officiellement entre les deux pays, et « that woman », comme Yahya Khan appelle dédaigneusement M<sup>re</sup> Gandhi, connaît ses plus grandes heures.

L'aviation pakistanaise basée au Bengale oriental est immédiatement clouée au sol, un blocus total imposé. La campagne éclair des troupes indiennes s'achève en moins de deux semaines. Les principales villes, Kula, Jessore, tombent après des barouds d'honneur opposant des généraux qui sont parfois camarades de promotion de Sandhurst. Le 16 décembre, sur l'hippodrome de Dacca, le général Jagjit Singh Aurora, superbe sikh barbu coiffé d'un turban vert et orange, commandant le corps expéditionnaire indien, accepte solennellement la capitulation de son homologue pakistanaï, le général A.A.K. Niazi.

Les deux hommes se serrent la main, et c'est dans la voiture de

son vainqueur que le vaincu est conduit au « cantonnement » de Dacca, pour y attendre d'être rapatrié, avec sa garnison, via l'Inde. Car comme la Wehrmacht en France en 1944, les troupes pakistanaïes, des Punjabis pour la plupart, 93 000 hommes au total, ne souhaitent qu'une chose : se rendre à une armée « régulière », plutôt que de tomber entre les mains des Mukti Bahinis assoiffés de vengeance.

### Le retour triomphal du cheikh Mujib

Une vengeance qu'ils ont quel que raison de redouter : trois millions de morts - tel est le bilan officiel de ce conflit. Au lendemain de la libération de Dacca, les Mukti Bahinis ouvrent devant la presse étrangère un charnier contenant 150 cadavres : des intellectuels, des étudiants, torturés et sauvagement abattus au dernier jour du siège de la capitale. Sur un stade de Dacca, face aux caméras de la télévision, l'un des jeunes héros de la résistance, Kaddar Siddiqui, procède lentement à l'événement à la baïonnette de quelques « collaborateurs ».

Couleur locale en plus, l'atmosphère rappelle celle des premières semaines de l'épuration en France, avec ses résistants de la onzième heure, ses traîtres, les razzakars de la police supplétive, dont les cad-

vres flottent au fil du Gange, les Biharis terrorisés confinés dans leurs ghettos dans l'attente d'un hypothétique rapatriement vers le Pakistan occidental, la chasse aux places entre les exilés retour de Calcutta et les combattants de l'intérieur, et une armée indienne, assez dédaigneuse vis-à-vis de toute cette agitation d'un peuple, les Bengalis, dépourvu, à ses yeux, de traditions militaires.

Le 10 janvier 1972, c'est en triomphateur que Mujibur Rahman, soustrait de justesse à la potence de Yahya Khan et libéré par Bhutto, nouveau premier ministre d'un Pakistan désormais tronqué, fait sa rentrée dans sa capitale. Comme le général de Gaulle descendant les Champs-Élysées le 25 août 1944, il traverse toute la ville, follement acclamé par une foule de plus d'un million de personnes hurlant « Joy Bangla » (Vive le Bangladesh !). Juché sur un camion, escorté de son fils en uniforme de lieutenant de la nouvelle armée, il lui fait plus de deux heures pour parcourir les 4 kilomètres séparant l'aéroport de l'hippodrome. Et là où les occupants capitulaient trois semaines auparavant, il proclame le Bangladesh à jamais un Etat souverain, sans aucun lien organique avec son ancienne métropole.

### Un court « état de grâce »

Le 25 mars, un an exactement après le coup de force pakistanaï, l'armée indienne évacue le Bangladesh. Mais l'état de grâce du cheikh Mujib ne dure guère. Fin de ressentiment à l'égard de Washington comme de Pékin, soupçonnant son puissant voisin indien de tentatives « hégémoniques », il a voulu faire de cette nouvelle nation, profondément islamique et sans prolétariat urbain, une République populaire alignée sur Moscou. Le 15 août 1975, il est assassiné par un groupe de jeunes officiers. Dès lors, coups et contre-coups d'Etat militaires, toujours sanglants, se succèdent.

L'établissement, toujours fragile, d'un régime civil n'épargne pas au Bangladesh ses tristes records : retour périodique de terribles typhons, expansion démographique incontrôlée, avec 155 millions d'habitants prévus à l'horizon de l'an 2000, mortalité infantile de 133 pour 1 000, une espérance de vie s'arrêtant à quarante-huit ans, 73 % d'illettrés, l'un des PNB les plus bas de la planète.

BERNARD ULLMANN  
Envoyé spécial de l'AFP au Bangladesh pendant la guerre indo-pakistanaise.

## "GRAND JURY" RTL - Le Monde

PHILIPPE  
**MARCHAND**  
MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

ANIMÉ PAR  
JEAN-PIERRE DEFRAIN

AVEC ANDRÉ PASSERON  
ET ERIC INCYAN (LE MONDE)  
RICHARD ARZT  
ET ALAIN HAMON (RTL)

18 H 30  
DIMANCHE  
EN DIRECT  
SUR

**RTL**

مكتبة الأصل



# ÉTRANGER

Aux Rencontres nationales pour l'Europe

## « L'approbation du traité de Maastricht ne doit pas être utilisée à des fins partisans »

déclare M. Mitterrand

« Une grande affaire nationale » en même temps qu'une « grande affaire politique » : c'est la double dimension que le président de la République, M. François Mitterrand, a donnée, au cours d'un colloque sur l'Europe, à la construction européenne en cette fin du vingtième siècle, et, singulièrement, à la ratification du traité de Maastricht sur l'union politique, économique et monétaire.

M. Edith Cresson devait présider samedi matin la séance de clôture de ce colloque. Intervenant lors de la séance inaugurale des Rencontres nationales pour l'Europe, organisées par le ministre des affaires européennes les 10 et 11 janvier, le chef de l'Etat s'est employé, au fil d'une longue intervention prononcée devant plus de deux mille personnes, à dépeindre les futurs débats qui auront lieu en France sur la modification de la Constitution (à cause, notamment, de l'introduction du droit de vote des ressortissants de la CEE pour les élections européennes et locales) et la ratification du traité de Maastricht.

Il a confirmé que la signature officielle des Douze sera apposée au bas du traité, définitivement rédigé, le 8 février prochain. « Je m'engage sans réserve, mais d'autres Européens, au-delà des différences politiques, le feront dès lors qu'ils sauront que leur consentement sur l'Europe ne sera pas honnêtement et antérieurement utilisé pour une autre cause », a-t-il déclaré sous les yeux approbateurs de MM. Raymond Barre et Jean François-Poncet, qui étaient intervenus auparavant à la tribune (1) et représentant l'opposition aux côtés notamment de M. Marie-France Garaud.

## Un tabou écorné

Suite de la première page

Nous en sommes encore loin. Mais il était urgent, pour le président de la République, de prendre date s'il ne voulait pas se retrouver en porte-à-faux sur deux terrains :

- Celui, d'abord, de l'élaboration d'une défense européenne commune, incompatible, quoi qu'on en ait dit hier encore, avec le maintien d'une force française de dissuasion indépendante. Plusieurs responsables européens ne se sont pas privés d'insister récemment sur la contradiction, à commencer par M. Genscher, le ministre allemand des affaires étrangères ; rester inerte dans ce domaine, s'obstiner à faire cavalier seul revient à la France à passer pour le seul Etat européen refusant de jouer la réduction des armements et à faire la part belle à une garantie nucléaire de l'OTAN, à laquelle veut toujours participer la Grande-Bretagne mais dont les Etats-Unis - à commencer par le Congrès - sont en fait les seuls maîtres d'œuvre ;

- Celui, ensuite, de la nature même de la force française et de la stratégie qu'elle est censée servir : la dissuasion, telle qu'elle avait été usée en œuvre pour faire « réfléchir » les dirigeants soviétiques avant d'avoir recours à l'arme nucléaire, ne fonctionne plus. Le risque d'une vaste offensive de l'URSS contre l'Europe occidentale a disparu avec la dissolution de l'empire. Le danger nucléaire de demain et d'après-demain a toutes les chances de revêtir un aspect hautement irréaliste. La dissuasion ne sera pas une panacée pour se protéger du geste fou d'un Saddam Hussein quelconque qui serait parvenu à se doter de la force nucléaire ou de quelque dirigeant ultra-nationaliste de l'ex-URSS qui aurait réussi à faire main basse sur quelques armes atomiques.

### Une indispensable réflexion

Ce genre de menace, d'autre part, peut tout aussi bien viser un des deux Etats européens dotés du nucléaire que des Etats qui en sont dépourvus. L'Allemagne ou l'Italie ne seraient, dans cette hypothèse, pas plus à l'abri que la France ou la Grande-Bretagne. Des risques courus en commun ne supposent-ils pas des responsabilités communes, sinon conjointes ? Voilà pourquoi, d'ail-

leur, l'Allemagne n'a pas vu d'un bon oeil la proposition française d'organiser une conférence des quatre puissances disposant d'armes nucléaires en Europe (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne et ex-URSS) pour tenter de contrôler les armes soviétiques et d'assurer les équilibres prévus. Les Etats-Unis non plus, qui agissent comme s'ils voulaient être les seuls interlocuteurs « nucléaires » de l'ex-URSS, quitte à tendre la sébille lorsqu'il s'agit de financer le long et coûteux processus de réduction de l'armement soviétique.

Que les communistes français ne rassurent. Contrairement à ce que l'« Humanité » titre ce jour à la une, M. Mitterrand ne « largue » pas « la bombe », ne confie pas « un arsenal redoutable à la puissance allemande ». Il encourage seulement, en tant qu'indispensable réflexion si l'on ne veut pas, demain, que la force de frappe française ne soit plus qu'un anachronisme usuellement décrié, la survivance d'un ordre issu de la seconde guerre mondiale.

Le pouvoir politique européen « très fort » auquel M. Delors a fait allusion ne verra pas le jour demain et n'est pas près de disposer du bouton nucléaire. Mais il n'est que temps de s'interroger sur les nouveaux défis de sécurité auxquels la France et l'Europe sont confrontées. Ils exigent, manifestement, non seulement des initiatives en matière de défense classique, mais aussi une remise à plat de la stratégie et de la pensée nucléaire française, où l'on trouve encore, bien que démodée, les armes tactiques Pluton et Hadès, qui ne peuvent menacer que des alliés, et les fusées du plateau d'Albion, qui font double (et mauvais) emploi avec celles des sous-marins nucléaires, alors qu'il faudrait sans doute réfléchir sur la conception et la mise en place d'une défense antimissile, qui pourrait profiter un jour à tous les pays européens. N'y aurait-il pas là, justement, matière à un programme européen de défense basé sur des stratégies complémentaires, sinon communes ? Comme le début d'un très long processus, qui va se heurter, n'en doutons pas, à bien des obstacles, à bien des a priori et à bien des intérêts. Là aussi, il faudra combler un considérable déficit pédagogique.

JACQUES AMALRIC

qui seraient preuve d'une vision par trop « conservatrice » : « Je ne voudrais pas, tout de même, que la France soit le pays le plus conservateur d'Europe : qu'il soit celui qui s'enferme dans son passé. Je veux le voir à la tête de la conquête pacifique de l'Europe. »

Enfin, abordant la question de la défense européenne, qui a franchi une étape à Maastricht, le président a évoqué pour la première fois une question particulièrement épineuse : celle de l'avenir des forces nucléaires dans le cadre d'une future Europe de défense (lire l'article de Jacques Amalric). « Seuls deux des Douze sont détenteurs d'une force atomique. Pour leur politique nationale, ils ont une doctrine claire. Est-il possible de concevoir une doctrine européenne ? Cette question-là deviendra très vite une des questions majeures de la construction d'une défense européenne commune. Je n'apporterai pas d'éléments de solution, cela m'entraînerait à vous parler tout le reste de l'après-midi, et peut-être trouveriez-vous que c'est un peu long, d'ailleurs moi aussi ! »

PIERRE SERVENT

(1) Le Monde rendra compte plus largement des Rencontres nationales pour l'Europe, dans les prochaines pages « Espace européen » publiées lundi 13 janvier (numéro daté 14 janvier).

### AFRIQUE DU SUD

#### L'ANC « déplore » la visite du premier ministre néerlandais

La visite officielle que le premier ministre néerlandais, M. Ruud Lubbers, doit effectuer en Afrique du Sud du 18 au 20 février, n'est pas du goût du Congrès national africain (ANC), qui a demandé à La Haye de « reconsidérer » sa position. M. Lubbers est le premier chef de gouvernement des Pays-Bas à se rendre en Afrique du Sud depuis les années 50.

Dans une déclaration publiée vendredi 10 janvier, l'ANC « déplore » ce voyage « mal programmé et prématuré ». Selon l'organisation, MM. Lubbers et Van den Broek prennent le risque de « conférer une légitimité à un régime non légitime, et cela au moment où les représentants des principaux courants politiques sont réunis pour (...) constituer un gouvernement intérimaire d'union nationale ». Les autorités néerlandaises parlent de leur côté de « malentendu ». Rappelant que les Pays-Bas avaient toujours souhaité l'abolition de l'apartheid et l'avènement d'une Afrique du Sud « unie et non raciale », La Haye considère que cette visite constituera « une stimulation pour le processus de changement ouvert en Afrique du Sud ». (Corresp.)

□ Le sommet du Conseil de sécurité fixé au 31 janvier. - Le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, a annoncé à son arrivée à Paris, vendredi 10 janvier, que la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres du Conseil de sécurité se tiendrait le 31 janvier à New-York. M. Boutros-Ghali devait s'entretenir samedi avec MM. Mitterrand et Dumas.

□ M. Mitterrand en Luxembourg. - Le président de la République effectuera les 13 et 14 janvier une visite d'Etat au grand-duché de Luxembourg. Il doit notamment avoir des entretiens avec le chef du gouvernement, M. Jacques Santer, et avec le ministre des affaires étrangères, M. Jacques Poos, et être reçu à dîner à l'abbaye d'Echternach par le grand-duc Jean et la grande-duchesse Joséphine-Charlotte.

□ La politique sur le siège du Parlement européen. - M. Catherine Trautmann a dénoncé, vendredi 10 janvier, la « rupture d'équilibre » entre Bruxelles et Strasbourg dans l'affaire du siège du Parlement européen. Selon le maire de Strasbourg, l'Assemblée de la CEE a signé le contrat de location de l'hémicycle de sept cent cinquante places en construction dans la capitale belge. Au terme d'un accord intervenu il y a plusieurs mois, il avait été convenu que la CEE signe le même genre de bail avec la cité alsacienne. Mais aujourd'hui, s'il est prévu que le « centre international de conférences de Bruxelles » sera prêt avant la fin de 1993, il n'en va pas de même pour les nouvelles installations prévues à Strasbourg. M. Trautmann attend toujours la garantie de l'Etat pour lancer les travaux. (Corresp.)

Tout en critiquant la méthode américaine

## Les Douze ont accepté de participer à la conférence de Washington sur l'aide d'urgence aux pays de l'ex-URSS

Les Douze, y compris la France, qui au départ était réticente, participeront à la conférence qui se tiendra les 22 et 23 janvier à Washington, à l'initiative des Etats-Unis, sur l'aide humanitaire d'urgence en faveur des Etats indépendants de l'ex-URSS.

BRUXELLES  
(Communauté européenne)  
de notre correspondant

Les ministres européens des affaires étrangères, réunis vendredi 10 janvier à Bruxelles, se sont efforcés de bien marquer le caractère communautaire des interventions de cette conférence. C'est un aspect des choses que les Etats-Unis, en s'adressant à chacun des Douze individuellement, avaient délibérément négligé.

Le principal objet de la conférence, à laquelle Washington a invité une cinquantaine de pays et organisations donateurs, sera d'identifier les besoins prioritaires des Républiques afin de permettre ensuite des actions internationales coordonnées. Elle ne sera en principe pas chargée de mobiliser de nouveaux crédits. Cette mission pourrait être confiée à une seconde conférence qui serait convoquée au printemps et en Europe.

« Les Etats membres ont été vexés par l'approche retenue par les

Americains », a constaté M. Mark Sykes, le ministre belge. De fait, ces derniers ont prévu la constitution de cinq groupes de travail et, sans concertation aucune, comme s'ils distribuaient des bons points, ils ont attribué aux uns et aux autres la présidence de ces groupes. C'est qu, telles la France ou la Belgique, ont été oubliées dans cette répartition en ont bien sûr ressenti de l'amertume.

Voici la liste des groupes et des coprésidents de chacun d'entre eux : 1) aide alimentaire : Commission européenne-Etats-Unis ; 2) énergie : Pays-Bas-Venezuela ; 3) médicaments : Etats-Unis-Japon ; 4) logement : Allemagne-Italie ; 5) assistance technique : Allemagne-Etats-Unis-Japon.

### La logistique de l'OTAN

Dans cette affaire, l'esprit de Maastricht, comme on dit, a été quelque peu malmené : les Etats-Unis ont envoyé leurs invitations pendant les fêtes de Noël et les Douze ont réagi en ordre dispersé. Pour remédier à cette situation, l'Allemagne et la France ont suggéré que les pays membres désignés pour coprésider un groupe, laissent leur place à la CEE, c'est-à-dire à la présidence portugaise ainsi qu'à la Commission. Mais les Pays-Bas ou l'Italie, trop contents d'avoir été choisis, n'ont rien voulu savoir... Finalement il a été entendu que

chaque pays membre désigné comme coprésident associerait la Commission à cette tâche.

M. Roland Dumas a également regretté que les Américains proposent les matériels, et notamment les avions-cargos de l'OTAN, pour acheminer l'aide, alors que la France souhaiterait que l'opération, au moins pour ce qui concerne la contribution communautaire, soit prise en charge par la logistique de l'UEO (Union de l'Europe occidentale), avec l'appui éventuel des avions gros-porteurs russes.

Plusieurs Etats membres, dont la France, ont enfin regretté que les pays bénéficiaires de l'aide ne soient pas invités à Washington. Il est acquis que cette lacune sera comblée et qu'ils seront donc bien conviés à participer au rendez-vous suivant, au printemps, en Europe.

Les Douze ont chargé la Commission d'explorer la possibilité d'établir de nouveaux liens avec les Républiques devenues indépendantes de l'ex-URSS. Les premiers contacts concerneront la Russie, l'Ukraine, la Biélorussie et le Kazakhstan, ce qui ne signifie nullement que les autres Républiques seront exclues de cet exercice de rapprochement. La Commission présentera dans deux ou trois mois des propositions aux Douze sur la manière d'organiser ces nouvelles relations.

PHILIPPE LEMAÎTRE

A l'issue de la réunion avec les pays membres de l'OTAN

## Les Etats de la CEI s'engagent à respecter le traité sur les armes conventionnelles

Les Etats issus de l'ex-URSS se sont engagés à ratifier et à appliquer le plus vite possible le traité CEE sur le désarmement conventionnel en Europe, vendredi 10 janvier au siège bruxellois de l'OTAN. Une réunion rassemblait des représentants des seize pays de l'OTAN et des anciens membres du pacte de Varsovie. Y ont participé toutes les anciennes Républiques soviétiques concernées, sauf le Kazakhstan et les trois Etats baltes.

Selon un communiqué de l'OTAN, les participants considèrent que le traité CEE « devrait entrer en vigueur sans renégociation

et être appliqué complètement dès que possible ». Les engagements pris par l'ex-URSS devront « être totalement pris en compte par tous les nouveaux Etats indépendants » qui en sont issus « dans les zones où ils s'appliquent ». Les nouveaux Etats devront « se répartir entre eux » les dispositions du traité concernant l'ex-URSS « d'une manière acceptable » par tous les signataires, ajoute le communiqué. Les Etats sont invités à « fournir des informations concluantes sur leurs efforts pour assumer leurs obligations » en vue de la prochaine réunion qui se tiendra le

14 février. Ces déclarations ont été accueillies avec prudence par des diplomates alliés. L'un d'eux soulignait que, seules la Russie et l'Ukraine avaient envoyé des représentants de haut niveau à la réunion et s'interrogeait sur la manière dont les successeurs de l'URSS allaient réussir à se répartir la tâche. Le respect du traité est menacé, estime-t-on, par les divergences sur le sort de l'armée rouge. Techniquement, le traité répartit les réductions prévues selon des zones géographiques qui ne correspondent plus à la nouvelle donne dans l'ex-URSS. (AFP.)

## ASIE

### CHINE

#### Une nouvelle « grande muraille » pour protéger le Xinjiang

La Chine doit ériger une « grande muraille » pour protéger le Xinjiang des « agents » anti-communistes, a déclaré M. Wang Enmao, président de la Commission des conseillers du PC chinois au Xinjiang et ancien « patron » de la région, cité dans la presse locale le 5 janvier.

« Les forces bourgeoises libérales et le nationalisme séparatiste disposent d'agents infiltrés, d'une cinquième colonne de forces occidentales hostiles », qui veulent y « changer la socialisme en capitalisme ». Le Xinjiang, où le PCC fait face à une agitation nationaliste sporadique, borde le

Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan, dont les populations musulmanes sont identiques à celles vivant du côté chinois.

« Dans une situation internationale qui a connu des changements fondamentaux en Europe de l'Est et la désintégration de l'URSS, la pointe du combat des forces hostiles de l'Occident est dirigée principalement vers la Chine », a estimé M. Wang. « Nous devons bâtir une grande muraille de fer et d'acier pour bloquer l'évolution pacifique », terme qui, à Pékin, désigne la stratégie occidentale de subversion du socialisme. (AFP.)

□ CORÉE DU NORD : prochaine visite d'un haut responsable aux Etats-Unis. - Un dirigeant du Parti des travailleurs (communiste) nord-coréen se rendra le 20 janvier aux Etats-Unis pour des conversations officielles, a indiqué, vendredi 10 janvier, le vice-président du Parti libéral-démocrate japonais. Il s'agit du secrétaire aux affaires internationales du parti unique, M. Kim Yong-sun, que l'on dit proche du maréchal Kim Il-sung et de son fils Kim Jong-il. (AFP.)

□ HONGKONG : Pékin accense les Démocrates de Hongkong de vouloir renverser son gouvernement. - Le responsable chinois des affaires de Hongkong et de Macao, M. Lu Ping, a accusé, vendredi 10 janvier, les Démocrates unis de la colonie britannique de tenter de renverser le gouvernement de Pékin. Ce mouvement libéral avait remporté les premières élections directes à Hongkong en septembre dernier. (AP.)

#### Tokyo entend apporter un « appui effectif » à la solution du problème cambodgien

Le Quai d'Orsay s'est « réjoui », vendredi 10 janvier, de la nomination, la veille, par le secrétaire général des Nations unies, de son représentant spécial au Cambodge, le Japonais Yashushi Akashi, « car nous étions préoccupés du retard que commençait à prendre l'opération » de l'ONU, a indiqué son porte-parole. « Nous comptons sur M. Akashi, dont nous connaissons et apprécions la parfaite francophonie, pour donner une impulsion au processus de mise en place de l'APRONIC » (Autorité provisoire de l'ONU au Cambodge).

La nomination de ce diplomate de soixante ans, sous-secrétaire général chargé du désarmement et premier Japonais à devenir fonctionnaire de l'ONU en 1957, est considérée à Tokyo comme « un honneur pour le Japon ». Selon le ministère des affaires étrangères nippon, « le Cambodge et les réfugiés sont des problèmes très urgents et très importants, à la solution desquels le gouvernement japonais entend apporter son appui effectif ».

D'autre part, le dirigeant khmer rouge Khieu Samphan a quitté samedi Bangkok pour Phnom-Penh afin d'assister à la seconde réunion du Conseil national suprême. (AFP, UPI.)



## EUROPE

GÉORGIE : calme trompeur à Tbilissi

## La situation politique reste extrêmement confuse

Alors que beaucoup d'habitants de Tbilissi semblent soulagés de la fuite du président Gamsakhourdia et que des tentatives de retour à une vie « démocratique » sont menées sous la houlette des milices gagnantes, l'avenir en Géorgie reste plein de menaces. En cas d'élections législatives, si les combats ne reprennent pas auparavant dans les provinces, la confusion et l'extrême division des vainqueurs risquent de redonner une majorité aux partisans de l'ancien pouvoir, nombreux hors de la capitale.

TBISSSI

de notre envoyé spécial

Moins d'une semaine après la fuite du président Gamsakhourdia, Tbilissi commence à se donner l'apparence d'une ville normale. Certes, la nuit, des rafales de mitraillette troublent épisodiquement le silence du couvre-feu, des miliciens armés déambulent encore, mais de moins en moins, dans les rues; l'approvisionnement reste toujours assez aléatoire; l'adoption d'un nouveau, mais peu d'habitants décollent faute de kérosène.

En dépit de toutes ces pénuries, un air de démocratie semble flotter sur

la ville. C'est Lia, professeur, qui dit : « Hier, à la radio, j'ai enfin pu écouter du Bach et du Beethoven. Nous en avions été privés sous Gamsakhourdia car il ne tolérât que des chants folkloriques. » C'est le premier ministre du gouvernement provisoire Tengiz Sigoua qui quitte son bunker de la télévision pour travailler au siège de l'ancien KGB. C'est le Parlement qui, même réduit à sa plus simple expression (une soixantaine de députés sur plus de deux cents) a tenu, vendredi 10 janvier, une session extraordinaire dans un cinéma de la ville. Ce sont enfin ces débuts de réflexion sur la reconstruction d'une ville au centre dévasté par les combats des dernières semaines. Dernière preuve de ce retour à une esquisse de vie « civilisée » : les discussions politiques, dont les tenants et les aboutissants restent mystérieux pour les non-initiés, ont repris.

Si l'on fait abstraction des nuances byzantines et des liens occultes entre personnalités apparemment ennemies, trois grandes forces sont actuellement en présence.

■ **Les autorités provinciales** : Si les milices de Tengiz Kitovani et de Jaba Iosseliani, qui ont obtenu la fuite de Gamsakhourdia, sont moins visibles à Tbilissi, les deux chefs de guerre coprésident toujours le Conseil militaire, qui reste la seule autorité armée du gouvernement provisoire. Ils devraient remettre leurs pouvoirs aux civils, à condition sans doute - et cela est particulière-

ment vrai pour Kitovani - qu'ils gardent un pouvoir dans les futurs organes élitiques. Reste à discipliner un millier de miliciens qui ont joué de la kalachnikov depuis plusieurs mois et n'acceptent pas de gaieté de cœur de rentrer dans les rangs. Le gouvernement provisoire de Tengiz Sigoua se veut avant tout « respectueux », en quête d'un début de reconnaissance internationale. Les contacts noués avec Moscou - où le Géorgien Edouard Chevardnadze n'est pas inactif - permettent aussi de régler des problèmes économiques urgents, l'approvisionnement en pétrole notamment, et de donner une image de gestionnaire compétent au premier ministre. Ce dernier fait aussi le forcing pour se voir confier par le Parlement une once de légitimité.

■ **Les mouvements politiques** : par peur de se voir « doublés » par le gouvernement provisoire, les partis redoublent d'activité. N'étant pas, pour la plupart, représentés au Parlement, ayant peu de moyens matériels, ce sont plutôt des groupes de personnes que des partis au sens occidental du terme. On peut les classer en trois courants principaux : les monarchistes et traditionalistes, qui verraient volontiers le prince Georges quitter l'Espagne pour venir à Tbilissi; les libéraux, soutenus par la majorité des intellectuels; les démocrates-chrétiens enfin, souvent populistes, voire nationalistes, avec des positions dures à l'égard des minorités, notamment osètes.

Quant à la « gauche », elle est inexistante. Les sociaux-démocrates ne comptent pas ou peu et les communistes (le parti a été interdit après le putsch d'août) se retrouvent dans toutes les formations. Le Parti démocratique, dont Edouard Chevardnadze est le président d'honneur, est dirigé par un journaliste très connu de la télévision, arrêté par Gamsakhourdia dont il fut jadis un complice de dissidence. Ce parti semble être là pour sonder les Géorgiens sur un éventuel retour de l'ex-ministre soviétique des affaires étrangères. Ces partis - il y en a cent vingt - n'ont recueilli que 15 % des voix aux élections du 28 octobre 1990. Le Parlement actuel, composé officiellement d'environ 55 % de députés ayant soutenu Gamsakhourdia et de 30 % de communistes, a donc une légitimité fortement contestée.

■ **Les partisans de Gamsakhourdia** : ils sont encore très nombreux, notamment dans les campagnes. Témoin, une paysanne rencontrée dans le métro et disant : « Il faut aller tous les habitants de Tbilissi car ils ont trahi leur président. » Certains habitants de la région natale du président en fuite disent qu'ils veulent créer « la République libre de Megrélie ». Le président peut aussi compter sur l'appui du dirigeant de la République voisine de Tchétchénie et certains affirment à Tbilissi que cinq mille hommes armés sont prêts à débarquer pour ramener au pouvoir le président en fuite. Ce dernier, accablé dans une résidence du nord de l'Arménie voisine par des policiers arméniens, jouera-t-il la carte de la reconquête militaire ou tablera-t-il sur les élections annoncées en Géorgie, dont il pourrait sortir vainqueur tant qu'épaulés les autres forces politiques? Ce serait un retour à la case départ, ornant cependant l'incertitude d'une histoire en train de se faire.

JOSÉ-ALAIN FRALON

GRANDE-BRETAGNE : pour la deuxième fois en un an

L'IRA a commis un attentat au cœur de Londres

LONDRES

de notre correspondant

L'Armée républicaine irlandaise (IRA) a frappé, vendredi 10 janvier, au cœur du quartier gouvernemental de Whitehall, dans le centre de Londres, pour la deuxième fois en moins d'un an : elle prouve ainsi que les mesures de sécurité contre le terrorisme irlandais sont peu efficaces.

Une bombe de quelque 2,7 kilos de plastique a explosé à 9 h 10, environ une demi-heure après un appel téléphonique d'avertissement de l'IRA (nos dernières éditions du 11 janvier). Tout le quartier avait été évacué et l'attentat, qui n'a fait aucune victime, a provoqué des dégâts matériels peu importants. L'explosion a eu lieu sur Whitehall, la grande avenue bordée de bâtiments officiels qui mène du Parlement à Trafalgar Square, à environ 270 mètres du 10 Downing Street, où sont installés la fois les bureaux du premier ministre et ses appartements privés.

L'IRA a indiqué que l'heure de l'explosion avait été choisie pour coïncider avec la réunion du gouvernement, qui devait avoir lieu à Downing Street. Mais cette réunion, consacrée à la stratégie électorale, avait été déplacée : le premier ministre, M. John Major, a quitté son bureau quelques minutes avant l'attentat, pour se rendre au siège du Parti conservateur.

Il y a onze mois, le 7 février 1991, un commando de l'IRA avait tiré trois obus de mortier contre Downing Street. L'un d'eux avait atterri dans le jardin de la résidence du premier ministre. La tactique de l'IRA est de changer de type d'action le plus souvent possible pour empêcher les forces de sécurité de s'organiser efficacement : avant Noël, une campagne de bombes incendiaires avait eu lieu à Londres et dans plusieurs autres villes, désorganisant les transports et l'activité économique, mais sans faire de victimes. Elle était suivie de des attentats plus importants visant des cibles « militaires » sur le mainland (en Angleterre), et elle avait été suivie par l'explosion de bombes de forte puissance à Belfast.

Le gouvernement britannique, pour sa part, tente de mener conjointement une politique de négociation et de répression. Il envoie régulièrement des renforts, notamment à Belfast, puis, au bout d'un certain temps, les rappelle. C'est ce qui s'est passé, à quatre reprises, en 1991. Les négociations politiques, elles, sont en panne depuis l'échec des pourparlers intercommunautaires de juillet dernier. M. Peter Brooke, le ministre chargé de l'Irlande du Nord, doit cependant ouvrir une nouvelle phase de discussions la semaine prochaine à Londres.

LAURENT ZECCHINI

## Moscou accentue sa pression

Suite de la première page

Au-delà de l'Ukraine, l'avertissement s'adresse de toute évidence à l'ensemble des membres de la communauté qui seraient tentés de suivre peu ou prou l'exemple de Kiev. Même dans une République réputée sage comme la Biélorussie, le désir de s'approprier une part substantielle du gâteau militaire a en effet été exprimé ces derniers jours, en particulier parmi les députés du Front populaire.

Ce projet de décret a d'ailleurs été porté à la connaissance de la presse alors que se réunissaient à Moscou les ministres des affaires étrangères des membres de la CEI. Leurs discussions, que le ministre russe des affaires étrangères, Andreï Kozirev avait présentées comme difficiles, se sont poursuivies tard dans la soirée de vendredi.

Aucune décision n'a, apparemment, été prise sur l'un des principaux sujets à l'ordre du jour, la répartition des propriétés de l'ex-URSS à l'étranger. En fait, la Russie en a déjà pris possession, prenant en particulier toutes les ambassades sous sa juridiction, en attendant un éventuel arrangement avec ses partenaires.

Répit

pour le serment

En principe, la mesure d'ordre militaire qui « attend la signature » de Boris Eltsine, se présente elle aussi comme provisoire : « Jusqu'à la formation [conformément à l'accord de Minsk] d'un commandement unifié des forces stratégiques, jusqu'à la création de forces armées unifiées et jusqu'à la solution des questions liées à la réalisation par les anciennes Républiques de l'Union de leur droit à créer leurs propres forces armées, la fédération de Russie prend les droits et les devoirs de l'ancienne URSS à l'égard de ses forces armées y compris de celles qui sont situées à l'extérieur du territoire de la fédération ».

UKRAINE

## Mise en circulation des coupons-monnaie

Huit jours après la libération des prix, l'Ukraine a commencé, vendredi 10 janvier, à mettre en circulation les coupons, imprimés en France à Périgueux, qui, contrairement aux anciens coupons complémentaires du rouble, se substituent cette fois-ci à la « monnaie unique » de l'ex-URSS. Ces coupons, libellés en montants de 1 à 50 roubles, doivent être distribués à hauteur de 25 % des salaires du budget ukrainien, le reste étant payé en roubles. « Nous avons accepté à Minsk que la Russie, en tant que pays qui bat la monnaie, détermine la masse monétaire en roubles pour tous les gouvernements de la CEI », a rappelé le président ukrainien, M. Leonid

Kravtchouk, jeudi, aux journalistes. Mais il a justifié à nouveau la mise en circulation de coupons-monnaie, contredisant les accords de Minsk, par le refus de la Russie de donner à l'Ukraine une quantité de roubles suffisante pour suivre les doublements de salaires accompagnant la libération des prix. L'Ukraine a besoin de 40 milliards de roubles pour payer les salaires, mais n'a que 20 milliards en réserve, a-t-il dit. Les coupons pourraient être déposés en banque et être échangés contre leur équivalent en grivna, la vraie monnaie ukrainienne dont les autorités promettent toujours l'émission pour l'été prochain.

BULGARIE : l'élection présidentielle

## Bataille pour la dernière place...

Le président actuel, M. Jéliou Jeleu, candidat de l'Union des forces démocratiques (UFD, au pouvoir), semblait assuré de remporter la première élection présidentielle au suffrage universel qui se déroule, dimanche 12 janvier, en Bulgarie. Mais si trop de suffrages devaient se disperser sur la vingtaine d'autres candidats en lice, il pourrait devoir affronter, lors d'un second tour, un candidat aux accents nationalistes soutenu par l'ex-Parti communiste.

SOFIA

de notre envoyé spécial

Faute de véritable enjeu, les Bulgares, soumis à la griserie des difficultés économiques, ont profité de la campagne électorale pour se divertir un peu. Le président sortant, le philosophe et ancien dissident Jéliou Jeleu, pourrait certes l'emporter dès le premier tour, mais une drôle de guerre fait rage : « Pour être le dernier, c'est la concurrence dans la débauche », s'indigne un universitaire.

L'un des vingt et un candidats « indépendants » profite de son temps de parole pour vanter ses exploits saouls et promettre la bonheur à tous dans ce domaine. Un autre appelle à l'abstention. Un écrivain représentant le classique « Parti des sans partis ». Un duo d'humoristes, candidats à la présidence et à la vice-présidence, se chamaillent à la télévision. Une candidate propose de diviser la Bulgarie en douze zones, confiées chacune à un pays étranger chargé de la revitaliser. La France hériterait par exemple de

la région de Blagoevgrad. Pour beaucoup, le candidat « le plus nu » est celui du nouveau et microscopique Parti communiste, qui lance des « Camarades ! » à ses hypothétiques électeurs. Et les querelles de famille étant les pires, les plus féroces adversaires du président Jeleu sont souvent d'ex-dissidents écartés du pouvoir, comme M. Petar Baran.

Cinq mille signatures

La loi électorale, votée par une Assemblée alors dominée par les ex-communistes, rapatriés socialistes, permet de se présenter en ne recueillant que cinq mille signatures, et certains accusent le Parti socialiste d'avoir encouragé beaucoup de candidatures « indépendantes » pour dévaloriser l'élection de M. Jeleu... Les monarchistes, nombreux au sein d'une faction de l'UFD, ont aussi été agités de même en sous-main. L'un d'entre eux, le redouté leader du syndicat anticommuniste Podkrepa, M. Konstantin Tranchev, a annoncé qu'il s'abstenait.

Le plus sérieux concurrençant de M. Jeleu, le professeur de droit constitutionnel Valto Valkanov, un « indépendant » soutenu de longue date par les ex-communistes, ne fait pas riva. Il a réuni, vendredi à Sofia, des milliers de personnes, âgées pour la plupart. M. Valkanov a accusé le président Jeleu (candidat de la « gauche civile », notamment entre les Bulgares et l'importante minorité turque de « vends le pays à la Turquie ») d'être une foule qui crie « Bulgarie Bulgarie ! ». Le gouvernement a annoncé la soir même une aide de 300 leva pour les retraités...

JEAN-BAPTISTE NAUDET

## AMÉRIQUES

ARGENTINE

## M. Menem insiste pour que son pays récupère les îles Malouines

Le président Carlos Menem a déclaré vendredi 10 janvier que l'Argentine n'allait pas « baisser la garde » jusqu'à ce que les îles Malouines « fassent à nouveau partie du territoire » argentin. « Si nous y parvenons par des moyens diplomatiques, comme nous nous efforçons de le faire, nous atteindrons cet objectif sans avoir recours à des affrontements armés, dans lesquels personne ne gagne », a affirmé M. Menem.

Le président argentin, qui a fait ces déclarations dans la province de la Terre de Feu (2 400 kilomètres au sud-ouest de Buenos-Aires), a estimé

que les médias avaient interprété « un peu rapidement » sa récente allusion au recours à un tribunal international sur la souveraineté des îles Malouines. « J'ai seulement fait référence à la nécessité d'une solution diplomatique », a-t-il expliqué, ajoutant que l'idée d'un arbitrage international avait été émise « seulement comme une possibilité ». Le président Menem avait provoqué la surprise, le 4 janvier, avec cette proposition, de même que par l'expression, un peu auparavant, de son désir de se rendre à Londres en 1992, écrit notre correspondant à Buenos-Aires Christine

Legrand. M. Menem n'a en effet nullement été invité par les Britanniques. Il serait le premier chef d'état argentin à être reçu officiellement par le gouvernement britannique depuis la guerre des Malouines en 1982.

A Buenos-Aires, le chargé d'affaires britannique, M. Gregori Faulkner, a rappelé que son pays ne souhaitait aucunement aborder la question de la souveraineté. D'ailleurs, ni ce problème ni l'éventualité d'une invitation officielle au président argentin ne figurent à l'ordre du jour des discussions qu'aura, avec le président argentin, M. Tristan Gard-Jones, un des adjoints du secrétaire au Foreign Office, qui est attendu à Buenos-Aires le 22 janvier prochain. Les objectifs de cette visite sont essentiellement commerciaux. Ils portent sur la possibilité d'effectuer des travaux conjoints d'exploration pétrolière dans les Malouines et la participation d'entreprises britanniques dans la seconde étape des privatisations argentines.

Le journal conservateur *La Nación* évoque d'autre part l'idée d'un plan qui serait destiné à minimiser l'impact des célébrations prévues pour le dixième anniversaire de la victoire britannique dans l'Atlantique sud. Parmi les festivités prévues, figure la visite dans l'archipel de M<sup>rs</sup> Margaret Thatcher, premier ministre lors du conflit de 1982. Celle-ci a confirmé vendredi qu'elle se rendrait en juin aux Malouines.

■ **COLOMBIE** : assassinat du chef d'une milice privée. Le chef d'une puissante milice privée colombienne a été retrouvé mort vendredi 10 janvier, tué de deux balles dans la tête. Il avait été récemment accusé par le cartel de Medellín de préparer des attentats contre ses membres. Le corps de Luis Monroy, plus connu sous le pseudonyme d'Arnel Otero, a été trouvé au bord d'une route dans la région de Puerto Boyaca, dans le centre du pays, rapporte la police. Otero ne faisait pas mystère de la haine qu'il vouait au chef du cartel de Medellín, Pablo Escobar, emprisonné depuis juin dernier. (Reuters.)

CUBA

## Peine de mort requise contre trois exilés de Miami infiltrés dans l'île

Le procureur du tribunal de La Havane a requis vendredi 10 janvier la peine de mort contre trois Cubains résidant à Miami (Floride) qui avaient débarqué à Cuba avec des armes et des explosifs le 29 décembre 1991. Les trois hommes, accusés de « terrorisme », sont Eduardo Diaz Betancourt, trente-huit ans, Daniel Candelario Santovenia, trente-six ans, et Pedro de la Caridad Alvarez Pedrosa, vingt-six ans. Ils ont été capturés peu après avoir débarqué près de Cardenas, à une centaine de kilomètres à l'est de La Havane, en possession d'armes automatiques et de quarante engins explosifs.

Selon l'agence cubaine Prensa Latina, ils ont reconnu que leur objectif était de procéder au sabotage d'installations économiques et de lieux publics afin de créer « une situation de panique et de déstabiliser la société cubaine ». Selon le ministre cubain de l'Intérieur, les projets des trois hommes avaient été conçus par des organisations nationalistes de Miami. Un porte-parole du département d'Etat a démenti vendredi à Washington toute implication du gouvernement américain dans cette affaire.

Le jugement des trois hommes s'est déroulé au moment où l'on

entrait trois policiers cubains tués jeudi matin par un groupe cherchant à fuir vers les Etats-Unis. A cette occasion, Raul Castro, le numéro deux du régime castriste, a déclaré que « si nécessaire, les tribunaux révolutionnaires seraient réhabilités » à Cuba en aversant les « contre-révolutionnaires » que « celui qui tue par le glaive périra par le glaive ». La fusillade de jeudi est l'incident le plus grave de ce genre qui ait eu lieu depuis plusieurs années.

Trente personnalités internationales ont signé une lettre ouverte à M. Fidel Castro, enjoignant au chef de l'Etat cubain d'adopter de toute urgence des mesures démocratiques. « Le pays, soumis à une idéologie caduque et incapable d'affronter ses problèmes essentiels, plonge dans un chaos social auquel seul un changement démocratique pourrait mettre fin », dit la lettre rendue publique vendredi 10 janvier à Paris. Parmi les signataires figurent deux Prix Nobel français (MM. Claude Simon et Pierre-Gilles de Gennes) et plusieurs personnalités du monde littéraire ou artistique, comme Fernando Arrabal, Jorge Camacho, Jean Lacouture et Carlos Alberto Montaner. (AFP, Reuters.)

سكربت الأصل



## PROCHE-ORIENT

ÉGYPTÉ : à la Foire internationale du livre

### Un débat houleux entre islamistes et libéraux

La XIV<sup>e</sup> Foire internationale du livre du Caire vient d'être le théâtre d'un débat houleux sur le thème « L'Égypte entre l'État religieux et l'État civil ». Devant un auditoire de plusieurs milliers de personnes et durant deux heures, mercredi 8 janvier, islamistes et libéraux se sont livrés à une joute oratoire, la première du genre en public. Par ailleurs, cinq ouvrages religieux jugés peu orthodoxes d'un écrivain égyptien islamiste modéré, le magistrat Seld El Achmawi, ont été retirés de la Foire sur ordre d'El Azhar, la plus haute autorité religieuse, dont l'intervention grandissante dans la vie littéraire du pays inquiète de plus en plus les intellectuels égyptiens.

LE CAIRE

de notre correspondant

La victoire du FIS au premier tour des élections législatives algériennes a redonné de la vigueur aux islamistes égyptiens. Lors du débat à la Foire du livre, ils se sont en effet livrés à une vraie démonstration de force. Barbes fourrées et tchadors blancs dominaient dans un auditoire jeune, composé en

grande partie de militants. Le cheikh Mamoun El Hodeibi, porte-parole de la confrérie des Frères musulmans, et le cheikh Mohamed El Ghazali, qui a eu une influence certaine sur le FIS en Algérie, ont venus se confronter aux penseurs libéraux MM. Mohamed Khalafalla et Farag Foda, auteurs de plusieurs essais anti-islamistes.

Les tenants de la charia (légalisation islamique) ont commencé par réclamer une guerre sainte contre « l'invasion culturelle et juridique de l'Égypte par le colonialisme occidental ». Le cheikh Ghazali s'est ensuite déclaré en faveur d'une « démocratie islamique » où la charia (consultation) s'arrêterait « là où il y a un texte divin ». Il a donné pour exemples les châtiments devant être infligés aux assassins ou adultères (la mort) et les buveurs d'alcool (la flagellation). Le cheikh Hodeibi a, quant à lui, réclaté « de vraies élections » en Algérie. Le cheikh Ghazali a ensuite attaqué l'attitude occidentale à l'égard de la victoire islamiste en Algérie et a notamment critiqué « la couverture tendancieuse du journal le Monde ».

M. Foda a répondu que c'était justement grâce au droit et à la culture qu'ils décriaient que les islamistes pouvaient aujourd'hui s'exprimer librement tout en étant

certain de garder leur tête sur les épaules. Il a ajouté que l'État islamique idéal réclamé par les intégristes musulmans n'avait pratiquement jamais existé. « Quels exemples vous proposez-vous de suivre ? L'Iran ? L'Arabie saoudite ou le Soudan, qui sont autant d'échecs ? »

Reprenant un argument commun, les islamistes ont répondu que l'échec des expériences citées n'était pas dû à un défaut dans l'idéologie islamique, mais à une mauvaise application. Et, quand M. Foda lui a demandé si les Frères musulmans avaient renoncé à la violence, le cheikh Hodeibi s'est emporté et a accusé le gouvernement d'être « responsable d'actes de violence en plein jour ». Il a notamment cité « le massacre du Fayoum », allusion à la bataille rangée qui avait opposé en mai 1990 maximalistes musulmans et forces de l'ordre dans le village de Kahk (dans la province du Fayoum), et au cours de laquelle seize militants islamistes avaient été tués par les policiers.

ALEXANDRE BUCCIANTI

Selon les experts de l'organisation Greenpeace

### 90 000 civils irakiens sont morts des suites de la guerre du Golfe

Un an après le conflit du Golfe, l'organisation écologiste Greenpeace a présenté, vendredi 10 janvier, un sombre bilan de l'après-guerre, tant sur le plan humain, avec un taux de mortalité infantile en forte hausse en Irak, que sur celui de l'environnement, où elle parle de « désastre sans précédent ».

M. William Arkin, un expert de l'organisation qui s'est rendu en Irak en août et septembre 1991, a estimé que jusqu'à 90 000 civils irakiens sont morts, après la guerre en raison notamment « des répercussions à long terme des attaques aériennes des alliés ».

Le taux de mortalité infantile en Irak a augmenté de 380 % d'août 1990 à 1991, résultat de la guerre elle-même, de la malnutrition et des perturbations des services médicaux qui ont suivi le conflit, a indiqué M. Arkin au cours d'une conférence de presse. Il a rappelé que la destruction de 90 % des capacités de production électrique de l'Irak avait entraîné d'importantes perturbations dans la distribution d'eau potable, la

réfrigération et les services sanitaires. Les estimations des pertes militaires faites par Greenpeace sont de 75 000 à 120 000, le total des pertes en vies humaines irakiennes se situant entre 177 500 et 243 000. Ce dernier chiffre inclut notamment le nombre estimé des victimes de la guerre civile irakienne (30 000) qui a fait suite au conflit avec la coalition. « En évitant de donner des estimations sur le bilan des victimes, l'administration Bush laisse l'impression d'un conflit propre et sans effusion de sang », a commenté M. Arkin, responsable des recherches militaires pour l'organisation. M. Beth Osborne Daponte, du Centre de recherche international du bureau de recensement, qui a fait une estimation analogue, a précisé qu'à la suite de la guerre du Golfe, l'espérance de vie était tombée de 66 ans à 46 ans pour les hommes et de 68 ans à 57 ans pour les femmes en Irak.

D'autre part, l'équipe des Nations unies, qui vient d'achever une première mission destinée à vérifier les

accusations de violations des droits de l'homme en Irak, a affirmé qu'elle quittait Bagdad encore plus préoccupée qu'à son arrivée. Le chef de la mission, M. Max Van der Stoep, a déclaré à des journalistes qu'il avait reçu de nombreuses informations sur des disparitions après les troubles de mars et d'avril 1991 : beaucoup de personnes ont été vues arrêtées, dont nul n'a entendu parler depuis. « Mes préoccupations n'ont pas diminué, elles ont au contraire augmenté », a déclaré M. Van der Stoep, rapporteur spécial de la commission de l'ONU sur l'état des droits de l'homme en Irak, un poste créé après la guerre du Golfe.

Il a ajouté que les informations sur les exécutions étaient apparemment dignes de foi et qu'elles émanaient de personnes qui vivaient en Irak ces deux dernières années. Certaines d'entre elles avaient déjà été interrogées pour un rapport intermédiaire publié en novembre dernier, mais la mission a aussi obtenu des informations de nouvelles sources, a-t-il dit. — (AFP)

## AFRIQUE

ALGÉRIE : à quelques jours du second tour des législatives

### Les manifestations d'une « société civile » unie contre le FIS ne sont guère populaires

C'est dans une atmosphère troublée par la perspective d'une victoire du Front islamique du salut (FIS) et d'insistantes rumeurs sur un éventuel coup d'État, que les Algériens se préparent à participer, jeudi 16 janvier, au second tour des élections législatives. Le Conseil constitutionnel s'apprête à rendre sa décision sur les trois cent quarante et un recours en annulation déposés par des candidats malheureux.

ALGER

de notre correspondant

Malgré les nombreuses rumeurs qui courent la capitale, les islamistes font la démonstration de leur sang-froid en gardant le silence. Hormis le chef du bureau exécutif provisoire du FIS, M. Abdelkader Hachani, qui, de toute manière, brasse rarement le ton, les responsables islamistes semblent avoir reçu pour consigne de rester discrets dans leurs commentaires. Au cours de la séance d'ouverture de la grande prière du vendredi, M. Hachani a, pour sa part, dénoncé les tentatives de ceux qui voulaient remettre en cause « le choix du peuple », allusion aux déclarations demandant que le deuxième tour soit ajourné pour ne pas pousser l'Algérie « dans le chaos ».

« Nous sommes prêts à tout, vient ainsi de déclarer M. Abdelhak Benhamouda, chef de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), nous sommes légitimes,



mais si les institutions ne remplissent pas leur fonction [...] il est de notre devoir de réagir. » M. Benhamouda, contesté parmi les siens pour son rôle actif dans le Comité national de sauvegarde de l'Algérie (CNSA) (le Monde du 10 janvier), avait réuni ses instances à huis clos, jeudi 9 janvier, et a finalement enlevé la décision de sa centrale de participer à toute initiative susceptible de s'opposer à l'avancée des islamistes.

Plusieurs rassemblements, à Alger comme en province, ont été organisés contre le FIS. Des appels de travail sont prévus dans les pro-

chains jours. Rassemblés à la Maison du peuple, plusieurs centaines de femmes ont exigé l'annulation des élections et ont lancé un appel à une grève nationale. Les médecins de l'hôpital Mustapha, le plus grand établissement de la capitale, se sont réunis pour manifester leur volonté d'accomplir leur tâche « sans aucune discrimination d'ordre sexuel, racial ou religieux ». Des ingénieurs, des journalistes et un comité étudiant pour la sauvegarde de l'Algérie ont également appelé à se rassembler.

Toutes ces initiatives tendent à manifester l'existence d'une

« société civile » unie contre le FIS. Si, dans tous ces milieux, l'inquiétude est grande, elle touche cependant une partie minoritaire de la population, aux moyens politiques limités, alors que le FIS, à cause de sa récente victoire, a accéléré autour de lui la mobilisation. Il est probable que si second tour il y a, les islamistes atteindront un score encore plus important qu'au premier, ce qui contribue à accroître la nervosité de leurs adversaires.

Nouvelle procédure

Le nouveau bulletin de vote vient d'être présenté au public par le ministère de l'Intérieur. Alors qu'avec le bulletin précédent, l'électeur devait désigner le candidat de son choix en cochant une croix dans un carré face à son nom, c'est la solution inverse qui, cette fois, a été choisie. Tout signe porté en regard du nom ou de la photo d'un candidat, signifie que ce dernier est éliminé.

Bérise bureaucratique ou choix délibéré, cette nouvelle manière de faire ne manquera pas d'introduire de nombreuses confusions dans l'électorat, dont une bonne partie est analphabète. Elle est surtout favorable au FIS, suffisamment bien organisé, contrairement à ses adversaires, pour « échapper » ses partisans avant le deuxième tour. C'est d'ailleurs cette capacité de mobilisation qui lui avait déjà permis, au premier tour, de faire la différence.

GEORGES MARION

### Les attentats contre les avions de la PanAm et d'UTA

#### Le Conseil de sécurité examine une résolution demandant « instamment » à la Libye de coopérer à l'enquête internationale

La Libye est disposée à collaborer à la recherche de la vérité sur l'attentat de Lockerbie « à condition que la question reste dans le cadre de la légalité », selon le monde arabe proclamera le djihad (guerre sainte), a affirmé, vendredi 10 janvier à Rome, le commandant Jalloud, numéro deux du régime libyen. La veille, Tripoli avait émis des critiques inhabituelles contre le commandant Jalloud, qui avait brandi la même menace à Alger. Le ministre des Affaires étrangères avait souligné que le recours au djihad était inadmissible, que la Libye était contre « l'extrémisme » et préconisait « le dialogue et la compréhension (...) au lieu de recourir à la violence ».

devrait intervenir dans les prochains jours, compte tenu de la nouvelle composition du Conseil, où seul le Maroc, pays modéré, représente désormais le monde arabe, du fait que certains pays, comme la Hongrie, comptent des ressortissants parmi les victimes de ces attentats, et enfin d'une culpabilité de la Libye admette par tous », rapporte un diplomate occidental. D'ores et déjà, les pays à l'origine du texte ont prévu une seconde étape au cas où Tripoli ne se conformerait aux injonctions du Conseil. Celui-ci pourrait alors demander le vote de mesures plus contraignantes, telles que des sanctions économiques avec, notamment, un embargo pétrolier, voire l'interdiction faite aux appareils libyens d'utiliser l'espace aérien international.

SERGE MARTI

LIBAN

### Un raid israélien au sud de Beyrouth a fait douze morts civils

À la veille de la reprise, lundi 13 janvier, des négociations de paix israélo-arabes à Washington, l'aviation israélienne a lancé vendredi après-midi un raid contre une base de l'organisation palestinienne FPLP-CG de M. Ahmed Jibril à Naameh, à 15 kilomètres au sud de Beyrouth. Le raid a fait douze morts, dont cinq femmes et quatre enfants, et onze blessés. Mais au lieu des fedayins de M. Jibril - hostile au chef de l'OLP M. Yasser Arafat - ce sont des Bédouins qui ont été atteints. Ils avaient en le tort d'installer leur campement trop près des Palestiniens. On note à Beyrouth que chaque phase de pourparlers arabo-israéliens a été ponctuée d'opérations militaires israéliennes au Liban. — (Corresp.)

NEW-YORK

de notre correspondant

Les délégués américains, britanniques et français ont présenté le 10 janvier, au cours de discussions bilatérales avec les autres membres du Conseil de sécurité, le projet de résolution qu'ils entendent faire adopter afin de contraindre la Libye à coopérer à l'enquête internationale visant à désigner les coupables des deux attentats commis en décembre 1988 puis en septembre 1989 contre des avions de la PanAm et d'UTA. Déplorant « évidemment » le fait que Tripoli n'ait pas répondu à la demande des États-Unis, de la France et de la Grande-Bretagne de coopérer pour l'établissement des responsabilités dans ces actes terroristes, en dépit d'enquêtes « impliquant des officiers libyens », le texte « demande instamment aux autorités libyennes de donner immédiatement à ces demandes une réponse complète et effective ». Il invite tous les États à encourager la Libye, « individuellement et collectivement », dans ce sens. L'adoption de cette résolution

### Le « Bonheur » à l'abandon

Suite de la première page

Des immeubles faits en belles pierres de couleur ocre, tout droit importées du midi de la France, et disposées à angle droit autour de places maintenant dépourvues de tout mobilier urbain : des boutiques qui n'ont rien de très varié ni de très bon marché à offrir. Quelques rangées de cyprès, quelques touffes de palmiers et, sur plusieurs façades, des mosaïques aux motifs marins.

Paradis artificiels

Les travaux de transformation de l'égise en mosquée sont en cours depuis près de trente ans - « le comité des sages qui a pour mission de collecter les fonds les a détournés à d'autres fins », croit savoir Abdelkader.

Le linge sèche aux balcons. Dans la poussière ou dans les débris, les enfants jouent à la marelle, aux

billes ou au ballon avec des jeunes dont personne ne se préoccupe vraiment, pas même le FIS. Faute de mieux, nombre d'adolescents s'en vont baguener tout à côté, sur la vaste esplanade du mémorial des Martyrs ou dans les allées du centre commercial Riadh-el-Feth - le jardin de la Victoire, - qui est un peu à Alger ce que le Forum des Halles est à Paris, et dont certaines vitrines un peu trop provocantes volèrent en éclats lors des émeutes de 1988.

La délinquance, l'insécurité ont-elles ici droit de cité ? « Il y a parfois des bagarres entre tabernacles [adeptes du « marche noir »] qui essaient de se rouler », raconte un habitant. Beaucoup plus inquiétante est la prolifération du hachisch, importé du Maroc. « Les jeunes fument au vu de tous. Le FIS, pourtant très à cheval sur l'alcool, les laisse faire. Je ne comprends pas », s'étonne un habitant.

La famille d'Abdelkader vit à dix dans un deux-pièces où l'eau se fait souvent désirer aux robinets. La nuit, ses parents et ses cinq frères partagent avec lui la chambre et le salon-salle à manger, tandis que ses deux sœurs sont reléguées sur la loggia couverte. Pas question de pouvoir étudier à la maison. Il a donc pris ses habitudes à la mosquée voisine : « Je travaille accroupi dans la salle de prière », précise-t-il.

Dans la maison d'Allah, les bonnes âmes intégristes rôdent, et Abdelkader doit avoir plus d'une occasion de se laisser distraire de ses livres de cours. Dans la Cité du bonheur, nombre de ceux qui, le 26 décembre, n'ont pas voulu « voter pour Dieu » se refusent maintenant à faire un procès d'intention aux « barbus ». « On ne peut rien leur reprocher, assure un habitant. C'est encore le FLN qui commande. On ne peut pas deviner comment le FIS va vraiment agir une fois au pouvoir. »

JACQUES DE BARRIN

« La France porte une lourde responsabilité », affirme M. Léotard. — « La France porte une lourde responsabilité dans la situation en Algérie », estime M. François Léotard, dans un entretien publié par l'hebdomadaire le Point du 11 janvier, parce qu'elle « a laissé se développer, et à même favorisé, une économie de type soviétique ». Pour le président d'honneur du Parti républicain, la France « premier créancier de l'Algérie depuis 1962 », pouvait « parfaitement et légitimement exercer une pression sur les dirigeants algériens pour qu'ils évoluent progressivement vers l'économie de marché et le pluralisme ».

■ MAROC : onze étudiants condamnés à vingt ans de prison ferme. — Impliqués dans des affrontements sanglants en octobre à l'université d'Oujda, onze étudiants ont été condamnés, vendredi 10 janvier, à vingt ans de prison ferme par la cour d'appel de cette ville « pour participation à homicide volontaire avec préméditation, séquestration et violence ». — (AFP)



## POLITIQUE

La demande de levée d'immunité  
du député UDF des Pyrénées-Orientales

## M. Farran est soupçonné de détournements de fonds aux dépens de l'aéroport de Perpignan

Une commission ad hoc, composée de quinze députés désignés à la proportionnelle des groupes, sera formée, lundi 13 janvier, à l'Assemblée nationale, pour examiner la demande de levée d'immunité formulée par le garde des sceaux contre M. Jacques Farran, député (UDF-PR) et ancien président de la chambre de commerce et d'industrie des Pyrénées-Orientales, déjà inculpé, le 18 octobre, d'ingérence et abus de confiance dans le cadre d'enquêtes antérieures (le Monde du 10 janvier). La requête du procureur indique que le député est soupçonné de détournement de fonds au détriment de l'aéroport de Perpignan-Rivesaltes.

L'Assemblée nationale devrait se prononcer en séance publique le 22 ou le 23 janvier, avant la fin de la présente session extraordinaire, sur la demande de levée d'immunité parlementaire de M. Farran. Dans sa lettre au président de l'Assemblée, le garde des sceaux, M. Henri Nallet, indique que M. Farran « est susceptible d'être inculpé, dans le cadre d'une information suivie à Perpignan, des chefs d'abus de confiance, de complicité et de recel d'abus de confiance, déjà retenus contre son gendre, M. Jean-Edmond Mitjaville, directeur commercial de l'aéroport de Perpignan-Rivesaltes, écroué depuis le 13 décembre, et contre M. Jacques Salvat, ancien secrétaire général des services de la chambre de commerce et d'industrie, remis en liberté le 27 décembre ».

Le ministre de la justice a joint à sa lettre le texte de la requête formulée, le 8 janvier, par le procureur général près la cour d'appel de Montpellier, dans laquelle sont précisés, pour la première fois publiés, les faits qui sont reprochés à M. Farran et à ses collaborateurs à propos des détournements de fonds constatés dans la gestion de l'aéroport. On lit notamment, dans ce document de huit pages : « Aussi bien en sa qualité de directeur adjoint de l'aéroport, fonction qu'il exerçait depuis février 1989, que lorsqu'il est devenu directeur à partir du mois de mars 1990, (...) M. Jean-Edmond Mitjaville effectuait par lui-même, ou en se faisant aider en période d'affluence, mais toujours sous son contrôle, le relevé des monnayeurs des barrières automatiques du parking. Les pièces étaient placées dans des sacs portés ensuite à la banque. Mais tandis qu'une partie du contenu de ces sacs faisait l'objet d'un dépôt régulier, avec remise d'un bordereau de versement, que M. Mitjaville rapportait au secrétariat de la chambre de commerce et d'industrie où il donnait lieu à une entrée régulière en comptabilité, une autre partie était réservée à un simple échange des pièces de monnaie contre des billets de banque par le caissier de la banque, sans aucune formalité, de la main à la main. »

« Ensuite, ajoute le procureur, M. Mitjaville plaçait ses billets de banque sous enveloppes fermées, lesquelles étaient remises par l'intermédiaire de M. Carrasco d'abord, puis

directement, soit à M. Farran, soit lorsqu'il était absent - à M. Salvat, qui les faisait parvenir à M. Farran. C'est une somme de 2 000 F à 10 000 F - en fonction des recettes - que M. Mitjaville aurait soustraite chaque semaine pendant plusieurs années, selon certaines de ses déclarations : selon une autre évaluation, il apprécierait à 10 % environ des recettes les prélèvements frauduleux. L'inspection générale des finances arrive, à partir d'une méthode statistique rigoureuse, à la conclusion d'une minoration annuelle de 110 000 F à 140 000 F, soit environ 12 % à 15 % de recettes pour la période 1986-1990. Quant à l'enquête de police, qui s'est intéressée à la période non couverte par la prescription, elle évalue à un minimum de 340 000 F, d'octobre 1988 à décembre 1991, les prélèvements frauduleux effectués. »

### « Volonté de fausser le cours de la justice »

Le procureur souligne également, dans cette lettre datée du 8 janvier, que MM. Salvat et Mitjaville n'ont fait « aucune difficulté pour reconnaître les faits à eux reprochés » et ont « désigné précisément M. Farran comme instigateur et seul bénéficiaire » de ces opérations. Il affirme que le député a, en outre, « déjà manifesté sa volonté de fausser le cours de la justice » : « Après son éviction de la chambre de commerce par le verdict des urnes (le 18 novembre), M. Farran a, grâce à la collaboration de son ancien trésorier, M. Guillard, réussi à donner une destination comptable à une somme de 93 800 F provenant des recettes non déclarées des parkings d'exercices antérieurs, ce qui a entraîné d'ailleurs l'inculpation de ce dernier ; alors que l'inspection générale des finances enquêtait sur le site, M. Farran a pris l'initiative d'entrer en relation avec l'ancien directeur de l'aéroport pour lui demander de déclarer, en cas d'audition, que le montant des détournements était destiné à des opérations promotionnelles de la chambre de commerce ; l'inspection générale des finances, qui a conclu, entre autres, à l'absence de fidélité et de fiabilité de la comptabilité de la chambre de commerce, a mis en évidence un recours fréquent à des pratiques d'antidépense, permettant d'attribuer artificiellement une antériorité à certaines opérations financières (...) et de répondre mensongèrement à des observations de la trésorerie générale des Pyrénées-Orientales ; enfin, la direction de la chambre de commerce a sciemment produit aux fonctionnaires de l'inspection générale des finances, pendant plus d'une semaine, diverses fausses pièces justificatives à l'appui d'une facture dont il était demandé justification. »

Le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, M. Charles Millon, a réagi à cette demande de levée d'immunité en disant que l'opposition ne manquera pas de capter le cas de M. Jean-Michel Boucheron, député de la Charente, ancien maire d'Angoulême, socialiste, qui siège au banc des non-inscrits, pour lequel une demande de levée de l'immunité avait été formulée en novembre 1990, mais jamais discutée.

ALAIN ROLLAT

### L'administration territoriale

## Le Sénat tente d'abroger la loi Falloux sur l'enseignement privé

Les sénateurs ont continué, vendredi 10 janvier, l'examen en seconde lecture du projet de loi relatif à la réforme de l'administration territoriale de la République, présenté par M. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat aux collectivités locales.

Au cours de cette séance la majorité sénatoriale a confirmé, pour l'essentiel, les positions définies en première lecture et qui n'ont pas été retenues par les députés.

A propos de la nouvelle dotation de développement rural, introduite en seconde lecture à l'Assemblée nationale, la majorité - tout en regretant qu'elle ne fasse pas l'objet d'un projet de loi spécifique et en dépit de certaines divergences entre la commission des affaires économiques et celle des finances, qui l'a finalement emporté - a décidé d'en adopter le principe, en modifiant sensiblement les modalités. Comme

en première lecture, enfin, la majorité a décidé d'autoriser les collectivités locales à « concourir par tout moyen de leur choix au financement des dépenses d'investissement des établissements d'enseignement privé sous contrat, du premier ou du second degré ». M. Sueur s'est vivement opposé à cette disposition abrogeant la loi Falloux, qui régit depuis près d'un siècle et demi le financement de l'enseignement privé.

Cette disposition sur laquelle se sont cristallisées, au Sénat comme à l'Assemblée, les positions de la droite et de la gauche pourrait empêcher la conclusion d'un accord entre les deux Assemblées au sein de la commission mixte paritaire réunie après la fin de l'examen du projet de loi par les sénateurs, le 14 janvier.

G. P.

### L'opposition et l'idée d'un parti unique

## M. Pasqua reçoit le soutien de M. Léotard

Satisfait d'avoir ouvert le débat sur le parti unique de l'opposition, le 4 janvier, M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, explique, dans l'hébdomadaire le Point (daté 11-17 janvier), qu'il y avait « urgence » à « provoquer un choc psychologique dans l'opinion ». « L'élection populaire est très déçue par la gauche, a-t-il expliqué. Si nous ne lui proposons rien de nouveau qui puisse alimenter son espoir, il sera prêt pour une aventure. » Afin de rendre l'opposition « attractive », M. Pasqua propose, non pas une « fusion » entre l'UDF et le RPR, mais de « refonder un mouvement politique avec un projet sur l'Europe, sur l'indépendance de la France, sur une juste répartition du progrès social ». Estimant qu'il sera nécessaire de dépasser le cadre des partis existants, il appelle de ses vœux de nouvelles structures, permettant « à l'union de devenir l'unité ».

L'empressement de M. Pasqua à « refonder » l'opposition est partagé par M. François Léotard, président d'honneur du Parti républicain, qui, vendredi 10 janvier, sur Radio-Communauté, a déclaré « urgent pour l'opposition de créer une formation commune, qui se nourrit de différents courants et les intègre dans une démarche commune ». « L'essentiel est d'aller vite et de le faire bien », a-t-il précisé, ajoutant que si « l'opposition ne le comprend pas, nous ne méritons pas la victoire ». M. Pierre-André Willer, délégué général des adhérents directs de l'UDF, a également appelé, le 9 janvier, à la « création d'une grande formation publique commune, réunissant toutes les forces de l'opposition ».

En revanche, M. Bernard Stasi, vice-président du CDS, a déclaré, vendredi au cours de l'émission « Objections » sur France-Inter, qu'il n'est « pas très fan » d'un parti unique de l'opposition, ne voyant pas « très bien » ce qu'il « pourrait apporter de plus ». M. Stasi a rappelé que le CDS n'accepterait pas « la moindre compromission » sur deux points : « le refus de toute alliance avec le Front national et la volonté de construire l'Europe ».

## De Maastricht au référendum

Suite de la première page

En précisant que, « de toute manière, le Parlement sera saisi », M. Mitterrand a révisé la procédure qu'il entend suivre. La Constitution prévoit en effet, son article 11, que le chef de l'Etat peut soumettre à un référendum « direct » (sans examen préalable par le Parlement) un projet de loi tendant à autoriser la ratification d'un traité, dès lors que celui-ci n'est pas « contraire » à la loi fondamentale. En revanche, si celui-ci doit être modifié, la procédure prévue est celle de l'article 89, qui suppose l'approbation de l'Assemblée nationale et du Sénat.

M. Mitterrand avait déclaré, dans le passé, que depuis le président de 1962, de Gaulle ayant alors utilisé l'article 11 pour amender la Constitution en instaurant l'élection du président de la République au suffrage universel, les deux voies de révision lui paraissent également praticables. Les juristes consultés par l'Elysée estiment que celle de l'article 89, qui exclut explicitement le cas d'un traité dont une ou plusieurs clauses seraient en contradiction avec la Constitution, la ratification des accords de Maastricht devra emprunter l'itinéraire décrit à l'article 89. Celui-ci laisse deux possibilités, une fois acquis le vote de chaque Assemblée séparément : ou

bien la réunion conjointe de l'Assemblée nationale et du Sénat, c'est-à-dire le Congrès, devant lequel le texte doit recueillir une majorité des trois cinquièmes pour être adopté ; ou bien, si le président de la République en décide ainsi, le référendum.

« Cela reste à voir », a dit M. Mitterrand à ce sujet. Certes, en expliquant que, « dans les mois qui suivront » les élections régionales et cantonales de mars, « il conviendra de saisir le pays », le chef de l'Etat a usé d'une formule qui, du temps de de Gaulle, était annonciatrice d'un référendum. En revanche, parler d'une « délibération nationale », qu'il n'entend « mêler en rien avec aucun des problèmes qui occupent aujourd'hui qui occupent demain la vie politique intérieure », peut être compris comme un pas de M. Mitterrand vers une solennelle mais formelle réunion du Congrès, plutôt que vers une campagne référendaire dont on ne voit pas comment elle pourrait échapper à la « politique intérieure ».

Mais il est vrai que se prévaloir de la pureté de ses intentions en cette matière est un moyen classique de laisser entendre que l'on s'apprête à en appeler directement au peuple souverain.

PATRICK JARREAU

### LIVRES POLITIQUES

E cas de panne, pas de panique : il faut voir. Voir ce qui ne va pas et en déceler les raisons, lesquelles, dans le mécanisme complexe et ancien d'une société, peuvent être multiples. La méthode sera, en l'occurrence, appliquée à la France, ou plutôt à la société française, qui, selon Laurent Joffrin, directeur de la rédaction du *Nouvel Observateur*, est en panne de modernité. Elle serait même saisie par « un irrésistible retour à l'archaïsme », en train, en dépit d'efforts méritoires, « de rater sa modernisation ».

Son diagnostic, Laurent Joffrin le fonde sur une série d'observations et de jugements qu'il livre dans un essai propre à faire grincer les dents, car il s'intitule la *Régression française*. S'agissant d'un travail délibérément critique, d'une tentative pour secouer la morosité qu'il juge dont paraît s'accommoder la classe politique, l'auteur ne prétend pas trier scrupuleusement le bon grain de l'ivraie : il focalise son attention sur celle-ci dans la mesure où elle grand, de son point de vue, le dessus sur celui-là. Au service de cette démarche polémique, il aligne les faits et les éléments de réflexion susceptibles de le justifier (ils existent, et en grand nombre) et il use avec bonheur d'une écriture vive où les formules font mouche.

Ce ne sont pas les protagonistes de la vie politique et social, bien qu'ils soient au premier chef responsables, qui constituent sa

## La modernité dans le rétroviseur

cible principale, mais leurs idées et, plus fréquemment encore, leur absence d'idées. La plupart d'entre eux ne sont évoqués qu'à titre d'illustration, le seul à tirer son épingle du jeu étant Jacques Delors, parce qu'il incarne, selon l'auteur, « une république du Citoyen » et qu'il est « moderne quand les autres sont post-modernes ». Un traitement spécial est également réservé à l'archevêque de Paris, Jean-Marie Lustiger, mais c'est pour lui reprocher un discours ambigu, « mélange d'apparente modernité et de retour en arrière », dans la lignée de ceux du pape Jean-Paul II et du cardinal Ratzinger.

Si la France risque de rater son installation dans la modernité, malgré de réelles tentatives de modernisation, c'est parce qu'elle continue de vivre sur le mode féodal. De ce point de vue, le bonapartisme moderne du gaullisme, le libéralisme bon teint du giscardisme et le socialisme mitterrandien ont, explique Laurent Joffrin, suivi la même pente monarchique. La gauche, constate l'auteur, n'a pas limité la monarchie dans ce régime de monarchie républicaine dont elle a endossé les atours, et c'est parce que ce système féodal a été maintenu que « la politique n'est plus respectée ».

Laurent Joffrin estime que la société civile, dont on fait si grand

### Un colloque des écologistes à Bordeaux

## Les Verts s'interrogent sur leur identité

A la veille d'une réunion de leur conseil national interrégional (CNIR), qui devait être essentiellement consacrée à compléter la composition du collège exécutif après l'exclusion de celui-ci, le 1<sup>er</sup> décembre dernier, des opposants à la tendance de M. Antoine Waechter, les Verts ont organisé à Bordeaux, les 9 et 10 janvier, un colloque destiné à vérifier la nécessité de l'écologie politique.

BORDEAUX

de notre envoyé spécial

Le dossier incendiaire consacré, à l'automne dernier, par le mensuel *Actuel* aux « écolo-fachos » aura eu au moins ce mérite. C'est par réaction, en effet, contre ce que les Verts considéraient alors comme un brûlot diffamatoire et, en tout cas, inacceptable que M. Michel Duchêne, ancien libraire « alternatif » et actuel adjoint au maire de Bordeaux, a pu organiser pendant deux jours, les 9 et 10 janvier, un colloque sur l'identité des Verts, avec le concours des quelques philosophes, sociologues et politologues qui suivent le mouvement écologiste depuis ses origines.

Huit ans après l'assemblée générale constitutive des Verts à Clichy, nombreux sont ceux, au sein même de la « famille », qui ignorent encore presque tout de l'histoire récente ou qui, la connaissant trop bien, doutent toujours de l'utilité du passage de l'écologie scientifique à l'écologie politique. « En devenant l'affaire d'une association politique, l'écologie n'est-elle pas en train de changer de nature ? », s'interroge toujours M. Bernard Charbonneau, philosophe, pour lequel l'homme n'est jamais qu'« un minable facteur perturbant », « rajouté » provisoire dans la nature terrestre ». Dans un autre registre, tout aussi délibérément provocateur, un autre philosophe, M. Michel Onfray, a déclaré que l'écologisme ne doit sans doute avoir qu'« une fonction de pure opposition ».

Alors que le mouvement de M. Waechter est tendu vers la préparation des élections régionales, plusieurs militants ont exprimé leurs doutes par rapport à l'engagement politique. « Ce qui m'inquiète, c'est la recherche de l'efficacité », a dit une dame de Bordeaux. « Le jour où nous ne serons plus fous, c'est que nous serons proches du pouvoir. Nous serons morts, comme le PS », a soutenu un responsable des Verts de la région Rhône-Alpes. Un ancien porte-parole national du mouvement,

M. François Berthou, s'est même félicité du divorce existant entre les Verts et les intellectuels, puis-que ceux-ci, dans le passé, ont « cautionné successivement le fascisme et le stalinisme ».

Au plus haut niveau de la hiérarchie du mouvement, certains s'interrogent encore sur ce qui demeure l'une des finalités d'un parti politique : la prise de pouvoir. M. Jean-Louis Vidal, conseiller de Paris et ancien directeur de campagne de M. Waechter, a recommandé ainsi à ses amis de « ne pas avoir trop soif de participer à un exécutif, si cela doit conduire à brouiller le message des écologistes ». A l'inverse, et pour mieux préparer une participation au pouvoir, l'un des principaux animateurs de la minorité, M. Yves Cochet, ancien député européen, a soutenu qu'il y a « urgence » à aller « discuter avec le CNRP, l'Etat-major des armées ou les directions des grandes entreprises publiques » pour savoir ce que les uns et les autres feraient si les écologistes étaient, un jour prochain, en situation d'accéder au pouvoir.

Pour M. Waechter, l'utilité politique du mouvement qu'il anime est d'autant moins contestable que les formations de gauche comme de droite sont de plus en plus enclines à « tenir un discours parallèle sur la protection de la nature et sur la nécessité de la croissance ». L'écologisme, explique en substance le plus « environnementaliste » des dirigeants verts, ne consiste pas à ajouter une dose de souci de l'environnement dans la gestion du territoire. C'est, d'abord, la mise en cause des grands équilibres planétaires entre le Nord et le Sud et l'affirmation que les pays nantis doivent enfin commencer à restreindre leur consommation pour favoriser les besoins les plus immédiats des citoyens du tiers ou du quart-monde.

JEAN-LOUIS SAUX

Le Forum progressiste est « letrassé » par la nomination de M. Fabius. - Ancien membre du comité central du PCF, dont il avait été exclu en 1988, M. Claude Llabres, animateur du Forum progressiste, qui regroupe d'anciens communistes, a déclaré, jeudi 9 janvier : « Que la force dominante à gauche soit pilotée par un homme qui affiche sa volonté d'une double rénovation, celle du Parti socialiste et celle de la gauche, suscite l'intérêt des progressistes. Pour une gauche rénovée, rénovée, rassemblée, nous sommes disponibles. »

ANDRÉ LAURENS

tort de se réjouir car « le recul syndical a été celui de l'ensemble des salariés ». Laurent Joffrin ne se fait guère d'illusions sur la notion de culture d'entreprise, qui est surtout celle du patron, et sur la solidité des coordinations spontanées et éphémères de salariés en colère car, à ses yeux, elles sont au syndicat « ce que le Kiosque est au mouchoir ». Et il conclut sur ce point : « Ce n'est pas l'individualisme des salariés qui triomphe, c'est le triomphe professionnel. »

Le même genre d'errements a, selon l'auteur, conduit la France vers la société de l'individu au lieu de la mener vers la démocratie du citoyen, aux dépens, notamment, des grandes fonctions de l'Etat qu'il s'agit plutôt de restaurer (ce qui n'exclut pas leur modernisation) : la justice, la police, l'éducation, la protection sociale. C'est donc la démocratie elle-même, parce qu'elle subit l'érosion des temps ordinaires, qu'il convient de régénérer. Laurent Joffrin a quelques suggestions à faire à ce sujet et, surtout, quelques valeurs de base à rappeler : la raison, le civisme, la morale, le rêve, l'audace d'anticiper l'histoire, sur lesquelles se fonde la démocratie. Sans doute faut-il les remettre à l'ordre du jour s'il est vrai que la France est en panne de projet politique.

La *Régression française*, par Laurent Joffrin. Seuil, 295 p., 120 francs.

les sapeur

Des et

صكزامن الأصل



## HEURES LOCALES

# Les sapeurs-pompiers quittent les villages

Le projet de départementalisation enlèverait aux communes une partie de leur pouvoir et obligerait les conseils généraux à prendre en charge les services d'incendie et de secours

MELUN  
de notre envoyé spécial

En remettant, le 17 décembre dernier, la médaille d'argent de premier classe aux sapeurs-pompiers de Seine-et-Marne, M. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur, récompensait d'abord le « comportement exemplaire » des soldats du feu de ce département. Le 17 octobre 1991, après la catastrophe ferroviaire de Melun, ils ont montré, encore une fois, « leur courage et leur dévouement » : des qualités dont ils avaient fait preuve dans la lutte contre les feux de forêt du Sud-Est ces dernières années, en Bretagne après la tempête de 1987, en Guedeloupe après le cyclone « Hugo » en 1989, comme en Armée après le tremblement de terre.

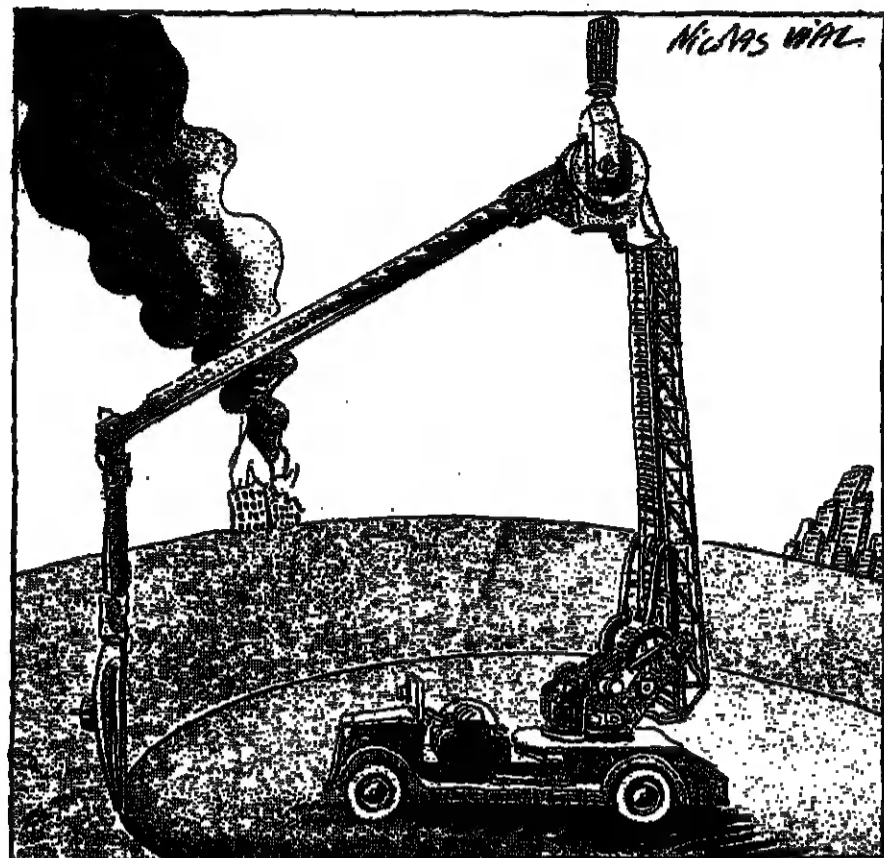
Mais le ministre de l'intérieur avait aussi à cœur de féliciter le corps de sapeurs-pompiers le plus départementalisé de France. Car au printemps, lors de l'examen par le Sénat des lois de décentralisation, le projet d'une départementalisation obligatoire des services d'incendie et de secours risque de provoquer la même hostilité des sapeurs-pompiers qu'en première lecture. Proposé par M. Jean-Jacques Hyst, député UDF de Seine-et-Marne, cet amendement, que soutient le gouvernement, peut bouleverser l'organisation des corps de sapeurs-pompiers dans plus de la moitié des départements français.

### Un système plus efficace

En Seine-et-Marne, un corps unique existe depuis 1978 : les corps communaux ont été dissous en 1982. L'ancien président du conseil général, M. Etienne Dailly, avait décidé en 1967 de réorganiser les services du département. Les difficultés à maîtriser d'importants incendies dans la forêt de Fontainebleau venaient de montrer les lacunes dans l'organisation des secours. Après avoir lancé un plan d'équipement en matériel des corps de sapeurs-pompiers, le conseil général avait mis en place un encadrement de professionnels.

Aujourd'hui, le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) de Seine-et-Marne regroupe 9 compagnies, 52 centres d'intervention, soit 800 sapeurs-pompiers professionnels, 1 100 volontaires et 80 médecins, équipés de 600 véhicules. Une centaine d'agents techniques et administratifs participent à la maintenance du matériel et à la gestion de l'ensemble du personnel. Des chiffres à la mesure d'un département qui couvre la moitié de l'Ile-de-France et où les habitants vivent à haut risque, selon nombreux. Un département qui va bientôt connaître, avec l'ouverture du parc Euro Disney, la création de l'équivalent d'une ville de 200 000 habitants, qui va nécessiter la création d'un centre de secours de quatre-vingt-dix pompiers.

A Melun, dans la salle de commandement équipée d'ordinateurs, le colonel Henri Plat, directeur du SDIS de Seine-et-Marne, vante avec conviction l'intérêt d'une telle organisation : « Tout est fait ici pour gagner du temps et améliorer notre efficacité ». Les appels au 18 sont centralisés dans cette salle, où plusieurs opérateurs contribuent en permanence les effectifs et le matériel disponibles. Selon la nature de l'intervention, les spécialistes les



plus proches sont envoyés sur place. Grâce à des cartes détaillées, mises à jour par le service intégré du SDIS, ces équipes connaissent immédiatement le meilleur itinéraire et l'environnement exact du lieu du sinistre.

Des unités spécialisées (plongeurs, risques nucléaires...) ont été créées. Le SDIS participe également à la mise au point de matériels (barges, camions-grues) dont certains, comme un camion-porteur équipé de trois cellules différentes, ont permis de réaliser de substantielles économies d'investissement. Le budget du SDIS est de 350 millions de francs pour l'année 1992. La subvention du département correspond à 87 % de cette somme, ce qui représente plus de 8 % du budget de fonctionnement du conseil général. Le reste des dépenses est couvert par une taxe annuelle de 28 francs par habitant. M. Hyst, vice-président du conseil général, souligne à ce propos que « la ville de Melun paierait 20 millions de francs au lieu de 1 million de francs actuellement si elle avait son propre service d'incendie et de secours ».

La départementalisation a permis de résoudre le problème que pose l'organisation actuelle des services de secours telle qu'elle est fixée par le code des communes. Celles-ci ne sont pas tenues, sauf si elles font partie d'un district, à financer les dépenses d'un centre créé en dehors d'elles. Par contre, les SDIS, qui sont des établissements publics départementaux avec une autonomie de gestion comparable à celle des hôpitaux, ont

pouvoir de décider leur mode de financement. Leur conseil d'administration, à la tête duquel se trouve le président du conseil général et où siègent le préfet, des conseillers généraux et des représentants des maires et des sapeurs-pompiers, vote une taxe de capitation.

### Le Loiret dans l'opposition

Certains départements se refusent à modifier l'organisation traditionnelle de leurs services d'incendie et de secours. Le Loiret, qui fait partie de ces opposants à toute départementalisation, compte pourtant parmi ses édiles le secrétaire d'Etat aux collectivités locales, M. Jean-Pierre Sueur, maire d'Orléans, a déjà mis en place au sein du SIVOM de dix-huit communes et de 250 000 habitants qu'il préside un groupement intercommunal de sapeurs-pompiers. Depuis un an, dix communes du SIVOM ont choisi d'intégrer leurs services de secours au sein du corps intégré des sapeurs-pompiers de l'agglomération d'Orléans (CISPAO). « Les charges des communes vont s'accroître, mais la sécurité est à ce prix », remarque M. Sueur. Tout en étant solidaire du gouvernement sur l'amendement Hyst, il ne souhaite pas que l'on impose un mode d'organisation à son département.

Le système actuel donne satisfaction à M. Kéber Malecot (UDF), dont les fonctions

du bureau de la présidence du conseil général donnent sur la caserne des sapeurs-pompiers d'Orléans. « Dans le Loiret, les brigades participent à la vie des communes : elles animent les fêtes locales, la qualité de leur matériel témoigne de l'engagement des élus. Cette tradition explique que les maires sont très attachés au système actuel. » Ils sont 3 000 volontaires, dont plus de 2 000 participent aux exercices de fin de semaine, à constituer, avec 243 professionnels, 86 médecins et 5 pharmaciens, les effectifs des 210 corps de sapeurs-pompiers dans les 334 communes du département. Avec dix-sept personnes, secrétaires et mécaniciens compris, le SDIS du Loiret est réduit à sa plus simple expression, et l'on y regrette « un manque de moyens qui pourrait être préjudiciable en cas de coup dur ».

### Le pouvoir des maires

Le sénateur Malecot souligne que son département ne consacre qu'à peine plus de 1,5 % de son budget de fonctionnement aux services d'incendie et de secours : « Nous avons dépensé 48 millions de francs en cinq ans pour l'achat de matériel. Nous participons à hauteur de 30 % à la construction de nouveaux centres de secours. Mais nous ne voulons pas nous substituer aux communes. » Il est largement appuyé dans cette démarche par le capitaine Jacques Nicot, chef du centre de secours d'Orléans, président de l'union départementale des sapeurs-pompiers : « Cela n'intéresserait plus les volontaires d'être des pionniers dans un système centralisé ».

En Seine-et-Marne, où le nombre de volontaires est resté stable d'un système à l'autre, les responsables reconnaissent cependant que ceux-ci sont aujourd'hui mieux informés et prêts à s'engager sur leur disponibilité. La départementalisation n'a pas complètement supprimé certains petits corps communaux. Ces corps de première intervention peuvent déloger un aidé de guêpes, dépanner un camion embourbé, transporter un malade, voire poser des guirlandes de Noël : tâches que n'assure plus le corps départemental.

Le gouvernement devra donc convaincre les irréductibles que non seulement la départementalisation n'enlève aucun droit aux maires, qui gardent leur pouvoir de police, mais qu'elle permet des économies, grâce à une rationalisation des moyens, et entraîne une meilleure répartition de la dépense. Le coût global de la sécurité augmente dans un système départementalisé, mais le développement des agglomérations et l'apparition de nouveaux risques, liés aux modes de transport et aux nouvelles sources d'énergie, imposent ce surcoût. La Fédération française des sapeurs-pompiers, qui regroupe presque tous les professionnels et les volontaires, l'a bien compris. Après avoir tergiversé devant les réticences de la base et de certains chefs de corps peu soucieux de se voir attribuer de nouvelles responsabilités sans compensation financière, elle défend aujourd'hui le projet de départementalisation. Son président, le colonel Jaurès, résume le problème en ces termes : « Les risques modernes ont dépassé les frontières de la commune ».

### Des Saussaies à Laon

DANS l'immeuble bourgeois de la direction générale des collectivités locales, place des Saussaies — là où flottent encore, entre lois et décrets, les souvenirs musicaux d'Emmanuel Chabrier et de Francis Poulenc, — 1992 n'aura pas commencé au son d'une sonate enjouée. C'est plutôt la mélodie languissante du blues qui tourbillonne autour des dossiers des deux cent trente fonctionnaires qui, tous les jours, rédigent et font appliquer les textes de la décentralisation.

Il faut appeler un chat un chat : leur « patron » Pierre-René Lamas a en effet été « débarqué » lors du conseil des ministres de rentrée, le 3 janvier. Non qu'il s'agisse d'une disgrâce, bien sûr, prononcée contre ce haut fonctionnaire d'une sensibilité socialiste qu'il n'a jamais cachée. Mais d'une mise à l'écart, oui.

La procédure qui consiste à écarter de son poste (prestigieux) un haut fonctionnaire sans désigner concomitamment son successeur ne constitue pas, de la part du pouvoir, un signe particulier de considération. Circonstances aggravantes : M. Pierre-René Lamas a été nommé préfet de l'Aisne, un département « moyen » qui ne saurait s'enorgueillir ni du poids économique d'un Pas-de-Calais ou d'un Haut-Rhin, ni du prestige administratif d'un département de la couronne parisienne. Et Laon n'est pas non plus une préfecture de région. Cet, encore jeune, ancien élève de l'ENA — quarante ans — devra s'en consoler en se voyant promu du corps des administrateurs civils à celui, toujours envié dans les allées du pouvoir, de la « préfecture ».

### Hommage discret

Arrivé au ministère de l'intérieur avec Gaston Defferre en 1983, il aura contribué, pas à pas, à toute l'élaboration et la mise en œuvre de ce qui fut annoncé comme la plus grande réforme du premier septennat de M. Mitterrand : la décentralisation. Proche de M. Pierre Joxe, excellent technicien des finances et de la fiscalité et fin négociateur avec les élus et les syndicats de la fonction publique territoriale, il avait, même pendant la parenthèse de la cohabitation (1986-1988) continué à définir la politique de la décentralisation... dans une sous-direction du ministère des DOM-TOM. Considération le 26 janvier 1989 : M. Pierre Joxe, alors ministre de l'intérieur, le nomme directeur général des collectivités locales, donc grand ordonnateur des réformes en cours et à venir relatives à la fiscalité, aux dotations de solidarité pour les banlieues, départements et villages pauvres, au nouveau statut des professeurs de musique, à la coopération entre communes (super taouï), à l'exercice du mandat des élus locaux et à la moralisation de leurs indemnités. Pour les seconds au moment où les parlementaires examinent en session extraordinaire plusieurs projets de loi, MM. Marchand et Sueur lui ont d'ailleurs demandé de jouer, quelques jours encore, les prolongations. Hommage discret des politiques à la compétence, devenue agaçante, du fonctionnaire.

Contrairement à ses prédécesseurs (l'un est devenu banquier, l'autre patron de télévision, le troisième contrôleur financier d'un ministre) M. Pierre-René Lamas continue sa carrière en province. Cette décentralisation qu'il a « fabriquée » dans les bureaux parisiens, il va la vivre, au nom du gouvernement, au contact d'élus locaux particulièrement compétents et exigeants, en terre picarde. Comment rêver, sans changer de route, meilleure formation professionnelle ? Et comment ne pas citer Jaurès : « C'est en allant vers la mer que le fleuve est fidèle à sa source. »

FRANÇOIS GROSCHARD

## « Des états généraux de la sécurité civile auront lieu cette année »

Dans un entretien au « Monde », M. Marchand exprime son souhait d'engager un large débat sur la place du volontariat

« Pour quelles raisons soutenez-vous l'amendement de M. Hyst sur la départementalisation des services d'incendie et de secours ?

— J'attends de cette départementalisation une meilleure gestion des moyens, et d'abord des moyens humains, et aussi une amélioration de l'efficacité opérationnelle des dispositifs. Dans un service départemental fort et structuré, le directeur départemental dispose des outils nécessaires pour assurer la coordination des moyens dans son département.

S'agissant d'une compétence actuellement partagée entre les communes et les départements, je n'ai pas souhaité déposer moi-même un projet de loi sur la généralisation de la départementalisation sans avoir engagé au préalable une concertation avec les élus et les sapeurs-pompiers. M. Hyst a pris l'initiative de porter ce débat devant le Parlement à l'occasion de l'examen de mon projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République. J'ai décidé de soutenir son amendement dans la mesure où la concertation que j'ai engagée l'année dernière est désormais bien avancée.

— Dans quel délai souhaitez-vous que cette départementalisation devienne obligatoire ?

— Une vingtaine de départements seulement ont procédé à cette réforme. C'est insuffisant et il faut accélérer ce processus. Si l'amendement de M. Hyst est voté au cours de la session extraordinaire de janvier, la départementalisation entrera en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1993.

— Quel financement proposez-vous pour prendre en charge les dépenses supplémentaires que cette départementalisation ne manquera pas d'entraîner ?

— Le financement des services d'incendie et de secours est, selon la loi, à la charge des collectivités locales. Il n'y a encore aucune raison pour que la départementalisation modifie ce principe ; elle conduira d'ailleurs à un partage plus équitable des financements entre les collectivités locales.

Si l'Etat ne subventionne que de façon limitée les services d'incendie et de secours, cela ne signifie évidemment pas qu'il ne participe pas au financement de la sécurité civile. Il a en charge tous les moyens de renforts nationaux, et en particulier les unités d'entraînement et d'inter-

vention de la sécurité civile, le service du déminage et les moyens aériens, qui représentent une charge très lourde. Je vous rappelle, par exemple, que le contrat d'achat de douze nouveaux Canadair, que j'ai signé en octobre dernier, s'élève à 1,5 milliard de francs.

### Concertation avec les employeurs

— Malgré les mesures récemment adoptées pour la protection sociale des sapeurs-pompiers, on assiste à une crise du recrutement des volontaires. Pensez-vous que l'on puisse inverser cette tendance ?

— On ne peut pas parler d'une crise générale du recrutement, mais il est vrai que des difficultés commencent à apparaître dans certains départements, notamment ruraux. J'ai engagé deux grandes réformes pour favoriser le volontariat. La première, qui vient d'être adoptée, c'est la protection sociale des 210 000 sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu en service (le Monde daté 5-6 janvier). La deuxième concerne la disponibilité pour la formation comme pour les interventions. Je

prépare actuellement, avec le ministre de la fonction publique, des dispositions relatives à la disponibilité des fonctionnaires de l'Etat, qui doit montrer l'exemple. Puis, sur cette base, j'engagerai la concertation avec les élus locaux et les employeurs privés pour que tous les sapeurs-pompiers volontaires bénéficient d'un droit à la disponibilité.

— En raison du temps de formation nécessaire pour les appels, la réduction du service national va poser des problèmes pour utiliser de façon efficace les appels dans les casernes de sapeurs-pompiers. Pensez-vous envisager des aménagements pour le service national dans la sécurité civile ?

— Déjà plus de 200 jeunes font leur service dans le corps de sapeurs-pompiers. La réforme qui vient elle aussi d'être votée généralise ce service en l'alignant sur le service civil des policiers auxiliaires. Je pense sensibiliser ainsi des jeunes aux questions de sécurité civile et les inciter à devenir sapeurs-pompiers volontaires. Ce service ne peut être plus long que dans la police ou la gendarmerie pour intéresser des jeunes.

— Estimez-vous nécessaire

aujourd'hui, alors que les risques ont changé, d'envisager une réflexion approfondie au niveau national sur les problèmes de sécurité civile ?

— Il est effectivement tout à fait nécessaire d'engager un vaste débat national sur l'évolution de la sécurité civile dans les prochaines années. C'est pourquoi j'ai décidé d'organiser en 1992 des états généraux de la sécurité civile, qui permettront à tous les partenaires concernés de donner leur avis sur notre organisation et nos structures. En particulier, je souhaite que soit débattues la question des rôles respectifs de l'Etat, des collectivités locales et des entreprises en matière de sécurité civile, et la place du volontariat dans notre dispositif.

Ce débat sera, dans une première phase, décentralisé dans chaque département. Puis je présiderai moi-même une synthèse nationale. Cette grande consultation marquera un nouvel élan dans la politique de modernisation de la sécurité civile que je mène depuis un an et demi.

Propos recueillis par  
CHRISTOPHE DE CHENAY

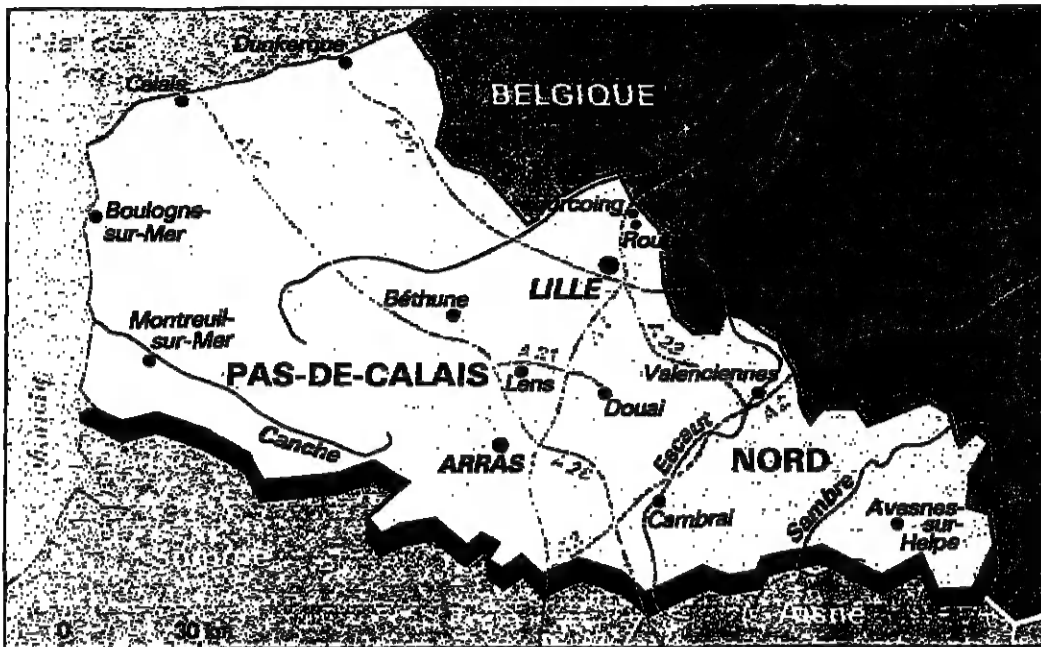


## UN TOUR DE FRANCE DES REGIONS



## NORD-PAS-DE-CALAIS : la tra

Préfecture :  
Lille  
Départements :  
Nord  
(préfecture : Lille)  
Pas-de-Calais  
(préfecture : Arras)  
Superficie :  
12 377 km<sup>2</sup>  
Population :  
3 965 058 habitants  
Principales  
agglomérations :  
Lille  
(959 433 habitants)  
Valenciennes  
(338 528 habitants)  
Lens  
(323 208 habitants)



Il n'est pas facile  
de décider les  
investisseurs à  
venir s'installer dans  
un pays marqué par  
la couleur du charbon,  
pas aisé  
de leur expliquer  
les qualités d'une  
population qui mérite  
d'être respectée

LES gens du Nord sont  
confrontés à un problème  
métaphysique. Comment se  
servir du passé pour effacer  
le passé ? Rester soi-même  
plus l'être ? Se fier à une tradition  
et s'en prévaloir pour la faire  
oublier ? Renoncer à ce qui n'est  
plus, mais en garder le souvenir  
afin de croire à ce qui n'est pas  
encore ? Ou bien prendre l'histoire  
à son piège en allant puiser dans  
son fonds plus ancien l'espoir de  
remplacer ce qu'elle a aboli ? Dans  
ces Flandres où le Zénon de Mar-  
guerite Yourcenar découvrait en  
lui-même le vrai « *œuvre au noir* »  
d'où sortait l'or de sa vie, ou ne  
cherche plus au-delà du secret de  
la transmutation, la pierre philoso-  
phale qui ressusciterait les cen-  
taines de milliers d'emplois perdus  
dans les mines, les aciéries, les fi-  
latures et les chantiers navals. « En  
1840, je vous aurais dit que du char-  
bon naissait l'industrie, mais  
aujourd'hui, il n'y a pas de prédis-  
minisme », dit M. Michel Delebarre,  
maire de Dunkerque et ministre de la  
ville, lorsqu'il réfléchit sur le dévelop-  
pement de sa région.

## Un chemin semé d'embûches pour M. Delebarre

Conserver au parti socialiste la présidence de la région  
sera plus difficile que de le maintenir à la tête des conseils généraux

LA précision n'est peut-être  
pas inutile : M. Michel  
Delebarre n'est pas prési-  
dent du conseil régional du  
Nord-Pas-de-Calais. Il est  
ministre d'Etat, ministre de la ville  
et de l'aménagement du territoire.  
Il est maire de Dunkerque. Il est,  
même, vice-président du conseil  
régional, chargé de la formation.  
Président, non. Il doit encore le  
devenir, si les électeurs le veulent  
bien, parce que les hiérarchies socia-  
listes, eux, lorsque la décision leur  
revenir il y a trois ans, ne l'ont pas  
voulu.

Aujourd'hui, le président - sor-  
tant - est M. Noël Joseph (PS). Son  
nom est moins connu à Paris que  
celui de M. Delebarre, mais c'est  
ainsi. Elu président, en 1986, en  
vertu d'une règle d'alternance ins-  
taurée au sein du groupe socialiste  
entre les départements du Nord et  
du Pas-de-Calais, M. Joseph n'a  
pas donné sa démission en 1989,  
comme il aurait dû le faire selon la  
même règle, afin de permettre à  
M. Delebarre de prendre sa place.

Une vieille  
histoire

Les socialistes du Pas-de-Calais,  
inspirés par leur premier secrétaire,  
M. Daniel Percheron, ont trouvé  
toutes sortes de prétextes pour ne  
pas lâcher ce qu'ils tenaient. Les  
socialistes du Nord étaient indig-  
nés ou, du moins, étaient censés  
l'être, car tous ne trouvaient pas  
mauvais que le « dauphin » de  
M. Pierre Mauroy dût patienter et,  
finalement, se mettre en devoir de  
conquérir dans les urnes ce que les  
rapports de forces internes ne lui  
ont pas permis d'obtenir.

Entre le Nord et le Pas-de-Calais,  
c'est une vieille histoire, que  
M. Percheron connaît bien et dont

il sait se servir. Le Pas-de-Calais  
minier et rural se sent méprisé par  
le Nord urbain et industriel. La  
fédération socialiste du Pas-de-Calais,  
fière de succès électoraux iné-  
galés, supporte mal la prééminence  
des dirigeants du Nord et, particu-  
lièrement, la place occupée depuis  
vingt ans dans les affaires nation-  
ales du parti et de la gauche par  
M. Mauroy. Les socialistes du Pas-  
de-Calais n'étaient pas mécontents,  
il y a trois ans, de d'écarter le pion au  
maître de Lille et à son ancien direc-  
teur de cabinet, M. Delebarre, selon  
toute vraisemblance promis à lui  
succéder comme « patron » de la  
région. Et ce n'est peut-être pas  
fini.

La méfiance  
du Pas-de-Calais

Quand on évoque ses difficultés  
passées avec le Pas-de-Calais,  
quand on lui demande s'il ne craint  
pas qu'il y ait en ait d'autres, l'agacé-  
ment pointe chez le maire de Dun-  
kerque. « Les choses sont claires,  
assure-t-il. Ecoutez, j'ai quarante-  
cinq ans, la plus grande expérience,  
les fonctions politiques les plus  
importantes. Alors... » Apparemment,  
les choses sont claires, en  
effet : M. Delebarre est le candidat  
de tous les socialistes de la région à  
la présidence du conseil régional. On  
ne voit pas comment il pourrait  
en être autrement. Et, si les élec-  
teurs du Nord qu'est M. Delebarre aux yeux  
de l'opinion, à l'extérieur comme à  
l'intérieur de la région, accèdent  
aux fonctions correspondant à son  
image et à sa compétence.

Encore lui faudra-t-il, pour y par-  
venir, être l'homme du Nord et du  
Pas-de-Calais, dont les responsables  
socialistes comptent bien faire  
valoir, si leurs prévisions se vé-

fient, qu'ils auront plus d'élus que  
leurs voisins à l'assemblée régio-  
nale. Pour le moment, ils enregist-  
rent, avec toute l'attention qu'on  
imagine, les gestes de M. Delebarre  
à leur endroit. Le choix de Dun-  
kerque, par exemple, pour le siège de  
l'université du littoral, répartie  
entre cette ville, Calais et Boulogne,  
est considéré comme une mauvaise  
manière vis-à-vis du Pas-de-Calais,  
qui serait ainsi spolié de la  
dernière université qu'on lui avait  
promise.

Curieusement, l'attribution du  
siège à Dunkerque ne fait pas hur-

du renouveau, car les élus socia-  
listes ne lui pardonneraient pas de  
manquer, si peu que ce soit, à la  
solidarité de gestion qui les lie aux  
yeux des électeurs.

Guère menacée dans les assem-  
blées départementales, où elle  
devrait être aidée par la création de  
nouveaux cantons - neuf dans le  
Pas-de-Calais, qui en comptait déjà  
soixante-huit, et trois dans le Nord,  
qui passe à soixante-dix-neuf - la  
gauche appréhende le scrutin pro-  
portionnel qui désignera l'assem-  
blée régionale. Les communistes,  
dont l'audience est supérieure à

- de promouvoir un autre projet de  
développement régional.

« L'entreprise de M. Borloo est  
parfaitement ambiguë », observe  
M. Jacques Legendre, maire (RPR)  
de Cambrai et chef de file de la liste  
de l'opposition parlementaire dans  
le Nord. C'est le moins que l'on  
puisse dire. Chassant à droite, mais  
ne fermant pas la porte à une liste  
commune avec M. Bruno Durieux,  
ministre délégué à la santé, M. Bor-  
loo, qui fut l'un des fondateurs de  
Génération-Ecologie, le mouvement  
de M. Brice Lalonde, paraît avoir  
en main plusieurs jeux possibles. Sa  
marge est cependant étroite, selon  
qu'il dépassera ou non les 10 % de  
suffrages, et la logique pousse plutôt  
pour son ralliement à une majorité  
que pour une alliance dont il serait  
le bénéficiaire.

L'inévitable  
négociation

Les Verts ne misent pas, en tout  
cas, sur un accord avec le maire de  
Valenciennes. Adjoint au maire de  
Lille, M. Guy Pascoët est naturelle-  
ment soupçonné de pencher vers la  
gauche et d'être prêt à apporter le  
soutien des écologistes à M. Dele-  
barre le moment venu, mais aucune  
rencontre n'a eu lieu officiellement  
avec le maire de Dunkerque, et les  
Verts prennent garde à entretenir  
aussi des contacts avec l'opposition.  
Ce qui est sûr, c'est que les socia-  
listes devront négocier, que ce soit  
avec les communistes, avec les éco-  
logistes, avec M. Borloo ou avec  
tous ceux-là à la fois. M. Delebarre  
s'y prépare en annonçant que,  
comme il l'a fait avec succès à la  
mairie de Dunkerque, il recher-  
chera « le rassemblement le plus  
large ». Il lui reste à en acquiescer les  
moyens.

P. J.

L'espoir déçu  
du tertiaire

C'était un monde qui disparaî-  
rait, et la première pensée était de  
le reconstruire. Dès les années 60,  
l'automobile et ses activités  
annexes étaient censées remplacer à  
l'identique les postes de travail dis-  
parus. D'autres usines prenaient la  
place des usines démantelées, d'au-  
tres emplois peu qualifiés étaient  
offerts, mais le tonneau des  
Danaiades, dans les années 70, s'est  
mis à se vider plus vite qu'il ne  
s'emplissait. Il a fallu - ce fut l'ap-  
prentissage de la décennie suivante  
- faire son deuil d'une géographie  
économique décidément périmée.  
Le pouvoir donné aux élus par les  
lois de 1982 les a amenés à cher-  
cher, alors, une stratégie de déve-  
loppement capable de susciter une  
activité comparable à celle que l'in-  
dustrialisation du dix-neuvième siè-  
cle avait produite. Plus d'usines,  
mais des bureaux, des entrepôts,  
des garages, des commerces :  
M. Pierre Mauroy ne jurait que par  
le tertiaire. Les résultats, loin d'être  
négligeables, n'ont pas été à la hau-  
teur des espoirs placés dans cette  
reconversion pourtant radicale.

## Le conseil régional

Président : Noël Joseph (PS)  
19 PC ; 36 PS ; 3 MRG ; 23 RPR ; 8 CDS ; 9 UDF-PSD ;  
2 CNL ; 8 FN ; 5 div. d.

Résultats des élections de 1986 par département.

NORD (72 sièges)	PAS-DE-CALAIS (41 sièges)
Ins., 1 628 151 ; abst., 20,67 % ; suff. ex., 1 227 771.	Ins., 977 020 ; abst., 18,42 % ; suff. ex., 785 649.
LO : 2,16 % ; PC : 14,89 % ; 11 élus ; PS-MRG : 30,13 % ; 24 élus ; RPR : 21,78 % ; 17 élus ; UDF : 14,21 % ; 11 élus ; div. d. : 1,58 % ; FN : 11,84 % ; 9 élus ; Verts : 3,59 %.	PC : 17,02 % ; 8 élus ; PS-MRG : 33,87 % ; 15 élus ; RPR : 16,48 % ; 7 élus ; UDF : 10,32 % ; 4 élus ; div. d. : 9,40 % ; 4 élus ; div. d. : 1,71 % ; FN : 7,53 % ; 3 élus ; Verts : 3,85 %.

ler ses voisins. « Je n'ai jamais  
pensé qu'il serait ailleurs », dit  
M. Guy Langage, député (PS),  
ancien maire de Boulogne et ancien  
ministre de la mer. Cela n'a pas  
d'importance. Ce qui compte, ce  
n'est pas l'administration, mais les  
enseignements et, surtout, les en-  
seignants. « Même réaction de  
M. Jean-Jacques Barthe, le maire  
(PC) de Calais. « J'aurais mieux  
aimé que le siège soit à Calais, mais  
cela n'a pas beaucoup d'importance »,  
déclare-t-il. Je suis assez content  
d'avoir le rôle scientifique et techni-  
que. » Les dirigeants de la fédéra-  
tion socialiste ne l'entendent pas de  
cette oreille. M. Percheron : « On  
nous a volé une université. Cherchez  
le coupable. » M. Jacques Mellick,  
secrétaire d'Etat à la défense, maire  
de Béthune : « Michel a fait une  
erreur. » M. Jean-Pierre Kuchelida,  
député, maire de Liévin : « C'est un  
accroc sérieux. » L'opposition aurait  
tort de se priver. « Ce sera un des  
axes de la campagne », prévient  
Philippe Vasseur, député  
(UDF-PR).

Comme l'observe M. Mellick, il  
faut que M. Delebarre « soit élu  
dans le Nord ». Non pas élu conseil-  
ler régional - cela va sans dire, -  
mais élu président, consacré pour  
cette fonction par une victoire  
indiscutable. Ce ne sera pas facile.  
La perte de crédit de la gauche,  
nationalement, se répercute dans  
cette région, où elle est depuis long-  
temps chez elle. Ici aussi, le pou-  
voir use, et s'use. Le ministre de la  
ville ne peut pas être tenu pour res-  
ponsable du fonctionnement du  
conseil régional, réputé défectueux  
et dispendieux, mais il ne peut pas  
non plus jouer ouvertement la carte

leur moyenne nationale, ne taris-  
sent pas de critiques sur la gestion  
de la région, à laquelle ils refusent  
de s'associer. « Nous voulons une  
politique de gauche, pas une ma-  
jorité de gauche », souligne M. Alain  
Boquet, député du Nord et pre-  
mier secrétaire de la fédération  
communiste, en s'étonnant que  
« M. Delebarre ne parte pas du PCF ». « Nous ne nous considérons pas  
comme une force d'appoint ! », rap-  
pelle-t-il.

Les ambiguïtés  
de M. Borloo

Pourtant, aucune formation poli-  
tique ne pouvant espérer obtenir la  
majorité absolue des sièges, le pro-  
blème se posera en termes de ma-  
jorités relatives et de... forces d'ap-  
point. A l'exception du Front  
national, dont le secrétaire général,  
M. Carl Lang, a décidé de prendre  
la tête du combat régional, per-  
sonne n'est exclu des supputations  
des uns et des autres. L'interroga-  
tion principale porte sur l'orien-  
tation de M. Jean-Marie Borloo, le  
maire de Valenciennes, élu au Par-  
lement européen sur la liste de  
M<sup>me</sup> Simone Veil, en 1989, et qui a  
annoncé la présentation d'une liste  
dans chaque département. Très  
sévère pour les socialistes, dont il  
veut combattre la « machine », le  
conseil juridique de M. Bernard  
Tapie se présente en challenger de  
M. Delebarre pour la présidence et  
soul capable - dans une région où le  
pouvoir économique n'a jamais  
trouvé de véritable relais politique

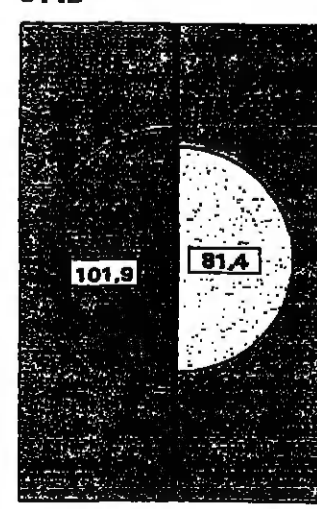
La querelle  
des « zones d'entreprises »

A la crise de la construction  
navale avait amené le gou-  
vernement de M. Jacques Chi-  
rac à demander et à obtenir de  
la Commission européenne, en  
1987, la création de trois  
« zones d'entreprises », détaxées,  
dont une à Dunkerque, où l'installation de Coca-Cola et  
de Pechiney a montré les  
mérites de la formule. Les élus  
du bassin minier du Pas-de-Calais,  
le maire de Valenciennes et  
les élus de la Sambre souhaitent  
obtenir le même avantage.  
Chargé du dossier en tant que  
ministre de l'aménagement du  
territoire, M. Delebarre s'est  
heurté, à Bruxelles, comme il  
était prévisible, à l'opposition  
du commissaire chargé de la

concurrence, Sir Leon Brittan.  
M. Delebarre espère parvenir,  
à défaut d'une franchise fiscale  
comparable, à des statuts avanta-  
geux pour ces bassins d'emp-  
lois frappés par le chômage.  
Mais l'affaire a pris une dimen-  
sion politique. Pour les socia-  
listes du Pas-de-Calais, c'est,  
comme le dit M. Jean-Pierre  
Kuchelida, le maire de Liévin, un  
« élément très important » du  
« contrat » qu'ils veulent discuter  
avec M. Delebarre avant de lui  
apporter leurs voix pour la pré-  
sidence. Quant au maire de  
Valenciennes, M. Jean-Louis  
Borloo, il en fait un test de la  
sincérité du candidat du PS lors-  
qu'il préconise un dévelop-  
pement régional équilibré.

## TENDANCES

• PIB



(Source : INSEE.)

• Budgets régionaux



(Source : ministère de l'Intérieur.)

مكتبات الأصل



# UN TOUR DE FRANCE DES REGIONS

## la transmutation

Il faut oublier sans perdre le fil ; se souvenir qu'on fut une région industrielle pour devenir une région industrielle ; sortir de la période de conversion, dit M. Delebarre, période qui suppose l'omniprésente assistance de la puissance publique, et entrer dans celle de la création, où elle agit sur les infrastructures afin de procurer les conditions d'un développement qui dépend de chacun. Le « désenclavement » a progressé à grands pas. Avec 452 kilomètres d'autoroutes, un réseau ferroviaire dense, le canal à grand gabarit Lille-Valenciennes, la région n'était pas mal dotée. Vont s'y ajouter de nouvelles autoroutes - la rocade littorale, le doublage de l'A1, la liaison Boulogne-Paris - et, surtout, le TGV, qui, raccourci au tunnel sous la Manche et muni d'une vaste interconnexion à Lille, doit installer davantage encore le Nord sur la « dorsale européenne », comme dit M. Daniel Fercheron, vice-président (PS) du conseil régional, chargé des transports.

### L'Europe des villes

Le commerce, les transports, c'est une vieille tradition des Flandres, qui se prennent à rêver d'un éternel retour, ici, de la vieille Europe des villes, des échanges et des foires, laborieuses, marchandes, bigarrées et opulentes, ouverte sur le monde, aimant son confort, et artiste. La région a bien commencé à se rendre aimable et à s'aimer sans plus de honte d'avoir eu les mains dans le cambouis, la figure noire et la tête dans un ciel enfumé. Elle a appris que sa richesse principale, avant même sa situation géographique, est sa population, venue d'un peu partout à la troisième ou quatrième génération, sans noble et antique patrimoine, mais consciente d'appartenir à un même univers, qui mérite d'être respecté. Certes, avec un chômage qui l'affecte à 12,5 % globalement et jusqu'à 20 % localement, elle est loin d'être sûre d'elle et de son pays. Certains partent, le plus souvent parmi les meilleurs, qui ont poussé leurs études et vont chercher fortune ailleurs. C'est, pourtant, un arrachement dans une région où les attaches familiales sont fortes, les liens sociaux et culturels solides. « Ici, ceux qui deviennent fonctionnaires et sont nommés ailleurs n'ont de cesse de revenir », dit M. André Delelis, sénateur (PS), maire de Lens. Même dans le bassin minier ! On finira par savoir que l'image d'un alignement d'usines et de coronas dépourvus d'âme est sommaire, vision d'un capitale qui a longtemps considéré la région comme une arrière-cour où l'on relègue ce qu'on ne veut pas voir devant chez soi.

### Deuxième activité : le tourisme !

Combien de temps faudra-t-il, cependant, pour que le Nord cesse d'être le « Nord » ? Pour qu'une équipe de télévision, lorsqu'on lui demande des images d'un quartier dégradé, en proie au chômage et à la délinquance, ne prenne pas aussitôt l'autoroute, direction Roubaix ? Pour que les Parisiens ne soient plus avec l'air de qui n'est

pas dupe devant le paradoxe d'affiches publicitaires vantant le Nord en montrant le littoral ensoleillé du Boulonnais ? Pour que les noms d'Arras, Douai ou Cambrai évoquent une architecture élégante et des rues animées plutôt que des cheminées d'usine ? Pour qu'on ne s'étonne plus d'apprendre que, malgré tout, si la première activité économique de cette région est aujourd'hui l'agro-alimentaire, la deuxième est... le tourisme ?

Ici comme ailleurs (voir l'article d'Alain Rollat sur Midi-Pyrénées dans le Monde daté 5-6 janvier), l'intimité de la région et son blason servent de prétexte à l'expression de ses doutes. « Nord-Pas-de-Calais » sonne comme une rubrique administrative. Si ce n'est rien d'autre que le Nord plus le Pas-de-Calais, à quoi bon ? Si c'est davantage, alors quoi ? L'aire naturelle de la vie économique n'inclut-elle pas la Somme et l'Aisne, tandis que le troisième département de Picardie, l'Oise, est attiré, à l'évidence, sur une orbite parisienne ? Le symbole officiel, formé d'un beffroi et d'un cœur sur fond jaune, irrite M. Luc Doublet, président du club de chefs d'entreprise Gagnants. « Qu'on nous mette donc du rouge, couleur de la passion et de l'action ! », propose-t-il. Et un slogan : « Le Nord, c'est géant », parce que des géants, chaque ville ici a les siens, et que tout le monde a entendu parler des Géants du Nord.

Le Nord, c'est « géant », d'abord, parce que ses habitants sont connus pour être travailleurs. « La productivité, ici, est supérieure de 10 % à ce qu'elle est dans le Midi », clame M. Alain Chère, secrétaire général de la chambre de commerce d'Arras. Le maire de Valenciennes, M. Jean-Louis Borloo, assure que s'installent dans sa ville des industriels « allemands, hollandais, belges, utilisant des savoir-faire assez classiques, mais attirés par des standards de productivité supérieurs aux leurs ». Mais cela ne suffit plus. Le temps du travail simple, pour lequel l'essentiel était d'avoir des bras et de l'endurance, est révolu. Il coûte cher, aujourd'hui, en retard de formation. Une culture de l'étude doit prendre la place de celle du travail manuel.

### L'exemple d'Arras

Les investissements publics ne manquent pas : alors que le premier lycée avait été ouvert à Lens en 1953, la ville compte aujourd'hui deux instituts universitaires de technologie et un premier cycle de sciences, avant d'accueillir sa part de l'université multipolaire Arras-Lens-Douai-Béthune. Une autre université du même type se met en place à Dunkerque, Calais et Boulogne. Valenciennes a la sienne.

Quatre-vingt-six mille étudiants fréquentent les cinq universités et les vingt-trois grandes écoles de la région, et s'il est vrai que les neuf dixièmes d'entre eux sont encore à Lille, cette proportion est appelée à diminuer. La formation professionnelle est l'objet d'efforts importants, qui vont jusqu'à proposer aux entreprises de présélectionner un personnel dont les organismes publics assurent la préparation à son futur emploi.

Décider les investisseurs - dans cette région où pourtant, observe

M. Philippe Vasseur, député (UDF-PR) du Pas-de-Calais, le rendement de l'impôt de solidarité sur la fortune est un des plus élevés de France - n'est pas une tâche facile. L'exemple d'Arras, qui s'enorgueillit de quatre-vingt implantations et de deux mille emplois créés depuis 1989, est significatif. La chambre de commerce, animée par M. Charles Gheerbrant, un minotier confiant dans les ressources de sa ville, la municipalité, dirigée par M. Léon Fatous (PS), et le district coopèrent pour tirer tout le parti possible des qualités de la population, du cadre urbain, d'un environnement culturel soigné. Le comité de développement assure aux entreprises intéressées un accueil attentif. Les Arrageois viennent de couronner leurs efforts avec l'installation de l'usine européenne du glacier américain Haagen-Dazs.

### Le patriotisme des beffrois

La région gagnerait à suivre l'exemple d'Arras. A en croire M. Borloo, Nord-Pas-de-Calais développement, structure mise en place pour attirer les entreprises, n'est pas ce qu'on fait de plus efficace en la matière. « Si le dossier va chez eux, c'est plutôt un moins qu'un plus », affirme le maire de Valenciennes. M. Delebarre convient qu'il y a lieu d'« améliorer » et compte sur M. Pierre Eelsen, ancien président d'Air Inter, nommé à la tête de cet organisme, pour faire le nécessaire. M. André Diligent, sénateur (CDS), maire de Roubaix, gédaire des propos de M. Borloo. A ses yeux, ce que fait la région pour le développement local est « nul ». Il attend davantage de la Communauté urbaine de Lille - il s'y entend à merveille avec M. Mauroy - pour l'aider dans son entreprise de renouveau de sa ville, où il compte 25 % de chômeurs et trente mille allocataires du RMI, mais aussi une collection impressionnante d'entreprises qui comptent parmi les fleurons régionaux : Auchan, La Redoute, Fériel, Saint-Maclou, etc.

Certains disent que c'est la faiblesse du Nord : l'esprit de beffroi. M. Diligent et son voisin socialiste de Tourcoing, M. Jean-Pierre Balduyck, s'apprécient, mais rivalisent. Le maire de Roubaix voit d'un mauvais oeil « les industriels lillois qui veulent tirer la couverture à eux ». Le pôle économique, c'est Roubaix, martèle-t-il. Dans le Pas-de-Calais, M. Delelis, maire de Lens, et M. Jean-Pierre Kucheida, maire de Liévin, tous deux socialistes, se détestent cordialement. Cet état d'esprit ne touche pas seulement les politiques. « Impossible de faire dîner ensemble les présidents des chambres de commerce de Boulogne et de Calais », raconte M. Vasseur. Ce patriotisme communal peut aussi être une force. La manière dont M. Jacques Mellick, secrétaire d'Etat à la défense, maire de Béthune, est parvenu à faire « décoller » sa ville en témoigne. La médaille à son revers, qui est une intercommunalité réduite - Béthune la gagnante ignore sa voisine Bruy, victime de la disparition de la mine - mais la volonté de chacun de se tirer d'affaire, fût-ce pour son propre compte, crée

aussi un dynamisme, bien charpenté par l'implantation des élus, la puissance des associations, des solidarités locales fortes.

En définitive, les appréciations portées sur la grande ambition de M. Mauroy, qui est de faire de Lille une métropole européenne avec son agglomération de 1,1 million d'habitants, en s'appuyant sur le TGV et en développant Euralille, vaste centre d'affaires, sont révélatrices des ambiguïtés du Nord.

Les uns - surtout dans l'opposition, en ce début de période électorale - dénoncent une capitale présumptueuse, qui « tire tout à elle », et critiquent l'absence d'une véritable « stratégie de développement » (M. Vasseur) ou d'une « volonté d'aménagement » (M. Jacques Legendre, maire de Cambrai) de la région. Les autres se félicitent des progrès de la grande zone urbaine comprise dans le triangle Lille-Béthune-Arras, parce qu'ils pensent que l'avenir européen est aux « villes-régions ». Personne, au total, ne remet sérieusement en question le choix d'un grand pôle « lillois », et l'on cherche plutôt à en attirer les retombées.

C'est un pari. Il faut sans doute une certaine audace pour croire qu'entre les deux mastodontes que sont Bruxelles et Paris une troisième grande cité et sa région peuvent affirmer leur place. Cette ambition pour elle, cependant, un mérite essentiel, qui est de traduire le désir des gens du Nord de faire exister des villes, un monde, non plus fabriqués par la poussée anonyme des « forces productives », comme disait le marxisme du fer et du charbon, mais issus de leur propre projet.

PATRICK JARREAU

### COUP DE CŒUR

#### Textile et intégration

JEAN-PIERRE TORCK n'aime pas être mis en vedette. D'ailleurs, son aventure, ce n'est pas « son » aventure, mais celle d'une équipe de quatre personnes. Voici sept ans, ils ont voulu créer une entreprise, avec des relations nouvelles entre ses membres, une entreprise qui joue la carte de l'intégration dans son quartier, fût-il difficile et même estompé DSO. Une entreprise enfin, qui choisisse un secteur en crise et depuis trop longtemps frappé par le mal de la récession.

Cette aventure a une étiquette : « Camaieu ». Elle porte un nom, ou plutôt quatre noms, ceux des quatre fondateurs : Jean-Pierre Torck, le PDG - « pètequ'il en faut un », - Jean Dufouret, Dominique Debruyne et Eric Vandendriessche. Tout un état d'esprit. Ou plutôt, toute une gamme de valeurs.

Les quatre complices ont choisi de s'engager dans le textile quand cette activité connaissait des difficultés. Une décision volontaire et un objectif clairement annoncé : devenir un institutionnel sur le plan européen de la distribution dans le moyen de gamme. Ils ont élu domicile à Roubaix, certes « parce qu'il y avait des locaux disponibles », mais aussi parce que cette cité s'enfonçait dans le noir. Ils ont embauché des jeunes sans emploi, de culture française, ou de culture étrangère, en respectant la sociologie du quartier, à une époque où il était de bon ton de crier haro sur l'immigration, alors que Roubaix voyait à près de 20 % pour le Front National.

Les mêmes ont décidé de ne pas « aller se mettre au vert » quand la réussite de l'entreprise permettait d'envisager une nouvelle implantation. Ils ont opté pour la lisière d'un quartier dit à problèmes, celui des Hauts Champs, non loin, c'est vrai, de

la future école de police. « Comme cela, on ne sera pas seuls ». « Ce que nous pouvons dire, affirme Jean-Pierre Torck, c'est que miser sur l'accueil, le respect des autres, et non sur l'individualisme ou l'égoïsme, donne des résultats étonnants sur le plan des relations humaines, mais aussi sur le plan économique. »

Le vandalisme contre l'usine ou les voitures de ceux qui y travaillent n'existe pas. Un chiffre témoigne de la motivation du personnel : 97 % d'entre eux ont adhéré lors de l'ouverture de l'actionnariat. Quant aux résultats économiques, les chiffres à la non plus ne trompent pas : en sept ans, l'entreprise a créé cent cinquante magasins en France et en Belgique ; son chiffre d'affaires dépasse le milliard de francs en 1991 ; elle emploie quinze cents personnes et fait travailler deux mille deux cents salariés chez des fournisseurs.

Car l'entreprise joue aussi la carte du « circuit court », du flux tendu et qui est aussi celle du travail régional. L'heure n'est plus à l'importation. « Aujourd'hui, l'offre doit être variée. Les distributeurs, avec les fournisseurs, doivent mettre au point des techniques qui répondent au juste à temps, afin d'avoir la couleur et le modèle qu'il faut là où il faut. » La chance est à saisir, assure Jean-Pierre Torck, pour Roubaix et ses industries textiles en perte de vitesse : c'est la ville de France où est concentré le plus grand nombre de centrales d'achats de la distribution. « Si ce challenge est relevé, Roubaix deviendra ville européenne du textile et nous aurons alors la possibilité de donner du travail à chacun. »

JEAN-RENÉ LORE

## Conseil international Management et Technologie

PA Consulting Group, leader parmi les sociétés internationales de conseil en Management et Technologie, avec 1,8 milliard de francs de chiffre d'affaires et 1 830 consultants, opère dans le monde entier à partir de ses 80 bureaux implantés dans 20 pays.

Notre originalité consiste à offrir une gamme de services unique de par son étendue - allant de l'analyse stratégique à la recherche appliquée dans nos laboratoires - et à associer les diverses compétences de nos spécialistes au sein d'équipes pluridisciplinaires internationales.

Nous opérons dans les champs d'expertise suivants :

- Ressources humaines (recrutement, évaluation, gestion des RH).
- Conseil en communication.
- Formation au management.
- Management par la qualité totale.
- Systèmes d'information et de télécommunications.

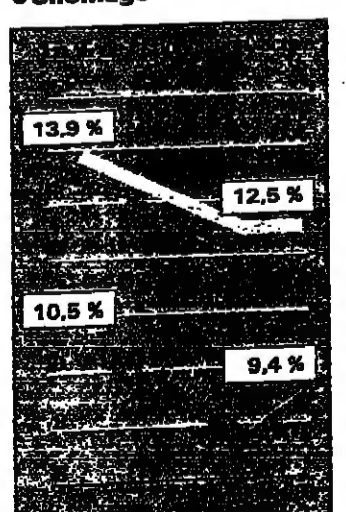
PA Consulting Group - 19, résidence Flandre - Avenue de Flandre - 59170 CROIX - Tél. 20.72.52.25.

**PA Consulting Group**  
Creating Business Advantage

**ANF INDUSTRIE**  
Place des Ateliers - 59154 Crespin  
Tél : 27 23 53 00 - Fax : 27 35 16 24

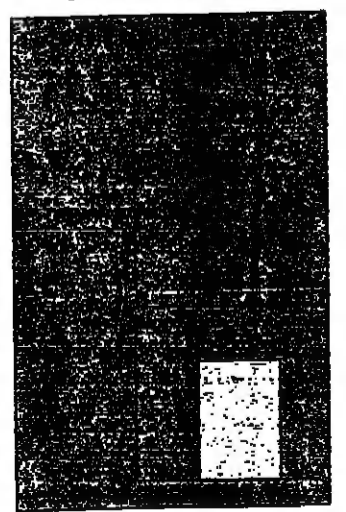
**CONCEPTEUR ET CONSTRUCTEUR DE MATERIEL FERROVIAIRE ROULANT DE TOUS TYPES**

### Chômage



(Source : INSEE.)

### Population étrangère



(Source : INSEE.)

### La semaine prochaine :

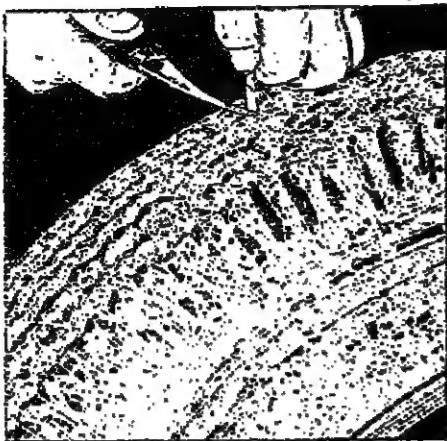
#### LA BASSE-NORMANDIE

Déjà publié : l'Alsace (le Monde daté 6-7 octobre), l'Aquitaine (le Monde daté 13-14 octobre), l'Auvergne (le Monde daté 20-21 octobre), la Bourgogne (le Monde daté 27-28 octobre), la Bretagne (le Monde daté 3-4 novembre), le Centre (le Monde daté 10-11 novembre), Champagne-Ardenne (le Monde daté 17-18 novembre), la Corse (le Monde daté 24-25 novembre), la Franche-Comté (le Monde daté 1-2 décembre), l'Île-de-France (le Monde daté 8-9 décembre), le Languedoc-Roussillon (le Monde daté 15 et 16 décembre), le Limousin (le Monde daté 22 et 23 décembre), la Lorraine (le Monde daté 29 et 30 décembre) et Midi-Pyrénées (le Monde daté 5 et 6 janvier).



## HEURES LOCALES

## Fin de siècle à Michelin-Ville



par Corine Lesnes

La ville se trouve au centre du pays réel. Le décor est intact, les gens sont abîmés, les trajectoires désordonnées. Les pierres sont noires, mais ce noir n'est pas sale. Les champignons poussent au début de l'automne sur le puy de Dôme enneigé. La ville est couverte de cités.

La ville porte le nom de l'entreprise. Elle s'appelle Michelin-Ville. Vercingétorix a une statue, sur la place principale. Et le Courage une rue, que les autorités ont entrepris de rénover.

Les cités sont disséminées entre les usines. Les murs sont hauts. Derrière les murs, il y a la chaîne. Et au loin celle des volcans éteints. Les jardins ouvriers sont envahis de remises à outil et de cages à lapins.

Il n'y a pas un café. Les maisons sont de type A, X ou T. Il y aurait vingt-six types répertoriés. Treize d'entre eux n'ont pas été localisés. Le constructeur avait le goût du secret (1). Les pièces sont séparées par un demi-étage. Le locataire est toujours obligé de se baisser.

Les gens souffrent, et aussi de l'indifférence. La reconstruction a frappé jusqu'au centre hospitalier. Ils se croisent, se voient dans le miroir et se fuient. L'ouvrier est cisaillé sur sa chaîne, l'ouvrière épuisée devant ses pneus de vélo. Avec ses indemnités de départ, une dame a ouvert un café. Il donne sur l'usine où son mari est mort d'un cancer de la bouche. Elle est debout, derrière le comptoir. Elle regarde fixement les murs.

— Il nous laisse tomber.

Les maisons ouvrières sont vendues ou détruites. Michelin licencie aussi son parc immobilier. Les fossyeurs sont venus enlever les tuiles à l'heure du petit déjeuner. Les tuiles ont été récupérées, les murs incendiés, le locataire abattu.

— Ils m'ont tombé.



UN matin, un retraité s'en est allé. A l'ombre de l'usine, le vieil homme marchait sur le chemin avec son bécot et sa remorque Michelin. Une remorque Michelin est une brouette datant de la guerre que l'on attache à un vélo. Par extension, l'ensemble de l'attelage est dit « remorque Michelin ».

A quatre-vingt-huit ans, le retraité démenageait. Il quittait sa cité du Pré-la-Reine. Un alignement de quatre rues, à l'ombre de l'ancienne coopérative. Mais il n'avait que des regrets.

— C'était plaisant comme tout.

Le Pré-la-Reine, Chanturgue, Fontcintrage : Michelin a toujours eu le génie des noms, des noms à se sentir châtellain. A la cité de la Plaine, la maîtrise habitait rue de la Bienveillance ou de la Charité. L'adresse des pauvres, c'était le Devoir ou la Foi. La Plaine est en cours de réhabilitation, cette cité-là sera sauvée.

Après cinquante-cinq ans de

domicile fixe, le retraité était chassé de chez lui. Il avait refusé d'être relégué dans un autre quartier que celui qui avait fait son siècle. Il allait chez sa fille. Déjà, ils n'étaient plus que trois au Pré-la-Reine, trois retardataires, qui protestaient à leur manière.

Les vieux ne survivent pas tous à ce déplacement. On les enterme. Les voisins soulignent la coïncidence et font la quête pour les fleurs.

— Ils ont pris une calotte, c'est sûr. Ils ont décidé tout de suite derrière.

A quatre-vingt-huit ans, le retraité avait ficelé les dernières toiles sur la remorque. Et il passait en revue sa carrière. Domestique de ferme à douze ans, le service militaire. Puis quarante-quatre ans de vie d'ouvrier chez Michelin. Et de poireaux tirés au cordeau dans le jardin.

— Il y avait une discipline formidable.

Les locataires avaient été priés de ne rien laisser derrière eux. On ne persuaderait pas le retraité de l'inutilité de se charger de trois toiles rouillées. Michelin l'a dit, l'ouvrier le fait.

Le retraité s'en est allé avec sa discipline et son bécot. Le vélo s'est éloigné, le bécot s'est estompé. Il a tourné le coin de la rue et il a disparu. Cette éternité-là, on ne la reverra plus.



L'ENTREPRISE occupe le cœur de la ville. Au cinquième plan social en douceur, les salariés s'enfuient à l'heure de la sortie comme si une bombe avait explosé sous leurs pieds.

Les ateliers sont rangés par ordre alphabétique. L'atelier Z est le plus noir. Il est interdit de se déplacer d'un atelier à l'autre sans autorisation ou motif.

L'entreprise s'est longtemps occupée de tout. De la maternité à la maison de retraite en passant par les placards, les aéroliers, et les punaises dans la cage d'escalier.

— On était couvés, enfin on le croyait.

Il est désormais inutile de déranger le service entretien pour une porte mal fermée. L'ouvrier a encore droit à un train de pneus d'essai, mais l'entreprise en reste propriétaire et chaque pneu doit rester à sa place.

— Maintenant, on verrait un mort, presque, on ne bougerait pas.

L'entreprise s'occupe encore des enterrements. Les frais d'obsèques sont déduits du capital de points. Les points sont acquis au mérite, au fil de la carrière. Chacun les siens, les malades en ont moins. Les élèves préférés le sont restés. On cache sa feuille de paie.

— Ils arrivent à nous mettre la culpabilité là où il n'y en a pas.

Les ouvriers sont des « agents », les employés des « collaborateurs ». Les RPA sont des « représentants du personnel agent » que personne n'a élus et que l'entreprise a affectés au sale boulot. Ils convoquent dans leur bureau les volontaires désignés pour le départ.

— C'est ça ou bien l'atelier Z.

Ils convoquent les vieux, les dépressifs, les quelques délégués syndicaux, il n'y en a même plus un par atelier, les gens les fuient. Ils convoquent les femmes qui prennent le mercredi après-midi. Elles qui ne pleurent jamais, après vingt-huit ans de présence, elles en chialent.

— Ils ont dit qu'on avait moins besoin d'argent que les autres.

L'entreprise ne fournit pas le manger aux ouvriers. Chacun apporte sa musette. Les plantes vertes ont disparu du réfectoire. Les petites tables ont remplacé le modèle familial.

— Ils ont dit qu'on serait moins serres.

L'entreprise n'a plus de visage. Les cadences augmentent, les horaires changent sans raison, les « arrosages » de fêtes sont interdits. Les gens s'évitent, s'épient et ne voient plus que déstabilisation, jungle et vautours.

— On a toujours la tête qui fouette dedans.

A la porte de l'usine, les taxis attendent le 29 octobre les premières victimes des licenciements secs (2). Le salarié est dans le bureau, le compteur tourne déjà.

— Le respect de l'ouvrier n'existe vraiment plus.

L'entreprise n'est plus une « maison ». Michelin n'est plus un bonhomme ni même un père austère.

— C'est un cerveau interne, Michelin, il ne se détraque jamais.

La compagnie crée des emplois en Amérique, en supprime en Auvergne (3). Le paternalisme n'a jamais laissé derrière lui que le sous-développement. A Michelin-Ville, il laisse des retardataires, il laisse des rancuniers.

SSIS dans la cuisine, l'ouvrier préfère rester anonyme. Il dit qu'il sera licencié dans le mois qui suit si Michelin parvient à l'identifier. L'enfant mange des pâtes. Il ne connaît de Michelin que le rugby, catégorie minimes et poussins, mais il s'est déjà forgé un avis.

— Il faudrait être dans un métier autrement que Michelin.

Les autorités ont lancé un avis de recherche. La municipalité a toujours eu un penchant démisionnaire, et cela ne date pas d'hier. Dans les années 20, il y avait pénurie de logements. Michelin construisait trois mille maisons, la municipalité, trois cent cinquante. C'est aussi Michelin qui, de fait, a marié Clermont le riche et Montferand le fort. Trois siècles après leur fusion officielle mais bien avant l'invention de l'intercommunalité.

L'ouvrier est né il y a quarante ans à la clinique Michelin. Il est revenu de l'école Michelin avec des « punes », des belles. Ses frères, ses sœurs et beau-frère sont chez Michelin. Elle est là, assise en face de lui.



— Quand je vois les cages à poules à 2 600 francs, je l'aurais donnée pour rien au monde, ma cité.

Le père a tout juste eu le temps de recevoir sa médaille de bronze avant de mourir. L'ouvrier a hérité du bail. La maison a été démolie en 1983.

— C'était tout à moi, je sais bien que c'est pas vrai.

Avant de déménager, l'ouvrier a abattu le grand cerisier et le saule pleureur. Les photos montrent la maison en flammes et les arbres au tronc cisaillé.

— Rien, je ne leur aurai rien laissé.

La lettre est datée du 9 avril 1991 et signée de François Michelin. Les héros ne seront pas morts en vain. « Que ceux qui, hélas, nous quittent, soient assurés de la reconnaissance de la maison et comptent sur son aide. Je leur dis par avance : soyez fiers du travail accompli. Gardez confiance en vous-mêmes ».

Sept mois après, la lettre est toujours dans le tiroir du buffet.

— On ne peut même pas appeler cela de la rancune.

Assis dans la cuisine, l'ouvrier dit qu'il n'y a plus rien à attendre de personne et que dans dix ans il ne restera plus que des bureaux à Clermont-Ferrand. Et pourtant il attend.

— On attend, quoi, on attend de vieillir, et on vieillit.

L'ouvrier dit qu'il est trop tard pour faire marche arrière. Après vingt-deux ans de métier, il gagne 6 200 francs par mois. Il n'est plus qu'immobilisé.

— On m'a scié les jambes.



LES pauvres s'occupent des pauvres. C'est décidé. On ferait une organisation des pauvres. On l'installerait à côté de Michelin-Ville. Clermont-Ferrand serait la capitale de l'Auvergne et de l'audace en même temps.

On appliquerait la loi de 1901. Il y aurait des ateliers. Au début, tous ne seraient pas chauffés. Il faudrait se remuer. Ce ne serait pas une association de charité.

Les chômeurs qui possèdent des blouses de travail seraient contremaîtres. Les autres bricole- raient des meubles, des télé. Ils répareraient les tiroirs cassés, feraient le repassage, les photocopies, les petits transports, les retouches, tout ce qui se bricole à moindre frais.

La formation serait intégrée, la pédagogie adaptée. On déguiserait les leçons de code du permis de conduire en cours de lecture. On montrerait ce qu'il faut faire plutôt que d'en parler — les mots ont perdu le sens commun.

— Les jeunes, on les envoie chercher une pince, ils rapportent un marteau.

La précarité qui ne peut pas rester sans rien faire s'occuperait de la précarité qui ne sait pas comment faire. Ceux qui ont connu des horaires de travail les recommanderaient aux autres. On n'imposerait tout de même pas l'alcool.

Yves Fromage serait l'ordonnateur des travaux. Yves Fromage, on l'a récupéré dans un magasin de pêche, chasse, cycle et bricolage. Une « création du désespoir », comme dit le président de la chambre de commerce. Il avait dû vendre sa maison et il a encore 140 000 francs de dettes.

— Je le savais, et je l'ai quand même fait.

Yves Fromage avait quitté Michelin au troisième plan social. Il a remis sa blouse bleue de délégué CGT. Tout va mieux. Il enseigne des rudiments de méthodologie et fait la liaison entre les ateliers. Son contrat de retour à l'emploi (CRE) était valable neuf mois.

— Et voilà, dans deux mois, de nouveau la galère.

Claude Romand dirigerait le repassage, un atelier de dix-huit femmes qui travaillent bien. Claudie a été attachée commerciale. Le client serait bien reçu. Son dernier employeur l'avait prise à l'essai à condition que l'ASSEDIC l'ignore et continue de la payer. Un faux employeur, sans doute.

Alain serait menuisier en chef. C'est le seul qui est du métier, malgré une main diminuée. Alain allait voir sa vieille mère hospitalisée en Haute-Loire. L'alcoolisme l'a cueilli sur le bord de la route. Il n'a plus ni permis de conduire ni

menuiserie. A ce rythme exponentiel, les catastrophes, heureusement, n'arrivent qu'aux mal partis.

A la reprographie, il y aurait Josiane, qui a été licenciée quand l'imprimerie de la CGT a fermé. Et Michèle, qui a déjà vingt-neuf ans, mais pas de métier ni d'enfant. Son père aussi était dans la photocopie. Il a été licencié après un accident de travail.

— Je m'en sors à l'aise pour le moment.

Michèle avait trouvé un autre contrat emploi-solidarité (CES) pour l'après-midi. Mais additionner deux CES à 2 000 francs par mois est réprimé par la loi. On demande des battants, pas des cumulards.

— Je n'en veux à personne, c'est à moi de me débrouiller.

Danielle serait la secrétaire. Son mari est en prison, elle a connu l'engrenage des coups, puis celui des sursis sans débouchés. Laure, le grand à la bouche d'oreille, serait livreur. Hardy, quoi qu'on en pense, ne s'intéresse pas qu'à rien.

— Je préfère travailler dans l'humanitaire plutôt que de m'emmerder dans une cuisine.

Pour installer les radiateurs, récupérés dans les cités Michelin, on prendrait le clochard qui revient d'un congé sabbatique. Dix ans, il faudrait être patient. Et pour repêcher les quatre maisons sauvées de la destruction à la cité du Pré-la-Reine, on embaucherait Christian, le boulanger de trente ans. Christian est allergique à la farine. Il avait pourtant eu le CAP.

— Sauve la théorie.

A l'hôpital, Christian a renoncé à toute éternité. Il s'est fait condonner. Les banques ne s'y sont pas risquées. On l'a récupéré devant un colis alimentaire.

— C'est la santé qui n'a pas suivi.

Et à la tête de cette PME de soixante-quatre emplois, des contrats emploi-solidarité, quatre heures par jour, pas plus, et deux ans maximum, il y aurait une femme, Nicole Rouvet, qui créerait des activités en fonction des compétences que la précarité lui envoie.

— Tout le monde ne peut pas être un battant.

Ancienne chômeuse, ancienne déléguée CGT de Ducloux Issoire, Nicole Rouvet est devenue chef d'entreprise tout réflexe idéologique consommé.

— Je conteste absolument ce que je fais.

Nicole Rouvet serait la directrice du Secours populaire. Et elle serait en train de se demander avec effroi si tout cela ne revient pas à créer une société parallèle où les pauvres seraient en train de s'organiser.

— Et pourquoi demain je ne créerais pas une banque de pauvres ou une école de pauvres ?

Les pauvres s'occupent des pauvres. C'est décidé. Demain, on ferait une banque de pauvres. On l'installerait à Michelin-Ville, en pays auvergnat. Une banque de pauvres, comme il y en a dans les pays sous-développés.

Clermont-Ferrand de notre envoyé spécial

(1) A la fin des années 70, Michelin possédait, directement ou par l'intermédiaire de sociétés filiales, plus de 8 000 logements.

Source : Michelin-Ville, le logement ouvrier à l'entreprise Michelin, par Christian Lamy et Jean-Pierre Forsaro. Editions Proust et Culture Auvergne.

(2) Le dernier plan social, le cinquantième depuis 1983, prévoyait 4 900 suppressions d'emploi en France d'ici à 1992 dont 2 432 à Clermont-Ferrand parmi lesquelles 189 licenciements « secs ». En dix ans, près de la moitié des effectifs (30 000 personnes) auront été perdus sur Clermont-Ferrand.

(3) Michelin, premier fabricant mondial de pneumatiques, emploie 120 000 personnes dans 80 pays, dont les Etats-Unis, le Canada et le Brésil.

Illustrations imaginées par Romain Stocambe

## L'autoroute Grenoble-Sisteron : une mise au point du maire de Gap

Le futur axe autoroutier Grenoble-Sisteron doit passer par Gap, préfecture des Hautes-Alpes, ainsi que l'a annoncé récemment M. Paul Quilès, ministre des transports (le Monde daté 5 et 6 janvier). Une décision qui, contrairement à ce que nous avons écrit, convient parfaitement à M. Pierre Bernard-Reymond, maire (CDS) de la ville. Celui-ci estime que ce choix « correspond à la solution la

plus intelligente, non seulement du point de vue de l'aménagement du territoire européen, national et local, mais aussi sur un plan financier. En effet, si le tracé retenu coûte 900 millions de plus, dont 300 seront pris en compte par la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, il permet de réaliser du même coup 54 kilomètres supplémentaires d'autoroute dans la vallée de la Durance, en direction de Turin ».

محكمة الأصل















## AGENDA

## THÉÂTRE

**AKTÉON-THÉÂTRE** (43-38-74-82).  
Gaz pas : 19 h. Jérusalem  
photo : 11 h 30. Comment vous le dire :  
22 h.

**SIMONE-BERRIAU** (42-08-77-71). Putz : 17 h 30 et 20 h 45.  
dim. 15 h.

**ARCANÉ** (43-38-18-70). L'Arbre :  
20 h 30.

**ATALANTE** (45-06-11-80).  
20 h 30, dim. 17 h.

**ATELIER** (46-06-49-24).  
L'Antichambre : 11 h, 15 h.

**ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET** (47-42-87-27). C. Béard. Mademoiselle :  
20 h 30.

**BATEAU-THÉÂTRE (FACE 3)**.  
MALAQUAIS (40-61-84-53).  
de style : 19 h, dim. 15 h 30.

**La Prose du Transsibérien et de la petite  
Franz** : 20 h 30, dim. 17 h.

**BERRY** (43-57-51-55). Gylt :  
20 h 30.

**BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE  
FRANCE (AUDIT. COLBERT)**.  
L'Autre : 11 h, 15 h, 19 h.

**BOUFFONS-THÉÂTRE DU XIXE** (42-35-35-53). L'été des comédiens : Envoies  
d'un philosophe avec la musique de  
+++ : 20 h 30.

**CAFÉ DE LA LANTERNE** (42-76-82-51). Thé  
à la menthe ou l'esprit : 17 h et 20 h.

**LES COULEURS DU MONTE** : 17 h et 20 h.  
Festival d'expression artistique : 20 h.

**CARTOUCHE ÉPÉE DE SÈZE** (49-09-39-74). La vie au village :  
20 h 30, dim. 18 h.

**CARTOUCHE ÉPÉE DE SÈZE** (49-09-39-74). La vie au village :  
20 h 30, dim. 18 h.

**CARTOUCHE ÉPÉE DE SÈZE** (49-09-39-74). La vie au village :  
20 h 30, dim. 18 h.

**CARTOUCHE ÉPÉE DE SÈZE** (49-09-39-74). La vie au village :  
20 h 30, dim. 18 h.

**CARTOUCHE ÉPÉE DE SÈZE** (49-09-39-74). La vie au village :  
20 h 30, dim. 18 h.

**CARTOUCHE ÉPÉE DE SÈZE** (49-09-39-74). La vie au village :  
20 h 30, dim. 18 h.

**CARTOUCHE ÉPÉE DE SÈZE** (49-09-39-74). La vie au village :  
20 h 30, dim. 18 h.

**CARTOUCHE ÉPÉE DE SÈZE** (49-09-39-74). La vie au village :  
20 h 30, dim. 18 h.

**CARTOUCHE ÉPÉE DE SÈZE** (49-09-39-74). La vie au village :  
20 h 30, dim. 18 h.

**CARTOUCHE ÉPÉE DE SÈZE** (49-09-39-74). La vie au village :  
20 h 30, dim. 18 h.

**CARTOUCHE ÉPÉE DE SÈZE** (49-09-39-74). La vie au village :  
20 h 30, dim. 18 h.

**CARTOUCHE ÉPÉE DE SÈZE** (49-09-39-74). La vie au village :  
20 h 30, dim. 18 h.

**CARTOUCHE ÉPÉE DE SÈZE** (49-09-39-74). La vie au village :  
20 h 30, dim. 18 h.

**CARTOUCHE ÉPÉE DE SÈZE** (49-09-39-74). La vie au village :  
20 h 30, dim. 18 h.

**CARTOUCHE ÉPÉE DE SÈZE** (49-09-39-74). La vie au village :  
20 h 30, dim. 18 h.

**CARTOUCHE ÉPÉE DE SÈZE** (49-09-39-74). La vie au village :  
20 h 30, dim. 18 h.

**CARTOUCHE ÉPÉE DE SÈZE** (49-09-39-74). La vie au village :  
20 h 30, dim. 18 h.

**CARTOUCHE ÉPÉE DE SÈZE** (49-09-39-74). La vie au village :  
20 h 30, dim. 18 h.

**CARTOUCHE ÉPÉE DE SÈZE** (49-09-39-74). La vie au village :  
20 h 30, dim. 18 h.

**CARTOUCHE ÉPÉE DE SÈZE** (49-09-39-74). La vie au village :  
20 h 30, dim. 18 h.

**CARTOUCHE ÉPÉE DE SÈZE** (49-09-39-74). La vie au village :  
20 h 30, dim. 18 h.

**CARTOUCHE ÉPÉE DE SÈZE** (49-09-39-74). La vie au village :  
20 h 30, dim. 18 h.

**CARTOUCHE ÉPÉE DE SÈZE** (49-09-39-74). La vie au village :  
20 h 30, dim. 18 h.

**CARTOUCHE ÉPÉE DE SÈZE** (49-09-39-74). La vie au village :  
20 h 30, dim. 18 h.

**CARTOUCHE ÉPÉE DE SÈZE** (49-09-39-74). La vie au village :  
20 h 30, dim. 18 h.

**CARTOUCHE ÉPÉE DE SÈZE** (49-09-39-74). La vie au village :  
20 h 30, dim. 18 h.

**CARTOUCHE ÉPÉE DE SÈZE** (49-09-39-74). La vie au village :  
20 h 30, dim. 18 h.

**CARTOUCHE ÉPÉE DE SÈZE** (49-09-39-74). La vie au village :  
20 h 30, dim. 18 h.

**CARTOUCHE ÉPÉE DE SÈZE** (49-09-39-74). La vie au village :  
20 h 30, dim. 18 h.

**GUICHET MONTMARNASSE** (43-27-88-61). La Plus Part et Part : 19 h.  
Mimi Barthélemy : 11 h 30.

**GYMNASIE MARIE-BELL** (42-46-79-79). Lagar : 20 h 30.

**LE FUNAMBULE THÉÂTRE-RESTAU-  
RANT** (42-23-88-83). L'Apocalypse,  
mission pauvre : 20 h 30, dim. 17 h.

**LE PROLOGUE** (45-75-33-15).  
20 h 30.

**LUCERNAIRE FORUM** (44-54-57-34).  
Théâtre noir. Le Prince : 11 h 30.

**La Nuit et le Moment** : 20 h. Nous, Théo  
rouge : 11 h 30.

**MARIE STUART** (45-08-17-80).  
Savage : 20 h 30. One : 11 h 30.

**MATHURUS** (42-85-80-00). Cellule :  
11 h 30.

**MATHURUS (PETIT)** (42-85-80-00).  
Charlus : 18 h 30.

**MÉTAMORPHOSIS (THÉÂTRE  
SALON D'ENCHANTEMENTS)** (42-61-33-70). Marchand : 21 h.

**MICHEL** (42-65-02). Michel Chérie :  
17 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h 30.

**MICHEL** (42-65-02). Michel Chérie :  
17 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h 30.

**MICHEL** (42-65-02). Michel Chérie :  
17 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h 30.

**MICHEL** (42-65-02). Michel Chérie :  
17 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h 30.

**MICHEL** (42-65-02). Michel Chérie :  
17 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h 30.

**MICHEL** (42-65-02). Michel Chérie :  
17 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h 30.

**MICHEL** (42-65-02). Michel Chérie :  
17 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h 30.

**MICHEL** (42-65-02). Michel Chérie :  
17 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h 30.

**MICHEL** (42-65-02). Michel Chérie :  
17 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h 30.

**MICHEL** (42-65-02). Michel Chérie :  
17 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h 30.

**MICHEL** (42-65-02). Michel Chérie :  
17 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h 30.

**MICHEL** (42-65-02). Michel Chérie :  
17 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h 30.

**MICHEL** (42-65-02). Michel Chérie :  
17 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h 30.

**MICHEL** (42-65-02). Michel Chérie :  
17 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h 30.

**MICHEL** (42-65-02). Michel Chérie :  
17 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h 30.

**MICHEL** (42-65-02). Michel Chérie :  
17 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h 30.

**MICHEL** (42-65-02). Michel Chérie :  
17 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h 30.

**MICHEL** (42-65-02). Michel Chérie :  
17 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h 30.

**MICHEL** (42-65-02). Michel Chérie :  
17 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h 30.

**MICHEL** (42-65-02). Michel Chérie :  
17 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h 30.

**MICHEL** (42-65-02). Michel Chérie :  
17 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h 30.

**MICHEL** (42-65-02). Michel Chérie :  
17 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h 30.

**MICHEL** (42-65-02). Michel Chérie :  
17 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h 30.

**MICHEL** (42-65-02). Michel Chérie :  
17 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h 30.

**MICHEL** (42-65-02). Michel Chérie :  
17 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h 30.

**MICHEL** (42-65-02). Michel Chérie :  
17 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h 30.

**MICHEL** (42-65-02). Michel Chérie :  
17 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h 30.

**MICHEL** (42-65-02). Michel Chérie :  
17 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h 30.

**MICHEL** (42-65-02). Michel Chérie :  
17 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h 30.

**MICHEL** (42-65-02). Michel Chérie :  
17 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h 30.

**MICHEL** (42-65-02). Michel Chérie :  
17 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h 30.

**MICHEL** (42-65-02). Michel Chérie :  
17 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h 30.

**MICHEL** (42-65-02). Michel Chérie :  
17 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h 30.

**THÉÂTRE DU SPHINX**.  
L'Autre : 11 h 30.

**TOURTOUR** (48-87-82-48). 21. San-  
ti et un... : 19 h, dim. 15 h.

**BOBIGNY (MAISON DE LA CULTURE)**  
(48-31-11-45). Le Souverain Fou : 21 h.

**BOULOGNE-BILLANCOURT (THÉÂ-  
TRE)** (46-03-60-44). Apporte-moi  
l'hum : 20 h 30, dim. 15 h.

**CHOISY-LE-ROI (THÉÂTRE PAUL-  
ELIARD)** (48-80-89-79). La  
Casanova : 20 h 30, dim. 15 h.

**CHÉTEL (MAISON DES ARTS)** (49-  
17-17-17). La Casanova : 20 h 30, dim. 15 h.

**ELANCOURT (LE POLLEN)** (46-74-  
84-94). UGC Triomphe : 14 (45-74-  
84-94) ; UGC Lyon Bastille : 12 (45-74-  
84-94) ; UGC Gobelins : 13 (45-74-84-94) ;

**ERMONT (THÉÂTRE PIERRE-FRE-  
SNAV)** (34-15-09-48). Dim. Les  
nigres : 18 h.

**FONTENAY-LE-FLEURY (THÉÂTRE)**  
(34-60-20-55). Chevalier-Lespalais :  
21 h.

**GENNEVILLIERS (THÉÂTRE)** (47-83-  
26-30). Mouton : 20 h 30, dim. 17 h.

**GENNEVILLIERS (THÉÂTRE)** (47-83-  
26-30). Mouton : 20 h 30, dim. 17 h.

**GENNEVILLIERS (THÉÂTRE)** (47-83-  
26-30). Mouton : 20 h 30, dim. 17 h.

**GENNEVILLIERS (THÉÂTRE)** (47-83-  
26-30). Mouton : 20 h 30, dim. 17 h.

**GENNEVILLIERS (THÉÂTRE)** (47-83-  
26-30). Mouton : 20 h 30, dim. 17 h.

**GENNEVILLIERS (THÉÂTRE)** (47-83-  
26-30). Mouton : 20 h 30, dim. 17 h.

**GENNEVILLIERS (THÉÂTRE)** (47-83-  
26-30). Mouton : 20 h 30, dim. 17 h.

**GENNEVILLIERS (THÉÂTRE)** (47-83-  
26-30). Mouton : 20 h 30, dim. 17 h.

**GENNEVILLIERS (THÉÂTRE)** (47-83-  
26-30). Mouton : 20 h 30, dim. 17 h.

**GENNEVILLIERS (THÉÂTRE)** (47-83-  
26-30). Mouton : 20 h 30, dim. 17 h.

**GENNEVILLIERS (THÉÂTRE)** (47-83-  
26-30). Mouton : 20 h 30, dim. 17 h.

**GENNEVILLIERS (THÉÂTRE)** (47-83-  
26-30). Mouton : 20 h 30, dim. 17 h.

**GENNEVILLIERS (THÉÂTRE)** (47-83-  
26-30). Mouton : 20 h 30, dim. 17 h.

**GENNEVILLIERS (THÉÂTRE)** (47-83-  
26-30). Mouton : 20 h 30, dim. 17 h.

**GENNEVILLIERS (THÉÂTRE)** (47-83-  
26-30). Mouton : 20 h 30, dim. 17 h.

**GENNEVILLIERS (THÉÂTRE)** (47-83-  
26-30). Mouton : 20 h 30, dim. 17 h.

**GENNEVILLIERS (THÉÂTRE)** (47-83-  
26-30). Mouton : 20 h 30, dim. 17 h.

**GENNEVILLIERS (THÉÂTRE)** (47-83-  
26-30). Mouton : 20 h 30, dim. 17 h.

**GENNEVILLIERS (THÉÂTRE)** (47-83-  
26-30). Mouton : 20 h 30, dim. 17 h.

**GENNEVILLIERS (THÉÂTRE)** (47-83-  
26-30). Mouton : 20 h 30, dim. 17 h.

**GENNEVILLIERS (THÉÂTRE)** (47-83-  
26-30). Mouton : 20 h 30, dim. 17 h.

**GENNEVILLIERS (THÉÂTRE)** (47-83-  
26-30). Mouton : 20 h 30, dim. 17 h.

**GENNEVILLIERS (THÉÂTRE)** (47-83-  
26-30). Mouton : 20 h 30, dim. 17 h.

**GENNEVILLIERS (THÉÂTRE)** (47-83-  
26-30). Mouton : 20 h 30, dim. 17 h.

**GENNEVILLIERS (THÉÂTRE)** (47-83-  
26-30). Mouton : 20 h 30, dim. 17 h.

**GENNEVILLIERS (THÉÂTRE)** (47-83-  
26-30). Mouton : 20 h 30, dim. 17 h.

**GENNEVILLIERS (THÉÂTRE)** (47-83-  
26-30). Mouton : 20 h 30, dim. 17 h.

**GENNEVILLIERS (THÉÂTRE)** (47-83-  
26-30). Mouton : 20 h 30, dim. 17 h.

**GENNEVILLIERS (THÉÂTRE)** (47-83-  
26-30). Mouton : 20 h 30, dim. 17 h.

**GENNEVILLIERS (THÉÂTRE)** (47-83-  
26-30). Mouton : 20 h 30, dim. 17 h.

**GENNEVILLIERS (THÉÂTRE)** (47-83-  
26-30). Mouton : 20 h 30, dim. 17 h.

**GENNEVILLIERS (THÉÂTRE)** (47-83-  
26-30). Mouton : 20 h 30, dim. 17 h.

**GENNEVILLIERS (THÉÂTRE)** (47-83-  
26-30). Mouton : 20 h 30, dim. 17 h.

**GENNEVILLIERS (THÉÂTRE)** (47-83-  
26-30). Mouton : 20 h 30, dim. 17 h.

## LES EXCLUSIVITÉS

**A PROPOS D'HENRI (A. v.o.)**.  
Triomphe : 14 (45-74-84-94).

**AMANTS DU PORT-NEUF (F.)**.  
Espace Saint-Michel : 5 (44-07-20-49) ;  
14 (43-20-32-20).

**AMERICA, TERRA INCOGNITA (véné-  
v.o.)**. Latina : 4 (42-78-47-86).

**L'ANNONCE FAITE À MARIE (F.)**.  
Espace Saint-Michel : 14 (44-07-  
42-78-47-86).

**AY CARMELA (Esp. v.o.)**.  
Bols : 14 (43-37-57-47) ; Sept Parnas-  
sians : 14 (43-20-32-20) ;

**LA BELLE NOISEUSE (F.)**. Les Tri-  
omphes : 14 (45-74-84-94) ; Lucor-  
nais : 14 (45-74-84-94) ;

**BERNARD ET BIANCA AU DES-  
KANGOUROUS (A. v.o.)**. Rex : 2 (42-  
36-83-83) ; UGC Montparnasse : 6 (45-  
74-84-94) ; UGC Triomphe : 14 (45-74-  
84-94) ;

**BOULEGARD (A. v.o.)**. Rex : 2 (42-  
36-83-83) ; UGC Montparnasse : 6 (45-  
74-84-94) ; UGC Triomphe : 14 (45-74-  
84-94) ;

**BOULEGARD (A. v.o.)**. Rex : 2 (42-  
36-83-83) ; UGC Montparnasse : 6 (45-  
74-84-94) ; UGC Triomphe : 14 (45-74-  
84-94) ;

**BOULEGARD (A. v.o.)**. Rex : 2 (42-  
36-83-83) ; UGC Montparnasse : 6 (45-  
74-84-94) ; UGC Triomphe : 14 (45-74-  
84-94) ;

**BOULEGARD (A. v.o.)**. Rex : 2 (42-  
36-83-83) ; UGC Montparnasse : 6 (45-  
74-84-94) ; UGC Triomphe : 14 (45-74-  
84-94) ;

**BOULEGARD (A. v.o.)**. Rex : 2 (42-  
36-83-83) ; UGC Montparnasse : 6 (45-  
74-



BILLET AFFAIRES

Victoires allemandes à Prague

« Pour l'instant, l'économie allemande est en forme, mais, si elle venait à s'effondrer, la Tchécoslovaquie attraperait aussitôt une pneumonie. » Cette appréciation du quotidien tchèque *Hospodarské noviny* souligne clairement le caractère de plus en plus privilégié des relations économiques germano-tchécoslovaques. Quelques jours seulement après avoir signé un accord avec le constructeur tchèque de camions légers AVIA (le Monde du 8 janvier), le groupe allemand Mercedes-Benz s'est associé, vendredi 10 janvier, avec l'autre constructeur local de poids lourds, LIAZ. Au terme de ce nouvel accord, Mercedes-Benz détiendra 31 % des parts d'une nouvelle société tripartite, aux côtés de LIAZ (20 %) et AVIA (49 %). Le groupe allemand investira 350 millions de deutschemarks (1,2 milliard de francs) dans la nouvelle société d'ici à 1996.

Ce double succès de Mercedes-Benz confirme la percée des constructeurs et plus généralement des industriels allemands en Tchécoslovaquie. Il y a un an, Volkswagen avait ouvert la voie en reprenant successivement le fleuron de l'automobile tchèque Skoda, puis le second constructeur national BAZ. Plus récemment, Siemens s'est adjugé des participations majoritaires dans deux projets de sociétés mixtes créées avec le conglomérat industriel Skoda.

Malgré les réussites de Framatome, Air France et BSN, ces victoires allemandes ont coupé à plusieurs reprises la voie de Prague aux industriels français. Renault - mis à l'écart sur les projets Skoda et AVIA - et Alcatel-Alsthom ont dû se faire une raison. Choix politique des autorités tchèques ? Réelles insuffisances des offres françaises ? Certains responsables de la Régie ne cachent pas leur sentiment d'avoir servi « à faire monter les enchères ». Tout en minimisant volontiers la portée des échecs, « Nous nous étions de toute façon fixés des limites financières », précise-t-on au groupe Renault.

Mais, au total, le voisin allemand reste le grand gagnant de l'ouverture de l'économie tchèque, traitée avec cet ex-pays de l'Est comme avec le système nouveau Land de l'Allemagne réunifiée. Selon une récente étude de l'OCDE, l'Allemagne était, à la fin du premier semestre 1991, le premier partenaire commercial de Prague (l'exportation absorbant 24,5 % du total) et le premier investisseur étranger dans ce pays, avec 44 % du montant global des participations étrangères aux sociétés mixtes tchécoslovaques en août 1991.

OLIVIER PIOT

EN BREF

Aggravation du chômage en Allemagne. - L'Office fédéral du travail de Nuremberg a annoncé, jeudi 9 janvier, une recrudescence du chômage dans les deux parties de l'Allemagne. Dans les cinq nouveaux Länder, 7 000 personnes supplémentaires ont perdu leur emploi en décembre, ce qui porte le total du nombre de chômeurs à 1 037 700, soit 11,8 % de la population active. A l'Ouest, le pourcentage est de 5,8 %, avec un total de 1 731 200 chômeurs, soit 12 900 de plus qu'en novembre. Face à des revendications salariales qui demeurent élevées et à des taux d'intérêt atteignant un niveau

Le pragmatisme des disquaires parisiens

Face à la montée en puissance de la FNAC, les petits commerçants du disque, à Paris du moins, ne sont pas systématiquement opposés à l'ouverture de leur magasin le dimanche.

« Il y a quinze ans, il y avait trois cent cinquante disquaires en France. Aujourd'hui, il n'en reste pas plus d'une cinquantaine. » Ces chiffres, cités par M. Joseph Chabali, directeur général de Discobole, illustrent bien l'écroulement des disquaires indépendants frappés par la montée en puissance de la FNAC (25 % des ventes) puis de Virgin (6 %), mais surtout par l'arrivée sur leur terrain de la grande distribution, qui a rodé aujourd'hui plus de la moitié du marché. On aurait donc pu penser, a priori, qu'ils partageaient l'opposition viscérale du petit commerce à l'ouverture des magasins le dimanche. Or, à Paris du moins, c'est loin d'être le cas.

« Nous sommes très favorables à l'ouverture le dimanche. Ce qui est gagné est gagné. C'est un plus. Les gens s'ouvrent chez eux ce jour-là et ils sont heureux d'avoir un magasin de disques ouvert. » Ce n'est pas M. Patrick Zelnik, le patron de Virgin, qui parle mais M. Joseph Trais, directeur de Vidal, un des disquaires les plus connus de la capitale, face à l'église de Saint-Germain-des-Près.

Vidal - considéré par ses confrères comme un « gros parmi les petits » - garde pourtant porte close le jour du Seigneur, se contentant de respecter la réglementation en vigueur d'ouvrir trois fois l'an. Il est donc loin d'être un inconditionnel comme M. Marcel Benhassat, PDG de Champs Disques, qui ouvre depuis vingt ans... ce qui lui vaut de sérieux problèmes avec l'inspection du travail : il a été condamné l'an dernier à trois mois de prison.

Le seul moyen de survie

M. Benhassat justifie cette politique par le poids des charges des magasins des « Champs » et assure que, privé des recettes dominicales (environ 20 % de son chiffre d'affaires), il ne tiendrait pas. « Si le gouvernement veut une loi qui interdise l'ouverture le dimanche, le mets la clé sous la porte au bout de six mois », assure-t-il. Sur les conseils de son avocat (son procès va venir en appel) il respecte néanmoins depuis le

1<sup>er</sup> novembre la réglementation. Mais il observe de près Virgin (situé à quelques pas) car, explique-t-il, « il serait impensable que le Mégastore soit ouvert et nous fermés ».

Pour supporter la concurrence de Virgin, Champs Disques a dû se spécialiser, important et exportant des disques, ce qui lui assure un « gros noyau de clientèle ». Pour lui, comme pour beaucoup de ses confrères, c'était le seul moyen de survivre. Un de ses prestigieux voisins, Lido Music, n'a pas eu cette chance : en quelques mois, ses ventes ont chuté de 30 % et il a fermé. Dans la pratique, l'équipe des vendeurs de nuit de Champs Disques travaille le dimanche, moyennant une prime de 250 francs par jour, tout en continuant à assurer les trente-neuf heures de travail hebdomadaires.

D'autres disquaires, plus prag-

matiques, n'ouvrirent pas le dimanche, même si le gouvernement les y autorise. Tout simplement parce qu'ils ne voient pas l'intérêt commercial d'une telle décision. Ils avancent des raisons diverses, comme les goûts de leur clientèle (des amoureux de l'opéra, par exemple) ou l'emplacement de leur magasin. C'est le cas de Discoparnasse, situé dans une galerie marchande close le dimanche : du Discobole, dans la gare Saint-Lazare (désertée par les banlieusards le jour du Seigneur), ou même de Disques et Musiques Rennes, qui explique que sa rue est peu passante ce jour-là. « Si la FNAC-Rennes ouvrait le dimanche, ce serait un fusco car elle n'aurait pas assez de monde. En revanche, la situation est différente aux Halles ou sur les Champs-Élysées », explique M. Jean-Louis Sapey-Triomphe, PDG de Disques et Musi-

ques, qui lui aussi a dû se spécialiser pour résister (soldes, occasions, jazz, folk...) à son grand voisin. Logique, il reconnaît qu'il n'adopterait pas la même attitude s'il était situé à côté de la Coupole. Discobole, aussi, réévaluerait sa position si les grands magasins tout près (Printemps et Galeries Lafayette) ouvraient le dimanche.

Sur le fond, alors que le patron de Discoparnasse est « plutôt contre » l'ouverture dominicale - « cela nécessiterait du personnel pour des recettes pas très différentes » - celui du Discobole estime que « sur un plan culturel, il faut que nous ouvrons car il y a un quasi-monopole de la FNAC » qui, selon lui, est un « lobby plus puissant » que Virgin. Il estime que la fermeture le dimanche est « aberrante » sur les Champs-Élysées pour ceux qui vendent des biens culturels mais ne fait pas porter la responsabilité de l'agonie des petits disquaires sur ses deux seuls gros concurrents. La grande distribution y est également pour quelque chose : « Ils vendent le dernier Michael Jackson à prix d'achat pour pousser le consommateur à acheter autre chose (des vêtements ou de l'alimentation). À partir du moment où on a livré ce genre-là au même prix que les autres, ceux-ci étaient KO », explique-t-il. « Sur les disques compacts, il y a une différence de 20 % à 30 % entre la FNAC ou Virgin et moi. Ils vendent moins cher que je n'achète... », note-t-il, ajoutant qu'après du client « on passe pour des voleurs ». Pourtant, sa marge est la même que celle de la FNAC.

Plus grave encore, les nouveautés sont livrées de quinze jours à un mois plus tôt chez les grands que chez les petits vendeurs. En outre, la FNAC les vend à prix d'achat pendant un mois. Or, affirme cet indéniablement, « 80 % des ventes d'une nouveauté se font dans les trente jours qui suivent sa parution. Quand elle arrive chez les petits, il ne reste plus que 20 % du marché ». Que restera-t-il des petits disquaires dans quinze ans ?

FRANÇOISE VAYSSÉ

Poussée de fièvre entre Virgin et la FNAC

Le ton monte dans le débat sur l'ouverture des magasins le dimanche, avec les attaques contre la FNAC formulées par le patron britannique de Virgin Group, M. Richard Branson, dans une lettre au *Nouvel Economiste*, et avec la décision de M. Jean-Louis Petriat, PDG de la FNAC, vendredi 10 janvier, de porter l'affaire devant la justice.

La FNAC, déclarait M. Branson, « a essayé de nous pousser dehors par des méthodes de discours agressif à Bordeaux et à Marseille (NDLR : deux villes où Virgin a ouvert des magasins) (...). C'est un comportement anticoncurrentiel, et nous étions avec nos avocats la possibilité d'introduire un recours contre la FNAC devant la Commission de Bruxelles ».

« Sans la FNAC, nous n'aurions pas fermé le dimanche en 1991, ajoutait-il. La plupart des pressions pour retarder l'adoption du projet de loi sur l'ouverture dominicale viennent de là ».

On a incité des syndicats extérieurs à l'entreprise à nous traîner en justice (...). En donnant de l'argent à certains partis politiques, il semble que la FNAC ait acquis un pouvoir de lobbying important par le passé ».

Dans un communiqué, vendredi 10 janvier, M. Petriat assure que « ces propos, qui ne reflètent en rien la réalité des faits, revêtent un caractère gravement diffamatoire » et qu'il a « demandé à M. Paul Lombard d'engager immédiatement toute action en justice adéquate ». Face à cette réaction, M. Branson revenait, dans la soirée du 10 janvier, sur ses propos selon lesquels la FNAC aurait donné de l'argent à certains partis politiques. « En tant que citoyen anglais informé par la presse de son pays, il reconnaît que certaines subtilités de la vie politique française peuvent lui échapper » et il précise qu'il n'a « en aucun cas souhaité faire référence à des pratiques précises ou récentes ».

La réorganisation de l'électronique française

M. Alain Prestat devient PDG de Thomson Consumer Electronics

Le conseil d'administration de Thomson Consumer Electronics (TCE) a nommé, vendredi 10 janvier, M. Alain Prestat, quarante ans, ancien directeur adjoint du cabinet de M. Michel Rocard à Matignon, PDG de la société. Il remplace M. Bernard Isautier dont le mandat n'aura duré que quatorze mois. Ce changement à la tête du groupe français d'électronique grand public intervient trois semaines seulement après l'annonce du rapprochement Thomson - CEA-Industrie (le Monde du 19 décembre 1991).

Depuis l'annonce de la création du groupe Thomson - CEA-Industrie, le départ de M. Bernard Isautier était considéré comme probable. Appelé par son prédécesseur, M. Pierre Gardin, cet ingénieur du corps des mines, spécialiste de l'énergie, avait été accueilli avec un certain scepticisme. Ses relations avec M. Alain Gomez, PDG de la maison-mère, le groupe Thomson SA, semblaient difficiles. La concurrence sans merci des géants japonais dans cette industrie de grande consommation faisait chu-

ter les prix, laminant la rentabilité du groupe (2,7 milliards de francs de pertes en 1990 pour un chiffre d'affaires de 33 milliards et 10 milliards d'endettement). En février 1991, il présentait un plan de restructuration prévoyant 5 000 suppressions d'emplois et des « centaines de départs » l'année suivante.

Les pouvoirs publics sondés

Le 19 décembre, M. Isautier ne pouvait que constater l'échec du pari de la télévision haute définition (TVHD) européenne sur lequel son groupe a beaucoup misé. Thomson, qui réalise 53 % de son chiffre d'affaires dans la production de téléviseurs, a investi 4 milliards de francs dans la norme D2 Mac, espérant que celle-ci serait rapidement imposée aux chaînes de télévision. Le passage au D2 Mac devait provoquer un renouvellement accéléré du parc de récepteurs. Thomson et son allié néerlandais Philips n'ont pas été suffisamment convaincant, les Douze n'ont pas su aplurer leurs divergences et la nouvelle norme ne s'imposera, au mieux, aux nouvelles chaînes qu'à partir de 1995.

Ces derniers mois, M. Gomez avait sondé les pouvoirs publics

sur un éventuel changement de management de TCE. Carte blanche lui avait été donnée. C'est donc plutôt la date de la démission de M. Isautier et de son remplacement qui surprend. Le passage de témoin intervient avant même que le nouveau groupe Thomson - CEA-Industrie, au sein duquel TCE doit trouver place, soit constitué. « Tout cela s'est fait en liaison avec le futur responsable du regroupement », M. Jean Syrota, précise-t-on chez Thomson. Il est vrai que les deux hommes se connaissent.

Polytechnicien, ingénieur général des télécommunications, M. Prestat revient en terre familiale. Entré au groupe Thomson en 1986 après un premier séjour à Matignon, il a participé aux négociations pour la création de la société SGS-Thomson, la filiale « composants » du groupe français et du holding italien IRI-Finmeccanica. Comme conseiller du président Gomez, il a également suivi le rachat de l'américain RCA. Cette opération lourde a permis au groupe Thomson d'atteindre enfin une taille critique dans la production de téléviseurs (huit millions par an) et a abouti à la création en 1988 de TCE.

P.-A. G. et C. M.

quotidien d'informations générales. Ces projets « entament la crédibilité du titre » et « témoignent d'un manque absolu d'ambition à l'égard du quotidien », estime la Société des journalistes qui demande à rencontrer M. Hersant.

M. Giancarlo Parretti mis en liberté provisoire. - M. Giancarlo Parretti a quitté la prison de Syracuse, vendredi 10 janvier, après avoir été mis en liberté provisoire, mais il ne peut pas assumer les fonctions d'administrateur de société. Le financier italien avait été arrêté le 27 décembre pour fraude fiscale (le Monde du 1<sup>er</sup> janvier).

Les industriels européens et américains du textile opposés au démantèlement des accords multifibres

Les professionnels américains et européens du textile se sont vigoureusement prononcés, mardi 7 janvier, contre le démantèlement en dix ans de l'actuel accord multifibres (réglementant les exportations de produits textiles des pays en voie de développement vers les pays riches) proposé par le projet d'accord final de l'Uruguay Round présenté par M. Artur Dunkel, directeur général du GATT (Accord général sur les tarifs et le commerce). Les professionnels ont affirmé, au cours d'une conférence de presse commune à Washington, que l'élimination des accords multifibres se traduirait par la perte de deux millions d'emplois aux États-Unis et en Europe.

SOCIAL

Les dockers CGT vont présenter un contre-projet de réforme

La Fédération nationale des ports et docks CGT a appelé, vendredi 10 janvier, les dockers à une nouvelle grève de quarante-huit heures pour le lundi 13 et le mardi 14 janvier. Pour la première fois, les 120 dockers de Saint-Nazaire ont annoncé qu'ils participeraient à cette action. Leurs collègues de Brest et de Roscoff ne devraient pas s'y associer.

En revanche, la CGT a apprécié « positivement » la rencontre prévue lundi avec M. Jean-Yves Le Drian, secrétaire d'État à la mer. La fédération présentera un contre-projet de réforme nationale afin d'organiser des négociations « port par port ». Pour sa part, M. Le Drian préconise des négociations décentralisées permettant d'élaborer éventuellement une « réglementation » au plan national.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

L'Européenne de Banque

RATIONALISE SA GAMME DE SICAV

L'entrée de L'EUROPÉENNE DE BANQUE dans le groupe BARCLAYS et l'évolution récente du contexte concurrentiel et réglementaire ont amené L'EUROPÉENNE DE BANQUE à proposer à sa clientèle un aménagement de sa gamme d'OPCVM.

Dans ce cadre, les projets de fusion ci-dessous ont été établis sous seing privé, le 18 décembre 1991, par les conseils d'administration des SICAV LAFFITTE-PLACEMENTS, VALOBLIG, LAFFITTE PREMIÈRE et LAFFITTE COURT TERME et des Sociétés de Gestion BARCLAYS GESTION et COMINGESTION. Ces fusions seront soumises à l'agrément de la Commission des opérations de Bourse et à l'approbation des assemblées générales extraordinaires convoquées à cet effet.

1. Absorption le 1-04-1992 de la Sicav LAFFITTE-PLACEMENTS par le FCP BARCLAYS PLACEMENTS SÉCURITÉ.
2. Absorption le 6-04-1992 des Sicav VALOBLIG et LAFFITTE-PREMIÈRE par la Sicav BARCLAYS PUGET-MAHÉ PREMIÈRE CATÉGORIE, qui prendra la dénomination nouvelle BARCLAYS PREMIÈRE.
3. Absorption le 13-04-1992 de la Sicav LAFFITTE COURT TERME par le FCP OBLIPLACEMENT, qui prendra la dénomination nouvelle BARCLAYS OBLI-PLACEMENT.

Ces opérations de fusion s'inscrivent dans une stratégie de rationalisation devant permettre, par le regroupement d'actifs, notamment, d'obtenir de meilleures conditions de gestion et d'accès aux marchés, au bénéfice des actionnaires et porteurs de parts des OPCVM concernés. Ces derniers seront informés individuellement des modalités pratiques des opérations les concernant et disposeront d'un délai de 3 mois pour obtenir, sans frais, le rachat de leurs actions.

Les traités de fusion ont été déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de Paris et peuvent être obtenus avec les fiches signalétiques des OPCVM absorbants auprès de L'EUROPÉENNE DE BANQUE, 21, rue Laffitte, 75009 PARIS.

L'EUROPÉENNE DE BANQUE - Groupe BARCLAYS -





## REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 6 AU 10 JANVIER 1992

## PARIS

## Des vœux à exaucer

INDICE CAC 40

+3,78%

« Que l'année se poursuive sur cette lancée », tel est, en cette période de vœux, l'un de ceux formulés par les boursiers au regard des 3,78 % de progression des valeurs. Cette performance hebdomadaire, la troisième consécutive positive, permet à la Bourse de Paris d'enregistrer depuis la veille de Noël une hausse de 12,4 %. L'indice CAC 40, en repassant ces derniers jours au-dessus des 1 800 points (1 837,44 vendredi) s'est rapproché de son sommet de 1 991 (1 888,35 points le 23 septembre). Mais, à deux doigts d'atteindre ce niveau, les investisseurs ont marqué le pas. Comme s'ils voulaient souffler avant de franchir éventuellement une nouvelle étape, impressionnés par leur propre hardiesse. Surpris d'autant plus qu'ils sont nombreux à avoir préché « la prudence à court terme ». Or, visiblement, ils n'ont pas été entendus.

Fait nouveau cette semaine, le marché semblait à l'affût de la moindre bonne nouvelle, comme si, en quelques jours, l'état d'esprit avait changé. Après avoir voyagé du noir pendant plus de trois mois et s'être alarmés à la moindre information, les gestionnaires ne valent à présent voir que le bon côté de la situation. Et ils passent sans vergogne d'un excès à l'autre.

Si, comme prévu, la succession à la tête du Parti socialiste ne les a aucunement intéressés, le malaise spectaculaire du président américain George Bush, mercredi à Tokyo, les a tout juste fait frémir. Mais la simple évocation, jeudi, par le ministre de l'économie,

M. Pierre Bérégovoy, d'un projet de loi donnant naissance à un nouvel instrument financier destiné à favoriser, par l'intermédiaire d'un avantage fiscal, l'épargne à long terme en actions a déclenché une ruée vers la Bourse. L'indice CAC 40, après avoir oscillé entre + 0,88 % lundi, - 0,49 % mardi, + 0,39 % mercredi, gagnait 2,70 % après cette déclaration faite au Forum de l'Expansion. Mieux, le montant des échanges sur le marché à règlement mensuel a finalement atteint 5,38 milliards de francs, soit plus du double d'une journée normale. Par son ampleur, cette séance du 9 janvier se hisse au niveau des grandes journées de la Bourse, comme celle du déclenchement de l'opération « Tempête du désert » voici un an, le 17 janvier 1991.

## Du Bull dans le pétrole

Vendredi, l'aggravation du chômage américain en décembre (+ 7,1 %), signe persistant du ralentissement de l'économie, n'a pas pesé sur la tendance, comme si les intervenants préféraient rester sur la bonne impression de la veille avec la baisse des prix de gros outre-Atlantique. De plus, la volonté commune du Japon et des Etats-Unis de conclure leur action pour promouvoir la croissance a été bien accueillie même si ce souhait s'apparente plus à un vœu pieux. Dans ces conditions, l'indice CAC 40 terminait la journée sur un léger gain de 0,20 %.

« L'optimisme revient à la Bourse de Paris », indique la revue mensuelle Perspectives, éditée par Indosuez, en précisant toutefois que « si le marché parisien reste très attractif en termes de valeur,

ses perspectives sont limitées à court terme par la faiblesse de la reprise mondiale anticipée et par l'absence d'espoir de détente rapide des taux d'intérêt ». De son côté, la société DRI Gestion affirme qu'en termes de délai de recouvrement (DR) « les marchés semblent relativement attractifs », mais Paris et New-York paraissent relativement déprimés par rapport à la moyenne de 11,8. Plus hardies encore, la société de Bourse Dupont Denant, filiale du Crédit national, n'hésite pas à faire des prévisions sur l'année. Dans sa lettre hebdomadaire n° 1, le directeur de l'analyse financière, M. Xavier Debaugny, estime que « l'évolution du marché de Paris pourrait être de 12 % en fin d'année, avec une pointe à 20 % au cours du premier semestre en anticipation d'une baisse des taux allemands et d'une reprise économique américaine ».

L'arrivée prochaine d'un produit d'épargne longue ne peut donc que nourrir cet optimisme des boursiers, qui, depuis longtemps, souhaitent un successeur aux 8 000 francs Monory et CEA. Alors arrivés à terme à la fin des années 80. Ce nouveau produit sera-t-il assez attractif pour détourner les flux allant vers les placements monétaires en raison de leurs rendements ? Leur encours total avoisine actuellement les 1 200 milliards de francs. Ce montant représente les deux tiers de la capitalisation boursière française (1 800 milliards de francs).

Signe de la fermeté du mouvement, à l'exception des spéculations autour de Métrologie internationale, les valeurs les plus

travaillées auront été les « blue chips » dans leur ensemble. L'Oréal, Sanofi, le ceratiff Rhône-Poulenc, Peugeot, Michelin se sont toutes appréciées pour des motifs très variés. Des bruits de cession de Spie-Batignolles à Bouygues ont été démentis par son actionnaire principal, Schneider, en début de semaine, tout comme les rumeurs de vente d'Alcatel. Ce ne sont que des rumeurs malveillantes qui proviennent de ceux qui ont intérêt à déstabiliser la situation du premier groupe de communication français dans l'espace de « partager les dépouilles », indique dans un communiqué la firme présidée par M. Jean-Luc Lagardère.

Plus troublante en revanche dans cette fosse, la dégradation du titre Elf-Aquitaine. Selon de multiples rumeurs, dans le cadre des restructurations industrielles, ce groupe public serait obligé de prendre une participation dans le constructeur informatique Bull. Quant aux sociétés Exor, Saint Louis, Omnico et General (ces deux dernières appartenant à la Société générale), elles ont demandé une dérogation à l'obligation de dépôt d'une offre publique d'achat en raison d'une progression de plus de 2 % de leur nombre de droits de vote dans Perrier, passés de 41,19 % à 49,32 %. Selon toutes vraisemblances, cette demande, demandée pour une fois en temps et en heure, pourrait être accordée le 15 janvier, lors de la prochaine réunion du Conseil des Bourses de valeurs.

DOMINIQUE GALLOIS

## NEW-YORK

## Deux records et trois pauses

INDICE DOW JONES

-0,06%

Ralentie dans sa progression par des vagues de prises de bénéfices sélectives, Wall Street a inscrit deux nouveaux records. Mardi 7 et jeudi 9 janvier, le Dow Jones a atteint, pour les deux semaines, de nouveaux sommets en culminant consécutivement à 3 204,83 et 3 209,53 points. Toutefois, le bilan des cinq séances se solde par une légère baisse de 0,06 %. Les prises de bénéfices qui ont entrecoupé ces records ont été bien absorbées, reflétant le soutien solide dont continue à bénéficier Wall Street, selon des analystes.

Pour M. Peter Canelo, responsable chez County NatWest, le marché semble être à l'abri d'un recul important. « Quand cette reprise a commencé, le marché avait un plafond entre 3 080 et 3 100 points. Maintenant, ce plafond est devenu un plancher », a-t-il souligné. « Je pense, a-t-il ajouté, qu'un choc pourrait ramener le marché en dessous de 3 000 points mais pas trop. Je pense qu'on a une bonne chance d'arriver à 3 400 d'ici la mi-1992. » De son côté, M. Michael Meix, de Oppenheimer and Co., estime que la faiblesse des gains est une indication que la reprise actuelle de Wall Street perd de son élan. D'autres experts attribuent plutôt ce ralentissement, estimé nécessaire, à l'entrée de la grande Bourse new-yorkaise dans une phase de consolidation.

L'annonce que le chômage a atteint en décembre son niveau le plus haut depuis près de six ans a

révélé les inquiétudes des investisseurs sur l'état de santé de l'économie américaine. La reprise de Wall Street, amorcée par la réduction, le 20 décembre, du taux d'escompte américain, reposait principalement sur les espoirs de relance prochaine de l'activité.

La montée du chômage confirme que l'économie américaine demeure en récession ou en quasi-récession, et pourrait encourager la Réserve fédérale (Fed) à assouplir une nouvelle fois sa politique de crédit, d'autant que l'inflation reste modérée, comme l'a montré le recul de l'indice des prix de gros américains en décembre, estimant des analystes.

Indice Dow Jones du 10 janvier : 3 199,46 (c. 3 201,48).

	Cours 3 janv.	Cours 10 janv.
Alcoa	64 5/8	63
AT&T	39 5/8	41
Boeing	47 1/8	48 1/2
Chase Man. Bank	17 7/8	19 7/8
Du Pont de Nemours	46 3/8	46 1/4
Eastman Kodak	48 1/2	48 1/8
Exxon	60 1/8	58 3/4
Ford	30 3/8	30
General Electric	76 1/4	74 1/2
General Motors	32 1/2	31 3/4
Goodyear	55 1/8	55 1/2
IBM	90 3/8	90 7/8
ITT	55 3/4	56 1/4
Mobil Oil	49 1/4	48 3/8
Pfizer	83 5/8	84 1/2
Schlumberger	53 3/8	52 1/8
Tesoro	61 7/8	57 3/4
UAI Corp. (ex-Allego)	145 1/4	148
Union Carbide	21 1/2	21 1/8
United Tech.	51 3/8	51 3/4
Westinghouse	57	58 1/4
Xerox Corp.	57	58

## TOKYO

INDICE NIKKEI

-2,62%

La trêve des confiseurs n'aura pas profité à la Bourse de Tokyo. Après avoir terminé l'année sur un bouquet final et approché les 23 000 points au cours de la dernière séance, la place a connu une mauvaise passe cette semaine. Entre le 30 décembre, date de la dernière cotation de 1991, et le vendredi 10 janvier, l'indice Nikkei a finalement perdu 601,87 points à 22 381,90, soit un recul de 2,62 %. Le marché est resté toutefois étroit avec un volume quotidien de transactions d'environ 203,7 millions d'actions.

Le départ avait pourtant été prometteur : au cours de la seule demi-séance de lundi, le Nikkei avait progressé de 3,56 % par rapport au 30 décembre. Retour à la prudence le mardi (- 0,99 %). Mercredi, l'indice plongerait de 3,61 %, les investisseurs étant découragés par la hausse des prix des bons du Trésor. Le marché devenait nerveux dans l'attente des résultats des discussions entre le premier ministre japonais Kiichi Miyazawa et le président américain George Bush, en visite à Tokyo. Jeudi, on enregistrait de fortes variations et le Nikkei repartait à la hausse (+ 1,75 %). Vendredi, l'indice perdait 3,16 % en raison de ventes d'arbitrage, s'ajoutant à la liquidation de fonds communs de placement.

Pour l'avenir, les observateurs sont pessimistes et estiment que le Nikkei oscillera pendant un certain temps autour des 23 000 points. Le marché sera fermé mercredi pour cause de fête légale, et les observateurs craignent qu'il ne reste calme lundi et mardi.

Indices du 10 janvier : Nikkei, 22 381,90 (c. 22 983,77) ; Topix, 1 660,16 (c. 1 715).

	Cours 30 déc.	Cours 10 janv.
Aiai	704	661
Brigadier	1 030	1 110
Canon	1 410	1 380
Fuji Bank	2 500	2 320
Honda Motor	1 510	1 390
Mitsubishi Electric	1 450	1 390
Mitsubishi Heavy	690	692
Sony Corp.	4 100	4 020
Toyota Motors	1 500	1 430

## LONDRES

Morose

-1,04%

Après l'envoie de la dernière semaine de décembre (+ 3,5 %), la Bourse de Londres a marqué le pas. Elle a finalement enregistré une baisse de 1,04 %, déprimée par des inquiétudes sur la reprise économique, la faiblesse de la livre et une série de révisions à la baisse des estimations de résultats de plusieurs grandes firmes. La crainte d'un relèvement des taux d'intérêt britanniques ou d'une dévaluation pour maintenir la livre au sein du système monétaire européen (SME) ainsi que des rumeurs selon lesquelles M. Margaret Thatcher soutiendrait en privé une dévaluation ont affecté le marché.

Les banques ont notamment réagi, après la révision à la baisse par les analystes de leurs estimations de résultats annuels et donc des possibles conséquences sur les dividendes.

Indices « FT » du 10 janvier : 100 valeurs, 1 874,2 (c. 1 901,4) ; Mines d'or, 160,6 (c. 140,1) ; fonds d'Etat 87,43 (c. 87,10).

	Cours 3 janv.	Cours 10 janv.
Bentley	6,79	6,85
BP	2,90	2,92
Charter	4,99	5,02
Comptons	5,14	5,00
De Beers	15,37	15,39
Globe	8,46	8,12
GUS	18,63	18,38
ICI	11,90	11,62
Reunert	10,47	10,50
Shell	4,06	4,04
Unilever	9,05	8,92
Vickers	1,71	1,72

## FRANCFORT

Contrasté

+0,7%

La Bourse de Francfort a connu une semaine contrastée. L'indice instantané DAX a d'abord perdu 1,6 % au total les trois premiers jours, avant de remonter en flèche jeudi et vendredi. Mais le bilan de ces cinq séances est maigre puisqu'il se solde par un gain de 0,7 %. En début de semaine, le marché a été influencé par un climat tendu, exacerbé par les revendications syndicales demandant une hausse de 10 % des salaires et par les craintes d'une remontée des taux d'intérêt. Toutefois, à partir de jeudi, la tension s'est relâchée, à la suite de rumeurs selon lesquelles un accord aurait été trouvé entre partenaires sociaux. Le volume des transactions sur le marché des actions des huit places boursières allemandes a été de 22,86 milliards de DM, contre 10,73 milliards de DM la semaine précédente, qui comptait un jour férié.

Indices du 10 janvier : DAX 1 615,71 (c. 1 603,62) ; Commerzbank 1 840,7 (c. 1 840,6).

	Cours 3 janv.	Cours 10 janv.
AEG	201	203
BASF	227,30	229,40
Bayer	284,20	288,10
Commerzbank	281,00	287,00
Deutsche Bank	683,50	685
Hoechst	227	226,80
Karstadt	630	608
Mannesmann	291,00	299,00
Siemens	631,50	636
Volkswagen	302,00	299

## Pétroles

	10-1-92	Diff.
BP France	118,90	+ 10,90
Elf-Aquitaine	362,70	- 13,20
Esso	602	+ 14
Primagaz	584	+ 24
Sogehap	350	+ 9,80
Totex	1 022	+ 4
Exxon	307,50	+ 5,30
Petrofin	1 771	- 7
Royal Dutch	431,30	+ 15,90

## Banques, assurances, sociétés d'investissement

	10-1-92	Diff.
AGF	466	+ 8
AXA (ex-Cie Mid)	978	+ 118
Bul Equipement	93	+ 1
Banque (C*)	489	+ 18,90
Cetelam	697	+ 40
CCF	1 120	+ 4,90
CFP	303	+ 20,50
Chargers	1 614	+ 114
CPH	1 140	+ 8
Surfinvest	1 344	+ 9
GAN	1 603	+ 83
Lochindus	715	- 11
Paribas	355,90	+ 39,10
Schneider	636	+ 93
Société générale	485	+ 33
Sovac	790	+ 21
Suez (C* fin.)	303	+ 17,50
UAP	544	+ 68

## Alimentation

	10-1-92	Diff.
Béghin-Say	293	+ 14
Bouygues	2 605	+ 36
BSN	1 085	+ 58
Carrefour	2 385	+ 35
Celino, G. Per.	144,90	+ 10,90
Cioma-Gise	1 420	+ 64
LVMH	4 380	+ 193
Olipar	166	+ 13
Permod-Ricard	1 385	+ 195
Promods	2 890	+ 180
Saint-Louis	1 333	+ 133
Source Perrier	1 291	+ 48
Nestlé	33 950	+ 100

## Bâtiment, travaux publics

	10-1-92	Diff.
Avaal, d'entr.	970	- 31
Bouygues	357	+ 36
Ciments français	279	- 2
GTM	325	+ 9
Immob. Phénix	163,10	+ 0,10
J. Lefebvre	800	+ 70
Lafarge-Coppée	342	+ 17,50
Poliet	430	+ 35
SGE-SB	228	+ 25

## Filatures, textiles, magasins

	10-1-92	Diff.
Agache (Fin.)	834	+ 15
BHV	650	+ 51
Damart	2 479	+ 104
DMC	285	+ 15
Gal. Lafayette	1 350	+ 39
Nov. Galeries	440	- 34
Printemps	816	+ 46
La Redoute	5 050	+ 510
SCA	20,45	+ 1,35

## Métallurgie, construction mécanique

	10-1-92	Diff.
Alpi	295	+ 15
Dassault	330	+ 30
De Dietrich	1 424	+ 69
Sogehap	336	+ 21
Fives-Lille	458	+ 60
Penhoit	665	+ 60
Fagot	1 623	- 17
SACEM	719	+ 9
Strafor, Facom	612	+ 50
Valco	754	- 4

## Matériel électrique

	10-1-92	Diff.
Alcatel-Alsthom	571	+ 5
CSEE	200	+ 5
Général des eaux	2 189	+ 114
Intertechnique	701	+ 43
Labinal	721	- 10
Legrand	3 889	+ 299
Lyon. des eaux	445,50	+ 9,50
Mato	174	+ 4,50
Merlin-Grim	512	+ 31
Moulines	165,20	+ 11,20
Raditechnique	452	+ 12
SEB	1 779	+ 100
Scal-Avionique	202	+ 12
Thomson-CSF	152,70	+ 2,10
IBM	488,20	+ 12,20
ITT	302	+ 12,20
Schlaumberger	323	+ 15,40
Siemens	2 155	- 7

## Mines, caoutchouc

	10-1-92	Diff.
Géophysique	464	- 1,10
Indal	257	+ 13
Michelin	145,30	+ 19,20
RTZ	48,40	+ 1,95
ZCI	1,09	+ 0,07

## Valeurs diverses

	2-1-92	Diff.
Accor	697	+ 49
Air liquide	699	+ 23
Arjomani	1 920	- 40
Bic	331,5	+ 53,5
CGIP	1 027	+ 82
Club Méd.	469	+ 62
Swire	314,50	+ 4,70
Euro Disney	146,20	+ 4,10
Europe 1	878	+ 33
Eurotunnel	44,70	+ 4,90
Groupe Citi	139,80	+ 36,20
Hachette	139,80	+ 3,80
Havas	460,50	+ 20,50
Marine Weidol	296	+ 17,60
Navigation mtd	1 265	+ 60
Nord-Est	99,90	+ 10,60
L'Oréal	769	+ 31
Saint-Gobain	476,70	+ 31,20
Sanofi	1 120	+ 101
Sauvage Chailion	217,50	+ 14,90
Skis Rosignol	820	+ 6

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 10 janvier 1992  
Nombre de contrats : 151 681 environ.

	MARS 92	JUIN 92	SEPT. 92
Premier	-	-	-
+ haut	109,16	101,08	109,98
+ bas	108,80	109,80	109,98
Dernier	108,98	109,88	109,98
Compensation	108,98	109,92	109,94

## LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	3-1-92	6-1-92	7-1-92	8-1-92	9-1-92
RM	1 240 305	2 022 758	2 072 693	3 310 185	5 378 786
Comptant	4 372 632	5 571 594	7 336 945	4 153 711	7 125 407
R. et obl.	101 581	148 212	206 037	93 938	152 052
Actions	5 714 518	7 742 064	9 615 675	7 557 834	12 656 245

## INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1991)

	10-1-92	Diff.
Françaises	100,4	+ 0,1
Etrangères	101,4	+ 0,1

## INDICES C



# CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

## MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

### Effacement relatif de l'eurofranc

La première décade de janvier a été exceptionnelle. Dans tous les compartiments du marché des capitaux, le niveau de l'intérêt a fortement diminué, poussant les investisseurs à se procurer des titres le plus rapidement possible et incitant les débiteurs à se présenter en masse. Le marché des nouveaux titres en francs a profité de cette évolution, mais sans toutefois se mettre autant en évidence que d'autres.

L'activité primaire, celle des nouvelles émissions, a certes repris, et la première opération de type classique de la nouvelle année en eurofranc a été lancée, jeudi 9 janvier, pour le compte de la Compagnie bancaire par l'intermédiaire de Paribas. Le Crédit national est attendu sous peu. Mais aucun emprunt étranger ne s'est encore sérieusement annoncé. En revanche, en dollars américains et canadiens, en écus, en marks, en francs suisses ou en florins, les grands émetteurs internationaux se sont bousculés.

Pour certains des spécialistes les plus réputés, cette évolution préfigure des changements durables. En 1991, le franc comme monnaie d'emprunt avait bénéficié des graves incertitudes qui s'exerçaient au détriment d'autres monnaies. Ce n'est plus le cas actuellement. Les problèmes politiques, par exemple, dont souffrait l'écu, semblent maintenant résolus depuis les accords européens conclus à son sujet à Maastricht. Le mark, pour sa part, tend à retrouver un rôle important après s'être effacé quel que peu du fait de l'unification allemande. Et d'une façon générale, le niveau de l'intérêt à servir sur les transactions en francs français est si élevé qu'il dissuade beaucoup d'émetteurs étrangers de libérer un emprunt dans cette monnaie.

Cette situation a même poussé des débiteurs français de tout premier plan à se tourner vers d'autres marchés moins onéreux. Ainsi la SNCF, qui est l'émetteur d'une des opérations marquantes de ces derniers jours, a levé pour 400 mil-

lions d'écus pour une durée de quinze ans et son opération ne lui coûtera en tout que 8,54 % l'an. Mercredi, une émission comparable en francs lui aurait probablement coûté plus de 9,50 %.

#### Une émission provençale en Suisse

Une autre transaction a tout particulièrement retenu l'attention : celle que la région Provence-Alpes-Côte d'Azur a émis, jeudi 9 janvier à Zurich, par l'intermédiaire du Crédit suisse, pour un montant de 75 millions de francs helvétiques, soit environ l'équivalent de quatre 300 millions de francs français. Les emprunts obligataires internationaux des collectivités locales françaises sont très rares. Ceux de ces dernières années se comptent sur les doigts de la main. En 1987, la région Rhône-Alpes s'est présentée sur le marché de l'écu et, l'an passé, un organisme départemental a lancé un emprunt en francs suisses bénéficiant de la garantie de la Haute-Savoie.

Il est probable que ces prochains mois les appels directs au marché soient un peu plus fréquents. La tendance est à une certaine émancipation financière mais, du fait des lourdes contraintes administratives qui pèsent sur elles, les collectivités locales devraient continuer longtemps encore à se procurer la majeure partie de leurs ressources par le biais de prêts octroyés par des banques (le Monde date 10-11 novembre 1991).

Il est intéressant de noter que c'est au principal établissement spécialisé en matière de prêts aux collectivités locales que l'emprunt provençal de ce début d'année doit avoir vu le jour. Le Crédit local de France, qui en collaboration avec la banque Indosuez a procédé au montage de l'opération, a choisi la devise dans laquelle elle est libellée et a organisé l'appel d'offre, mettant en concurrence plusieurs banques suisses pour finalement retenir celle qui lui faisait la pro-

position la plus convaincante. Le Crédit local est lui-même un des principaux emprunteurs du monde « car le marché international des capitaux où il prévoit cette année de drainer l'équivalent d'une trentaine de milliards de francs français dans le but de répartir ces fonds à des collectivités. Il jouit partout du meilleur crédit qui soit, ce qui lui permet d'obtenir des conditions particulièrement avantageuses. C'est la première fois qu'il lui a été demandé de lever des capitaux pour le compte d'un tiers, ce qui n'est pas d'une région française, son propre nom. Comme la Provence n'a pas l'emploi des devises étrangères, le Crédit local lui a également procuré ce qu'elle voulait en concluant un contrat d'échange. Le résultat est très favorable à la région, à qui finalement l'opération, d'une durée de cinq ans, revient à 9,23 % l'an. Un prêt bancaire en francs hexagonaux aux conditions pratiquées la semaine passée à Paris lui aurait coûté beaucoup plus cher, la différence étant de l'ordre de 0,9 % à 1 %.

L'affaire est donc tout à fait remarquable, et il est probable que la formule sera reprise en d'autres occasions. Mais il convient de se garder d'extrapoler car, pour aboutir, cette émission, a nécessité la concertation d'éléments qui sont rarement réunis. Il est rare de bénéficier d'un marché aussi bon que celui du franc suisse de ces derniers jours, où les taux de rendements tombaient à vue d'œil. Le débiteur va utiliser le produit de son emprunt à financer des travaux de rénovation de bâtiments scolaires qui lui incombent. Il a à sa charge quelques cent soixante-dix lycées. La région entend emprunter encore dans un avenir plus ou moins proche pour environ 1,2 milliard de francs français. Rien n'a été décidé au sujet de la manière dont elle se procurera les fonds.

CHRISTOPHE VETTER

## DEVISES ET OR

### Très vif rebond du dollar

Quelle fin de semaine, sur les marchés des changes ! Un dollar qui réamorçait un glissement jugé inévitable par la majorité des opérateurs, vendeurs à découvert (short, account), comme on dit à Londres, New-York ou Chicago) et qui, en vingt-quatre heures et même bien moins, a bondi de 5 %, de 1,50 DM à 1,58 DM et de 5,14 francs à 5,41 francs, le tout dans une véritable panique : les vendeurs rachetaient la devise américaine à carnés ouverts. Ce processus était accéléré par les « sonnettes » mises en place sur tous les marchés, à savoir des ordres d'achat, ou de vente, déclenchés automatiquement lorsque le cours d'une devise atteignait un cours établi à l'avance, pour limiter les pertes des opérateurs qui ont pris des positions contraires.

Ces « sonnettes » appelées par les Anglo-Saxons stop loss, c'est-à-dire « arrêt des pertes », sont, fréquemment, incluses dans les logiciels des ordinateurs de gestion installés par les organismes financiers de tout poil. Leur action amplifie, parfois exagérément, les mouvements et provoque des variations de grande amplitude, comme le firent les fameux « programmes » qui firent chuter Wall Street de 508 points (22 %) le 19 octobre 1987, de très noire mémoire. Un bond de 5 %, c'est beaucoup, mais est-ce convaincant ? C'est bien ce que se demandaient, en fin de semaine, les opérateurs en analysant le phénomène.

Jusqu'à jeudi, le dollar s'inscrivait à nouveau sur sa pente baissière après sa timide reprise de la semaine précédente, rebondant à 1,50 deutchmark, 5,14 francs et 122,80 yens. Certains analystes le voyaient glisser au-dessous de 1,50 DM, pour épouser son plus bas cours historique de 1,4430 DM le 11 février 1991. Puis l'annonce d'un recul de 0,2 % des prix de gros américains en décembre venait le raffermir un peu, éloignant la crainte d'un retour de l'inflation.

Ce qui déclencha le retournement, ce fut une rumeur, reprise par le quotidien japonais Nihon Keizai, suivant laquelle, lors de la réunion du Groupe des Sept du 25 janvier, les Européens presseraient les États-Unis de favoriser une reprise du dollar. Le ministre nippon des finances,

M. Tsutomu Hata, commençait par reprendre publiquement cette rumeur, pour la démentir, ajoutant même qu'il n'avait pas discuté de la baisse du dollar contre le yen lors de sa rencontre avec le secrétaire américain au Trésor, M. Nicholas Brady. Mais le mouvement était lancé, provoquant, comme nous l'avons dit, des rachats précipités de vendeurs à découvert.

Vendredi après-midi, après un reflux du billet vert, l'annonce de chiffres (relativement) plus favorables sur l'emploi outre-Atlantique relançait sa hausse. Certes, le taux de chômage est passé, en décembre, de 6,9 % à 7,1 % de la population active, au plus haut depuis les 7,2 % de janvier 1986. Mais 31 000 emplois non agricoles ont été créés après la perte de 265 000 emplois en novembre, alors que les pronostics portaient sur une perte de 70 000 emplois en décembre.

#### Bonne tenue du franc français

Certes, ces créations viennent du secteur public, le secteur industriel perdant 32 000, mais les analystes trouvent les chiffres « raisonnables », en tout cas, ils ne devraient pas inciter la Réserve fédérale à baisser à nouveau son taux d'escompte, tout au moins dans l'imédiat, ce qui contribuerait à raffermir le billet vert, sans toutefois éliminer tous les facteurs négatifs qui le haussent.

Parmi les facteurs figure, bien entendu, l'écart « historique » de 5,5 % entre les taux courts américains (3,80 %) et allemands (9,30 %) qui, pourtant, n'est pas aussi ravageur que celui en vigueur en février 1991 (11,75 %), lorsque le dollar était tombé au plus bas de 1,44 deutchmark. Entrent en jeu, maintenant, quelques inquiétudes sur l'avenir proche du mark, avec la lancinante question russe, le ralentissement de l'économie et le développement de l'inflation outre-Rhin, qui peuvent faire douter du mark dans les prochains mois.

Les marchés des changes sont volages et tout prêts à adopter une

nouvelle idée, pourvu qu'elle provoque des variations de cours : rien n'est pire que l'inaction...

Au sein du système monétaire européen, passablement secoué par les mouvements giratoires des marchés, le franc français s'est comporté de façon saine, résistant parfaitement à la reprise initiale du mark, ne bénéficiant pas, en revanche, de la lourde chute de la devise allemande : ce serait trop demander après une période de vive tension ces dernières semaines, au détriment de la monnaie française. D'un vendredi à l'autre, donc, le cours du mark à Paris s'est maintenu aux environs de 3,4130 francs, avec, toutefois, la possibilité de le voir retomber prochainement à 3,14 francs, les mérites intrinsèques du franc réapparaissant au lendemain d'une pénible fin d'année.

En revanche, la livre sterling continue d'être secouée, notamment par les déclarations de M<sup>me</sup> Margaret Thatcher au Guardian, selon lesquelles la devise anglaise serait surévaluée et devrait faire l'objet d'un ajustement. Les analyses d'Indosuez relèvent que la dernière hausse des taux courts allemands n'aurait pu intervenir à un moment aussi défavorable pour le Royaume-Uni (absence de reprise économique et proximité des élections, ce qui l'a empêché de suivre ses partenaires européens dans le resserrement de leur politique monétaire. Du coup, la livre est devenue encore plus vulnérable, s'établissant bien au-dessous du plancher implicite de la bande de fluctuation étroite de 2,25 % (6 % autorisés actuellement). Ces analystes s'attendent donc à de fortes pressions sur la devise britannique, faisant remarquer, au passage, qu'en cas de victoire électorale du Parti travailliste ce dernier a, par avance, confirmé son engagement sur l'appartenance au SME, mais n'a rien dit sur les parités.

F. R.

## MATIÈRES PREMIÈRES

### Le diamant en demi-teinte

Malgré la morosité de l'économie mondiale en 1991, les ventes de diamant de la Central Selling Organisation (CSO), filiale du groupe sud-africain De Beers, ont reculé de seulement 6 %. La CSO, qui commercialise 80 % des pierres brutes non taillées, a ainsi enregistré un chiffre d'affaires de 3,9 milliards de dollars, soit 240 millions de dollars de moins qu'en 1990. Après avoir été stationnaires au premier semestre, les principaux marchés de consommation ont fléchi au second semestre dans les secteurs brut et taillé. Il semble que la baisse de la demande ait continué pendant la récente période de Noël, comparée à la même période de 1990.

Contrairement aux anticipations des spécialistes, la fin de la guerre du Golfe n'a pas provoqué de reprise de la consommation pour la joaillerie ou l'industrie, y compris en Israël où l'activité diamantaire s'était fortement réduite. En raison d'une pénurie de devises, les clients indiens de la CSO ont en outre éprouvé de graves difficultés pour régler leurs achats. La consommation japonaise s'est nettement contractée, après plusieurs années consécutives d'euphorie pour les bijoux. Le maintien de taux d'intérêt élevés a aussi pesé sur la demande.

Malgré ces difficultés de circons-

tance, les professionnels du diamant restent sereins : « Comme les stocks ne sont pas excessivement élevés sur les principaux marchés de consommation, toute amélioration de la conjoncture sur ces marchés devrait entraîner une progression de la demande de brut », explique la CSO dans un communiqué diffusé le 6 janvier. Et de s'autocensurer sur son « rôle de stabilisation et de soutien des marchés pour les producteurs comme pour les consommateurs en cas de crise économique ».

#### Une garantie contre les fluctuations des prix

Force est de constater que le quasi-monopole exercé depuis au moins un demi-siècle par la De Beers sur le diamant a été une garantie très forte contre les fluctuations déraisonnables et excessives des prix. Par sa politique de stockage, de contrôle très strict de l'offre, de politique commerciale sélective (les pierres sont montrées régulièrement à Londres à des clients très sur le volet pour leur réputation de sérieux), le conglomérat sud-africain, fondé en 1888 par Cecil Rhodes, a réussi là où les accords internationaux de régulation des matières premières ont échoué.

La relative stabilité des prix du diamant brut tient aussi à la force de persuasion - et sans doute de contrainte - dont a fait preuve la De Beers envers les principaux producteurs de gemmes. L'éclatement de l'URSS n'a pas remis en cause l'accord quinquennal de 5 milliards de dollars qui la lie avec la firme russe Rosimazmoloto pour la commercialisation des pierres de l'ex-Union soviétique. La De Beers a, de surcroît, conclu de nouveaux contrats de cinq ans avec l'Australie, l'Angola et le Botswana. De manière officieuse, il semble qu'elle prône en charge la vente de pierres chinoises. Au total, dix-sept pays miniers (1) ont réservé à la firme sud-africaine l'exclusivité sur leurs diamants. A deux reprises au moins, le Zaïre a voulu s'affranchir de cette tutelle et commercialiser lui-même sa production. Mais ses pierres ont subitement été boycottées et Kinshasa a dû rentrer dans le rang.

Avec l'assurance qui la caractérise, la De Beers envisage, malgré

l'actuelle morosité des marchés, de poursuivre un effort de promotion en faveur du diamant, à raison de 150 millions de dollars en 1992.

On ne retrouve guère pareille sérénité sur les marchés des métaux précieux. Pendant la semaine écoulée, les cours du platine à New-York ont atteint leur niveau le plus bas au cours de ces sept dernières années (333 dollars l'once), déprimés par les mauvaises prévisions concernant la croissance américaine et les ventes d'automobiles. A Londres, les prix se sont aussi nettement repliés, et l'annonce de la fin de la grève des mineurs sur le site sud-africain de Bakong (exploité par la firme Impala) n'a pas amélioré la tendance. Les experts estiment que le mouvement de baisse, étendu à l'or et à l'argent, avait été provoqué par les investisseurs japonais. Ces derniers ont liquidé de fortes positions en Europe et à New-York, témoignant ainsi de leur pessimisme sur l'évolution de l'économie mondiale.

ÉRIC FOTTORINO

(1) Afrique du Sud, Botswana, Russie, Zaïre, Angola, Brésil, Namibie, Ghana, Australie, Venezuela, Sierra Leone, Centrafrique, Libéria, Côte-d'Ivoire, Tanzanie, Lesotho, Inde.

La CEE va lever ses sanctions contre l'Afrique du Sud. - La CEE va mettre un terme, le 3 février, à son embargo sur les importations d'acier, de fer et d'or en provenance d'Afrique du Sud, après la levée de la réserve dénoyée sur cette question, a annoncé, vendredi 10 janvier à Bruxelles, le ministre portugais des Affaires étrangères, M. João de Deus Pinheiro. Les Douze avaient décidé en avril de mettre un terme à cet embargo mis en place en 1986 pour forcer le régime sud-africain à renoncer à sa politique d'apartheid. Le Parlement danois avait cependant bloqué cette décision, et la commission des affaires étrangères de l'Assemblée danoise a accepté cette semaine seulement de lever son veto. La CEE avait déjà supprimé, en décembre 1990, son embargo sur les investissements en Afrique du Sud. - (AFP)

## COURS MOYENS DE CLÔTURE DU 3 JANVIER AU 10 JANVIER 1992

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	S.E.U.	Franc français	Franc suisse	D.mark	Franc belge	Florin	Lira italienne
New-York	1.8070	-	18.6150	71.2750	63.5204	3.8854	56.4174	6.0840
Paris	1.8540	-	19.0005	72.9977	64.5980	3.1404	57.6434	6.0880
	9.6403	5.3750	-	282.8937	341.2060	16.5882	303.0747	4.5100
Zurich	9.7576	5.7630	-	384.1605	341.3999	16.5763	303.1082	4.5114
	2.5292	1.4030	26.1100	-	89.1350	4.3302	79.1537	1.1790
Frankfurt	2.5399	1.3700	26.0387	-	88.8456	4.3140	78.9178	1.1760
	2.2633	1.5740	29.3080	112.1881	-	4.8580	88.8011	1.3238
Bruxelles	2.2698	1.5420	29.2988	112.5547	-	4.8565	88.8748	1.3247
	50.3848	32.40	6.0312	23.0933	23.5844	-	18.2792	2.7240
	20.8645	31.75	6.0326	23.1755	23.5851	-	18.2891	2.7276
Amsterdam	3.1140	1.7225	29.3970	1.2633	112.6111	5.0706	-	-
	3.3185	1.7300	29.3498	1.2671	112.5810	5.0677	-	1.4914
Milan	21.4278	11.09	221.3328	847.4697	755.4002	36.8975	670.8039	-
	21.5805	11.64	221.1666	849.6350	754.8638	36.6614	670.5069	-
Tokyo	228.4936	126.80	23.6838	98.5777	88.5590	3.9135	71.5373	8.1866
	231.2646	134.50	23.7377	91.1678	88.9967	3.9338	71.5476	8.1873

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 10 janvier 1992 4,2365 F contre 4,2137 F le vendredi 3 janvier 1992.

## MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

### L'euphorie

Au terme de cette deuxième semaine de l'année, les marchés financiers continuent à baigner dans l'optimisme : les rendements à long terme chutent et les cours du MATIF s'envolent, retrouvant, à plus de 109, leurs plus hauts niveaux depuis les 110,44 du mois d'août 1989. L'OAT à dix ans ne rapportait plus que 8,44 % sur le marché secondaire en fin de semaine, contre 8,56 % huit jours auparavant, l'échéance mars du MATIF s'inscrivait, à la veille du week-end, à 108,80, après 109,20, contre 108,15 le vendredi 3 janvier. On a vu, à nouveau, les non-résidents acheter des titres longs français pour profiter de rendements considérés comme encore très rémunérateurs, ce qui renforce le franc. Les opérateurs métropolitains préférant les échéances plus courtes, certains gestionnaires de SICAV de trésorerie continuent de se tourner vers le papier plus long, pour « ne pas rater le train », parce qu'ils estiment cette fois que le mouvement est plus accrocché qu'au premier trimestre 1991.

Les raisons de cet optimisme ? Elles sont multiples. Tout d'abord, le marché estime que la baisse des taux longs est inéluctable, compte tenu du ralentissement général des économies, ce que soit aux États-Unis, au Japon, ou même en Allemagne où le rendement du Bund 10 ans a glissé au-dessous de 8 %. Ensuite, commence à se développer un sentiment suivant lequel l'horizon serait moins sombre que prévu de l'autre côté du Rhin, où les négociations salariales pourraient

déboucher sur des augmentations moins fortes qu'on ne le redoutait, en raison du ralentissement de l'économie. Déjà, les fonctionnaires modèrent leurs revendications, leur syndicat, le DBB, estimant qu'un niveau de 5 % à 6 % de hausse pourrait être considéré comme acceptable lors des négociations débutant le 7 février, alors qu'il réclamait 10,5 % auparavant. A Londres, les analystes de Salomon Brothers voient les augmentations de salaires plafonner à 6 % contre 7 % en 1991.

#### Vires critiques

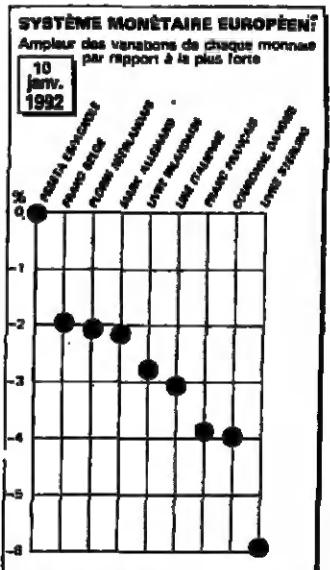
Ensuite, les opérateurs font état de vives critiques qui pleuvent sur la Bundesbank, accusée d'avoir trop relevé ses taux directeurs. Ainsi, le ministre des finances, M. Theo Waigel, aurait déclaré, à huis clos, que la Banque centrale aurait dû tenir compte de la situation économique internationale, c'est-à-dire des partenaires de la CEE. Quant au professeur Hans Karl Schneider, un des membres du très respecté « comité des cinq sages », il estime que le niveau historiquement élevé des taux courts en Allemagne ne semble pas vraiment « adapté » à la conjoncture : les commandes à l'industrie mécanique s'effondrent et le chômage s'accroît. De tout cela, la Bundesbank n'a cure : vendredi soir, M. Hans Tietmeyer a affirmé qu'il n'y avait pas de doute de la politique monétaire allemande « dans un proche avenir » (NDLR : tout au moins tant que les négocia-

tions salariales en RFA ne seront pas terminées, vers avril-mai).

Sur le marché obligataire, très bien disposé, comme le montrent les performances du MATIF, les émissions se placent très facilement, après le très vif succès de l'adjudication mensuelle du trésor la semaine dernière. Financier, qui émet pour le compte des sociétés de développement régional, a levé, avec la plus grande facilité, 1,5 milliard de francs, sous la houlette du Crédit lyonnais et de Paribas, au taux nominal de 8,60 % (8,81 % réel). Ces taux étaient pourtant considérés comme « tirés » et les conditions encore plus, au point que certaines banques ont refusé de diriger l'émission, mais Financier bénéficie encore de la garantie inconditionnelle de l'Etat, devenue rarissime. Assez curieusement, pas mal de souscripteurs restent allergiques à la signature Financier pour une question d'épiderme.

De son côté, la Banque La Hénin a très correctement placé 650 millions de francs de titres subordonnés remboursables (TSR, de quasi-fonds propres) en deux tranches, l'une à 12 ans à 9,15 %, sous la direction de la Caisse nationale de crédit agricole (CNCA), et l'autre (400 millions de francs) à 9,04 % et 10 ans, avec Indosuez. Enfin, le groupement des Provinces de France a émis pour 500 millions de francs des papiers à 9 % nominal (9,20 % réel), bien absorbés, surtout avec la garantie de la CNCA, chef de file.

FRANÇOIS RENARD



\* Taux calculés par rapport aux cours estimés de la Banque de France.

esh  
IND  
RTL



Alors que le chômage atteint son plus haut niveau depuis près de six ans

## Le président Bush est vivement critiqué pour les maigres résultats de son voyage au Japon

Le taux de chômage a atteint 7,1 % de la population active en décembre aux États-Unis au lieu de 6,9 % le mois précédent, soit le pourcentage le plus élevé depuis cinq ans et demi. Près de neuf millions d'Américains sont maintenant sans emploi. Ce chiffre que M. Bush a qualifié d'« insatisfaisant » a été publié au moment où le président américain, de retour d'un voyage de douze jours en Australie et en Asie, doit faire face à de nouvelles critiques suscitées par sa politique économique, accusée à présent par plus de deux tiers des personnes interrogées dans les sondages.

NEW-YORK

de notre correspondant

Le président Bush est sans doute un fin diplomate mais, à en juger par les réactions de ses concitoyens, de la plupart des médias et des milieux d'affaires, au séjour qu'il vient d'effectuer au Japon en compagnie d'une vingtaine d'industriels américains, ses talents de voyageur de commerce restent à démontrer. Apparemment remis du malaise qui, la veille, l'avait contraint à quitter le discours donné par le premier ministre nippon, M. George Bush, à peine descendu d'avion sur la base d'Andrews, près de Washington, s'est félicité le 10 janvier du résultat de ce voyage qui, selon lui, « a été un succès ». « Ne vous y trompez pas, a-t-il souligné. Les progrès accomplis au cours de cette semaine se traduiront par des progrès en matière d'emplois et de croissance économique en Amérique. Les résultats seront clairs et mesurables ».

Tel ne semble pas être l'avis des personnes interrogées par le *New York Times* et qui, pour 53 % d'entre elles, estiment qu'il s'agit là d'un voyage « essentiellement pour se montrer ». Sans véritable utilité, la fronde venait d'ailleurs : de l'entourage même du président, qui, aux côtés de quelques PDG préchant la patience, tel le président de TRW, les patrons des trois grands groupes automobiles américains (General Motors, Ford, Chrysler) s'empressaient de dénoncer l'accord conclu à Tokyo par M. Bush quelques heures plus tôt. Au motif qu'il ne répondait pas à leur exigence première : obtenir une réduction drastique d'un déficit commercial en constante aug-

mentation (il a atteint 41 milliards de dollars en 1991 et causera 400 milliards de déficit en dix ans) et dont les trois quarts sont constitués par le seul poste des exportations de voitures nippones vers les États-Unis, où le Japon détient le tiers du marché. Situation catastrophique pour les trois « géants » de Detroit dont les ventes ont encore chuté de près de 12 % l'année dernière et qui ont subi des pertes de 6 milliards de dollars (32 milliards de francs) en douze mois, les plus importantes dans l'histoire de l'automobile américaine.

### Mécanisme de représailles

Indifférent aux promesses japonaises qui, outre deux ou trois autres volets (1), consistent essentiellement à vendre 20 000 voitures américaines de plus au Japon chaque année (pour atteindre un total de 55 000 par an) et à acheter (aux États-Unis et au Japon) pour 19 milliards de dollars par an de pièces détachées américaines, d'ici à 1994 (contre 10 milliards en 1990), M. Lee Iacocca, le bouillant patron de Chrysler, le constructeur le plus mal en point des trois (et en passe d'être rattrapé par Honda) a quitté Tokyo avant la fin des cérémonies pour prononcer à l'Economic Club de Detroit un discours guerrier qui lui a valu une longue ovation - debout - des 2 500 spécialistes du secteur, réunis à l'occasion du North American International Auto Show. « Nous devons utiliser nos propres armes, a-t-il indiqué. Cela signifie exiger une solution maintenant et envisager des représailles maintenant si nous n'obtenons pas cette solution ». Dénonçant le danger de voir les États-Unis se transformer en colonie du Japon, M. Iacocca a estimé qu'il fallait utiliser les leviers dont disposent les États-Unis car, « sans pression, le Japon ne bougera pas d'un pouce ».

A l'issue de cette envolée, le président de Chrysler a toutefois indiqué que lui-même et ses homologues de General Motors (M. Robert Stempel) et de Ford (M. Harold Poling) étaient convenus de continuer aux États-Unis en février les « discussions » amorcées à Tokyo avec les patrons des cinq principaux constructeurs japonais. La réunion devrait rassembler des industriels et des politiques et être organisée en deux temps, d'abord à Washington, ensuite à Detroit, la capitale de l'automobile améri-

caine, aujourd'hui déclarée ville assiégée.

Visitant les chaînes de montage de Detroit au moment où la querelle américano-japonaise battait son plein, M. Richard Gephardt, le leader (démocrate) de la Chambre des représentants, a lui aussi regretté les maigres résultats obtenus à Tokyo, estimant que « la récession aux États-Unis est en partie imputable au Japon ». Se défendant de toute tentation protectionniste, M. Gephardt s'est cependant dit prêt à « forcer le Japon à acheter américain ou, sinon, à l'empêcher de vendre ici », ajoutant qu'il avait élaboré un projet de loi en ce sens visant, à l'aide de « restrictions volontaires », à réduire de 20 % en cinq ans le déficit commercial américain vis-à-vis du Japon.

« Ce sont là des propos que l'on entend souvent à Detroit, dans le Michigan. Mais si vous descendez dans le Tennessee, les habitants de cet État sont très contents de la présence japonaise, qui leur assure investissements et emplois », relève M. Delos Smith, l'un des principaux économistes du Congrès Board de New-York. « On ne peut pas dire aux gens « Achetez américain » en leur mettant un pistolet sur la tempe quand on sait que les voitures japonaises sont souvent moins chères et de meilleure qualité, souligne-t-il. Ce voyage aura été une confrontation inutile pour laquelle le président Bush s'est entouré de représentants d'industries traditionnelles ou en perte de vitesse au lieu de choisir des représentants d'industries modernes et performantes. Il ne faut pas s'enfermer qu'il ait fait un flop ».

SERGE MARTI

(1) Les industries japonaises de l'automobile, de l'électronique et de l'habillement, importent en 1993 environ 10 milliards de dollars de plus qu'en 1990.

Contrairement à d'autres pays de la Communauté

## La France reste réservée à l'idée de reconnaître la Croatie

Les douze pays de la Communauté devraient s'entendre, mercredi 15 janvier, pour reconnaître immédiatement la République de Slovénie et, vraisemblablement, pour différer leur réponse à la demande de reconnaissance qui leur a été adressée par les Républiques de Bosnie-Herzégovine et de Macédoine. La demande de la Croatie semblait en revanche les diviser encore vendredi 10 janvier, à l'issue de la réunion des douze ministres des affaires étrangères à Bruxelles.

La reconnaissance des Républiques yougoslaves qui en ont fait la demande à la Communauté se fera « avec des nuances et des délais », a déclaré vendredi à Bruxelles M. Roland Dumas. « Sur les quatre Républiques qui ont sollicité cette reconnaissance, on pourra déjà en reconnaître quelques-unes : peut-être pour les autres le fera-t-on de façon différée dans le temps », a-t-il ajouté. De son côté le ministre luxembourgeois, M. Jacques Poos, déclarait : « À moins d'un grave problème, on peut présumer que les Douze reconnaîtront la Slovénie et la Croatie », tandis que le secrétaire d'État britannique Douglas Hogg indiquait qu'« un État ou plus » serait reconnu et que, pour les autres, cela se ferait « à un rythme plus lent ». Bref, la reconnaissance de la Croatie fait encore problème, à la France notamment, si l'on en juge par ces quelques déclarations, à peine discutées.

Les Douze doivent avoir entre les mains, avant le 15 janvier, le rapport demandé à la commission de juristes que préside M. Badinter. Cette commission, qui rassemble cinq présidents de Cours constitutionnelles européennes et qui était

réunie vendredi et samedi à Paris, était censée juger si les Républiques candidates répondent aux critères définis par les Douze le 16 décembre (en matière de droits des minorités notamment) pour pouvoir prétendre à la reconnaissance en tant qu'États indépendants. Son rapport devrait être communiqué à lord Carrington et à la présidence de la Communauté pendant le week-end, chacun des pays membres étant ensuite supposé se prononcer en connaissance de cause.

### Cohésion à onze

À Paris, on s'en tenait strictement vendredi à cette procédure, dont la France a été l'initiatrice, et on affirmait ne pas vouloir préjuger des conclusions de la commission Badinter. Les diverses déclarations faites ces derniers jours indiquent cependant que, sans attendre ce rapport de juristes, plusieurs des pays membres avaient déjà leur position : la France est toujours réticente à l'idée de reconnaître dès la semaine prochaine la République de Croatie, d'autres, dont l'Italie, ont la ferme intention au contraire d'engager sans plus attendre cette reconnaissance, en même temps que celle de la Slovénie. L'Allemagne pour sa part, se désolidarisant de fait de la démarche communautaire adoptée le 16 décembre, a déjà pris à la veille de Noël la décision de reconnaître ces deux Républiques.

Dans l'entourage de M. Mitterrand on faisait valoir, vendredi, le souci de la France de sauver au moins la « cohésion à onze ». « Nous allons reporter aux Italiens. À une exception près [celle de l'Allemagne], tout le monde jusqu'à

présent a cherché à maintenir cette cohésion », disait-on. La France n'est pas parvenue à contenir au-delà de Noël ses divergences de fond avec l'Allemagne à propos de la Yougoslavie. Il n'est pas certain qu'elle parvienne cette fois à contenir derrière une argumentation juridique celles qui l'opposent encore à d'autres pays membres.

C. T.

□ Les observateurs militaires de l'ONU attendus le 14 janvier en Croatie. - La mission de cinquante observateurs militaires de l'ONU, qui doivent participer à la surveillance du cessez-le-feu en Yougoslavie, sera dirigée par le colonel australien John Wilson, a annoncé vendredi 10 janvier un porte-parole des Nations unies. Les officiers de liaison, qui disposeront de leurs propres moyens de communication, arriveront sur le terrain mardi 14 janvier. Le colonel John Wilson est un expert en opérations de maintien de la paix et il a été chef d'état-major adjoint de l'Organisation de l'ONU pour la surveillance de la trêve au Proche-Orient. - (Reuters).

□ La destruction de l'hélioptère de la CEE. - La destruction en vol, mardi 7 janvier, d'un hélicoptère de la CEE par l'armée de l'air yougoslave, qui a provoqué la mort de cinq observateurs, est due à des erreurs de l'armée yougoslave, des observateurs européens et « une malheureuse conjonction de circonstances » liées à la « situation extrêmement difficile régnant dans l'espace aérien », a indiqué, vendredi 11 janvier, un communiqué du ministère yougoslave de la Défense. L'armée de l'air fédérale, qui avait reçu le plan de vol des observateurs de la CEE « n'a pas émis à temps » les autorisations militaires locales. « Pour cette raison, et à cause d'autres fautes, il y a eu erreur dans l'identification des appareils, de leurs intentions et des actions à entreprendre à leur égard ». Selon le rapport du ministère, les observateurs de la CEE ont décidé d'effectuer le vol de Kaposvar (Hongrie) à Zagreb, « sans avoir reçu l'autorisation des autorités fédérales qui contrôlent le trafic aérien, n'avisant pas les organes de contrôle à Belgrade, mais seulement ceux de Zagreb ». - (AFP).

□ La CEE lève ses sanctions contre la Monténégro. - Les ministres des affaires étrangères des Douze ont décidé, vendredi 10 janvier à Bruxelles, de lever leurs sanctions économiques contre la Monténégro pour reconnaître cette République yougoslave de sa « contribution » aux efforts de paix de la CEE. Seule la Serbie est désormais encore l'objet des sanctions essentiellement commerciales édictées le 8 novembre 1991 par les Douze contre les Républiques yougoslaves ne participant pas activement au processus de paix engagé sous les auspices de la Communauté. - (AFP).

□ Skopje déclare « l'inconstitutionnalité » du référendum de la minorité albanaise. - Le gouvernement de la République de Macédoine a qualifié d'« inconstitutionnel » le référendum sur l'autonomie politique et territoriale que les Albanais de souche de cette République devaient organiser, samedi 11 et dimanche 12 janvier. Les Albanais de souche représentent près de 20 % des quelque 4,5 millions d'habitants de cette République. Le gouvernement de Skopje demande aux « citoyens de Macédoine, sans considération d'appartenance religieuse ou nationale », de défendre la démocratie. « Seul celui de la Macédoine pour son appartenance à une Europe unie de citoyens et peuples libres ». - (AFP).

□ Démission du représentant macédonien à la présidence fédérale. - Le représentant de la Macédoine à la présidence fédérale yougoslave, M. Vasil Tupurkovski, a officiellement démissionné, vendredi 10 janvier, a annoncé l'agence Tanjug. M. Tupurkovski ne participait plus aux travaux de la présidence yougoslave depuis le mois d'octobre 1991. - (AFP).

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

CHAMPS

Le Monde ÉCONOMIQUES

## SOMMAIRE

### DATES

Il y a vingt ans, la naissance sanglante du Bangladesh. 2

### ÉTRANGER

Les Rencontres nationales pour l'Europe. 3  
Les Douze acceptent de participer à la conférence de Washington sur l'aide aux pays de l'ex-URSS. 3  
Les États de la CEE s'engagent à respecter le traité sur les armes conventionnelles. 3  
La situation politique en Géorgie reste confuse. 4  
L'enquête internationale sur les attentats contre les avions de la PanAm et d'UTA. 5  
Algérie : avant le deuxième tour des élections législatives. 5

### POLITIQUE

La demande de levée d'immunité de M. Farran, député UDF - PR des Pyrénées-Orientales. 6  
L'opposition et l'idée d'un parti unique : M. Pasqua reçoit le soutien de M. Lottard. 6  
Les écologistes s'interrogent sur leur identité. 6  
Livres politiques par André Laurens : « La modernité dans la rétroviser ». 6

### SOCIÉTÉ

Le stockage de déchets radioactifs près de Limoges. 11  
Le raid-marchathon Paris-Synte-Le Cap. 11  
La cantilène nuit de sé-jer des infirmières devant le ministère de la santé. 11  
La France et l'Allemagne lancent en coopération deux nouveaux programmes d'armement. 11

### HEURES LOCALES

Les sapeurs-pompiers quittent les villages : un entretien avec le ministre de l'Intérieur. Nord-Pas-

de-Caleis : la transmutation. Fin de siècle à Michelin-Ville. 7 à 10

### CULTURE

Stephan Elcher à l'Olympia. 13  
La polémique autour de la pièce de Bernard-Marie Koltès : Roberto Zucco sera jouée à Paris. Répliques à Roger Planchon : la déclaration de la Mairie de Paris, les lettres du directeur du Théâtre de la Ville et du maire de Chambéry. 13  
La Salon du meuble. 13

### ÉCONOMIE

Les petits commerçants du disque ne sont pas systématiquement opposés à l'ouverture de leur magasin le dimanche. 15  
Poussée de fièvre entre Virgin et la FNAC. 15  
La réorganisation de l'électronique française : M. Alain Prestat devant POG de Thomson Consumer Electronics. 15  
Revue des valeurs. 16  
Crédits, échanges et grands marchés. 17

### Services

Abonnements. 2  
Cartes. 12  
Météorologie. 12  
Mots croisés. 14  
Télévision. 12  
Spectacles. 14  
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté Samedi 11 janvier 1992 a été tiré à 486 173 exemplaires.

### TCHAD

## L'offensive rebelle n'a pas eu l'ampleur annoncée officiellement

Les troupes tchadiennes poursuivent, avec l'appui de l'armée de l'air française, les opérations de nettoyage dans la région du lac Tchad, théâtre, la semaine dernière, d'une offensive rebelle. Des journalistes occidentaux autorisés à se rendre sur les lieux jeudi 9 et vendredi 10 janvier ont vu des avions de combat français Jaguar survoler régulièrement la région.

Jugeant l'armée régulière incapable d'arrêter les rebelles, le président Idriss Déby a envoyé sur place une unité de la garde présidentielle, composée de membres de l'armée zaghwa, qui l'a aidé à reprendre le pouvoir en décembre 1990. Ces éléments n'ont livré que des combats sporadiques.

A Liwa, aucune trace d'affrontements n'a pu être montrée par les autorités. Dans le désert entourant la ville, on ne trouve que quelques véhicules Toyota calcinés. Les militaires interrogés à l'issue du hiérarchie ne font état d'aucun accrochage violent et encore moins

de combats au corps à corps. De source diplomatique, on estime que le nombre de rebelles s'élevait « entre trois cents et six cents au maximum », et non à trois mille, comme l'ont annoncé les autorités. Dans les milieux diplomatiques on estime également que le président Déby est sorti « très affaibli » de ces événements et que « seule l'intervention française a permis de le maintenir au pouvoir ».

Le correspondant tchadien de Radio-France internationale, M. Sosthène Gargoune, a été inculpé jeudi de « diffusion d'informations à caractère militaire non encore publiées par les autorités » et encourt une peine de six à dix ans de prison, a indiqué une source officielle. Enfin, l'ambassade de France a démenti que le maire de N'Djamena, M. Lol Mahamat, se soit réfugié auprès d'elle, comme l'avait annoncé l'opposition (le *Monde* du 11 janvier). - (AFP, Reuters).

### Inculpé dans des affaires de fausses factures

## M. René Trager est remis en détention

M. René Trager, l'industriel nantais mêlé à des affaires de fausses factures, a été une nouvelle fois placé en détention provisoire, vendredi 10 janvier à Angers, par le juge d'instruction chargé du dossier, M. Ivan Auriel.

Remis en liberté le 17 décembre dernier, M. Trager a enfreint les règles du contrôle judiciaire auquel il était soumis depuis sa sortie de prison : alors qu'il lui était interdit de sortir de sa maison à Saint-Luc-sur-Loire (Loire-Atlantique), près de Nantes, sinon pour aller pointer quotidiennement auprès de la police nantaise, M. Trager a été surpris, vendredi matin, en train de sortir des cartons de documents des locaux de l'une de ses sociétés en liquidation, à Nantes. Après une présentation au juge Auriel, M. Trager a été conduit, dans la soirée, à la maison d'arrêt d'Angers.

M. Trager est inculpé dans deux dossiers : le premier, instruit à Rennes, a conduit à son inculpation pour escroquerie et abus de biens sociaux à la suite de faillites jugées douteuses. Le second, ins-

truit à Angers, concerne le financement contesté d'une maison de retraite à Rezé, en Loire-Atlantique.

Inculpé dans cette affaire d'abus de confiance, M. Trager est accusé d'avoir indûment encaissé une somme de 2,1 millions de francs lors d'une transaction entre un promoteur du Mans, M. Serge de Sinéty, et la Société d'économie mixte de Rezé (SEM), dirigée par le maire de la ville, député socialiste de Loire-Atlantique, M. Jacques Floch. M. Trager, incarcéré le 13 mars 1991, avait été remis en liberté par le juge Auriel à la veille des fêtes de Noël, le 17 décembre dernier.

□ TENNIS : Guy Forget battu à Sydney. - Tenant du titre, le Français Guy Forget a été battu, samedi 11 janvier, par l'Espagnol Emilio Sanchez (6-3, 6-4) en finale du tournoi de tennis de Sydney (Australie).

### Le changement au PS

## M. Rocard met en avant la « bonne foi » de M. Fabius

M. Michel Rocard a déclaré, vendredi 10 janvier sur TF1, au sujet de l'élection de M. Laurent Fabius à la tête du Parti socialiste et de sa propre désignation comme « candidat virtuel » à l'élection présidentielle, que « la méchanceté appelle la méchanceté », mais que « la bonne foi appelle la bonne foi ». « Il y a une très grande différence, a expliqué l'ancien premier ministre, entre la conquête d'un grand parti, sans un combat fratricide, par un homme [...] avec toutes les responsabilités dans les mêmes mains [...], et l'arrivée unanimement saluée d'un homme, le même, à la tête du parti, dans un accord général et avec des responsabilités partagées, une structure qui fait que les grandes décisions sont prises par consensus ».

« Je n'aime pas le ring, a-t-il ajouté, je déteste les batailles. Nous avons pu régler un certain nombre d'anciennes batailles », a refusé de développer la question de l'échec de la présidence de M. Rocard, a souligné que, « pour l'instant, l'essentiel, c'est de traiter les problèmes de la France ». « Ce qui intéresse les Français, a-t-il dit, c'est le chômage, la sécurité, les rapports avec les immigrés. Pour traiter ces problèmes difficiles, il faut que la machine politique marche, et nous venons de prendre des décisions qui font que la machine politique doit mieux marcher. Je salue qu'un PS mieux rassemblée, autour d'une orientation plus claire, va aider, y compris M. le premier ministre, à faire mieux passer ses décisions ».

## LA CLOSERIE DES LILAS fête le NOUVEL AN RUSSÉ le 13 JANVIER

Au piano : René PAU.  
Au violon : Jean TOUPENCE.  
171, bd du Montparnasse, 6<sup>e</sup>.  
Tél. : 43-26-70-50